

REPUBLIQUE RWANDAISE



SECRETARIAT D'ÉTAT AU PLAN NATIONAL
DE DÉVELOPPEMENT

**PROJET DU DEUXIÈME PLAN
QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL**

Partie I: Synthèse du Plan.

REPUBLIQUE RWANDAISE

SECRETARIAT D'ETAT AU PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT

PROJET DU DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Partie I = SYNTHESE DU PLAN

S O M M A I R E G E N E R A L.

Préambule : Les grandes orientations du développement économique	4
Partie I: <u>EVOLUTION DE L'ECONOMIE.</u>	20
Introduction : La méthode de projection utilisée.	20
Chapitre I : <u>La croissance de la production et ses incidences socio-économiques de 1970 à 1976.</u>	31
Section I: Les perspectives de croissance par grand secteur d'activités.	31
<u>Tableaux 1 et 2</u>	35-36
Section II: L'évolution de la production agricole, de l'élevage, des pêches et des forêts.	37
<u>Tableaux 3 et 4</u>	40 à 42
Section III: L'évolution de la production des mines, de l'industrie et de l'artisanat.	43
<u>Tableaux 5 et 6</u>	47 à 51
Section IV : <u>L'évolution des activités tertiaires: transports et communications, services, commerces, santé publique et enseignement.</u>	52
Section V : Les investissements	53
<u>Tableaux 7, 8 et 9</u>	57 à 59
Section VI: L'évolution du commerce extérieur.	60
1) Les exportations	
2) Les importations	
<u>Tableaux 10 et 11</u>	62-63
Section VII: L'évolution démographique et la création d'emplois salariés	69
<u>Tableau 12</u>	69-70
Section VIII: L'évolution de la production et des revenus par tête.	68
<u>Tableaux 13 et 14</u>	74-75
Section IX: Les revenus et la consommation des ménages.	76
a) Les revenus des ménages	76
b) La consommation des ménages	77
c) Le bilan alimentaire en 1970 et 1976.	77
<u>Tableaux 15, 16, 17 et 18</u>	80 à 87
CONCLUSION	88
<u>Tableaux généraux des Ressources et Emplois en 1970 et 1976</u>	91-92
Chapitre II: <u>Le financement de la croissance.</u>	93
Section I : Le compte des entreprises.	93
a) Le compte d'exploitation	94
b) Le compte d'affectation	94
c) Le compte de capital	97
<u>Tableaux 19, 20 et 21</u>	100 à 102

Section II: Le compte des administrations.	103
1) Le compte d'affectation	103
A) Les ressources des administrations	103
a) Les ressources fiscales	
b) L'aide extérieure publique et privée	
c) Les autres ressources	
B) Les dépenses des administrations	106
a) Le Budget de l'Etat	
b) Le budget des autres administrations	
c) Les dépenses du compte des administrations	
2) Le compte de capital	111
<u>Tableaux 22,23, 24, 25 et 26</u>	113 à 117
Section III: Le compte des ménages	118
a) Le compte d'affectation	
b) Le compte de capital	
Section IV : Le compte de l'extérieur	121
Section V : Le financement des investissements	123
CONCLUSION	125
<u>Tableaux 27, 28 et 29</u>	126 à 130
Partie II : <u>ANALYSE SECTORIELLE ET RECOMMANDATIONS.</u>	
Chapitre I : <u>Le développement rural.</u>	
Section I: Avant-propos	132
Section II: Cultures vivrières	138
Section III: Cultures industrielles et d'exportation	166
Section IV : Sylviculture - Pêche - Pisciculture - Apiculture	200
Section V : Production animale	219
Section VI: Développement communautaire et Aménagements fonciers	245
Section VII: Moyens nécessaires au développement rural	259
Chapitre II : <u>Le développement des mines, de l'Industrie et de l'Artisanat.</u>	
Section I : Mines et Géologie	271
Section II : L'Industrie	292
Section III: L'artisanat	310
Chapitre III : <u>Les Services et le Commerce.</u>	
Section I : Les transports	315
Section II : Postes, Télécommunications et Moyens d'Information	350
Sous-section I = Postes	
Sous-section 2 = Télécommunications	
Sous-section 3 = Moyens d'information	

Section III : Tourisme et Hôtellerie	374
Section IV : Le Commerce	384
Chapitre IV : <u>L'infrastructure économique et sociale.</u>	
Section I : Infrastructure routière	404
Section II : Infrastructure aéronautique et météorologique	421
Section III: Energie	443
Section IV : Urbanisme et Habitat	473
Section V : Hydraulique Rurale	489
Chapitre V : <u>Le développement social et administratif.</u>	
Section I : Enseignement et Formation	502
1- Enseignement primaire	
2- Enseignement post-primaire	
3- Radio éducative	
4- Enseignement secondaire	
5- Enseignement supérieur	
6- Enseignement parascolaire	
Section II : Santé Publique	551
Section III: Développement communautaire, Promotion sociale, Jeunesse et Sports	564
Section IV : Infrastructure administrative	584

P R E A M B U L E.

Le Deuxième Plan Quinquennal de Développement Economique, Social et Culturel 1972-76 s'inscrit dans la ligne des grandes orientations du développement socio-économique déjà retenues dans le Plan Intérimaire d'Urgence élaboré en 1966.

Il se situe par ailleurs dans la stratégie de la seconde Décennie (1970-80) de Développement recommandée par les Nations-Unies.

Inspiré du Manifeste-Programme du MDR - Parmehutu et des diverses instructions gouvernementales qui insistent sur l'impérieuse nécessité d'assurer un niveau de vie plus élevé à une population en accroissement continu, le présent Plan se veut réaliste et cohérent dans ses objectifs ainsi que dans les moyens et mesures nécessaires pour les atteindre. Il prend en considération les facteurs favorables du développement dont les effets sont limités par des contraintes financières, techniques et humaines. Parmi les facteurs d'impulsion à la croissance économique et au développement social, il est permis de citer l'abondance de la main-d'oeuvre, la stabilité politique, les conditions climatiques et le potentiel touristique ainsi que l'existence de quelques ressources naturelles telles que le gaz méthane, la tourbe et le potentiel d'énergie hydro-électrique ouvrent des perspectives de croissance économique et d'amélioration des conditions de vie de la population, dans la mesure où tous ces facteurs de production seront utilisés de façon rationnelle. Toutefois, la promotion d'un développement global et harmonieux de tous les secteurs socio-économiques exige des solutions rapides aux problèmes fondamentaux auxquels notre pays est confronté, à savoir:

- Une très forte densité de la population.
- Une raréfaction des terres cultivables.
- L'exiguité du marché national.
- L'éloignement des ports maritimes, l'insuffisance du réseau de voies de communication internationales et des moyens de transport.
- L'insuffisance des ressources en cadres et en moyens financiers et techniques pour le développement.

En vue d'atténuer ces contraintes préjudiciables à la promotion sociale de la population, l'objectif fondamental est d'augmenter le nombre des emplois dans les secteurs productifs, notamment ceux destinés aux jeunes, en développant les productions locales qu'elles soient destinées au marché intérieur (biens de consommation et équipements de base) ou à l'exportation.

A cette fin, le Plan met l'accent sur les priorités suivantes, qui devraient permettre à la production intérieure brute d'augmenter en moyenne de 5,2% par an, au cours des prochaines années :

1°) Développement de la production rurale, en particulier accroissement qualitatif et quantitatif de la production vivrière, compte tenu du taux d'accroissement démographique, mais aussi diversification des cultures destinées à l'industrie et à l'exportation, susceptibles d'accroître les revenus monétaires des paysans.

2°) Expansion accélérée des activités secondaires, industries et entreprises de bâtiment et de travaux publics.

3°) Renforcement de l'infrastructure sociale, culturelle et administrative, en tenant compte de la nécessité d'adapter les structures administratives, scolaires et sanitaires aux impératifs du développement.

4°) Développement des services et tout particulièrement du tourisme.

La réalisation des projets prioritaires nécessite qu'on prenne des moyens et des mesures d'ordre administratif, financier et technique, à savoir :

- la mobilisation et l'utilisation des ressources financières publiques et de l'épargne privée des secteurs productifs;
- l'adaptation des structures financières, sociales et administratives aux impératifs de développement, de façon à faire participer activement la population à l'expansion économique et aux bénéfices de cette expansion;
- la formation des cadres, compte tenu des structures socio-économiques du pays et la formation professionnelle en fonction des projets retenus;
- l'élargissement du marché national par une coopération plus poussée avec les pays voisins et la diversification des échanges commerciaux.

Avant de présenter les objectifs à réaliser et les moyens à mettre en oeuvre pour la réussite du Deuxième Plan 1972-76, il est indispensable pour être réaliste de voir brièvement :

- dans quelle mesure le premier Plan a été exécuté;
- quels sont les goulots d'étranglement qui ont freiné sa réalisation;
- quelle est la situation d'ensemble de l'économie au seuil de ce nouveau Plan.

I.- Principaux résultats du Plan Intérimaire d'Urgence 1966-70.

A. Objectifs généraux du Premier Plan.

Le premier Plan national de développement économique et social cherchait à adapter les structures économiques, financières et administratives du pays aux exigences du développement.

En vue de réduire certains handicaps d'ordre géographique (isolement du pays à l'intérieur des terres), démographique (très forte densité de la population par rapport aux terres cultivables et taux d'accroissement démographique très élevé), économique et financier (exiguité du marché, faiblesse du revenu par tête et insuffisance des moyens financiers), le Gouvernement avait adopté les quatre orientations générales suivantes :

- 1- Assurer le maintien des échanges extérieurs, en utilisant au mieux des circonstances les différentes voies de communication disponibles.
- 2- Faire face aux problèmes posés par l'accroissement démographique.
- 3- Assurer la promotion de l'homme rwandais par une politique dynamique de formation et de santé publique.
- 4- Rassembler progressivement les conditions d'un développement à même de s'auto-entretenir.

Dans cette ligne, quatre objectifs étaient retenus :

- 1. Le développement de l'appareil de production national.
- 2. L'accroissement des ressources financières et monétaires.
- 3. L'amélioration et la consolidation des structures socio-économiques.
- 4. La formation des cadres.

B. Financement du Plan.

- En ce qui concerne les investissements prévus, un montant de 5.651,6 millions de francs rwandais avait été retenu pour la tranche prioritaire, mais il fut réévalué par la suite à 9.679,2 millions de francs, compte tenu de la réforme monétaire d'avril 1966. Le tableau suivant donne les résultats obtenus, par source de financement et par secteur (en millions de francs).

Par source de financement

	<u>Prévisions</u>	<u>Réalisations</u>	<u>Réalisations en</u> <u>pourcentage</u>
			%
<u>Financement public</u>			
intérieur	1.031,7	750,7	72,8
extérieur	4.881,7	3.452,0	70,7
<u>Financement privé</u>			
Intérieur	554,7	580,6	104,7
Extérieur	1.965,4	1.278,5	65,1
<u>Investissement-Travail</u>	<u>1.245,7</u>	<u>720,5</u>	<u>57,8</u>
	9.679,2	6.782,3	70,0

Par secteur

- Production et équipements ruraux	3.303,1	2.412,0	73,0
- Production minière	1.020,1	370,1	36,2
Production artisanale et industriel-			
le	848,5	532,8	62,7
- Services	408,7	601,7	147,2
- Infrastructure Economique	1.372,9	681,0	49,6
- Santé et Affaires Sociales	103,6	175,5	169,4
- Enseignement et Formation	796,0	622,3	78,2
- Urbanisme et Habitat	1.168,8	975,9	83,5
- Infrastructure publique	287,5	134,1	46,6
- Administrations étrangères	370,0	257,5	69,6
- Autres	-	19,4	-
	<u>9.679,2</u>	<u>6.782,3</u>	<u>70,0</u>

Ces tableaux dégagent les constatations suivantes :

- L'aide extérieure représente plus de 2/3 de financement réalisé dans le cadre du Premier Plan et il est vraisemblable que compte tenu du financement dont le principe est acquis dans le cadre du Deuxième Plan, cette part ira en augmentant. Pour éviter cette dépendance excessive vis-à-vis de l'aide extérieure qui, à plus ou moins longue échéance, ne doit servir que d'appoint, il est indispensable de prendre des mesures de mobilisation des ressources financières du pays:
- en drainant l'épargne nationale vers des secteurs de production;
- en faisant appel, dans toute la mesure du possible, à l'investissement-travail, associant directement la population à la réalisation des objectifs du Plan, ce qui nécessite un encadrement efficace et une information continue sur les problèmes de développement.

C. La croissance de l'Economie.

Bien qu'ils ne disposaient que de très peu d'éléments sur la production nationale, les auteurs du Premier Plan avaient prévu un taux d'accroissement annuel moyen du Produit Intérieur Brut de 5 %, en raison de :

- 3,8 % pour le secteur primaire;
 - 12,1 % pour le secteur secondaire;
 - 10,3 % pour le secteur tertiaire (services économiques);
 - 8,0 % pour le secteur administratif
- et de faire passer la part auto-consommée de 60 à 49 %.

En fait, de 1967 à 1970 (l'année 1966 n'étant pas prise en compte à cause de l'incidence de la réforme monétaire), le taux moyen de croissance annuelle du P.I.B. monétaire par tête est de 6,2 % en termes réels, c'est-à-dire déduction faite d'une évolution globale des prix estimée à 3 % au cours de la même période et du taux d'accroissement annuel démographique de 2,8 %. Ce taux de croissance économique est très variable d'une année à l'autre, 1970 étant considérée comme la meilleure année du point de vue de la production et des cours mondiaux des matières premières exportées par le Rwanda: café, minerais (cassitérite et wolfram, notamment), thé et pyrèthre.

L'analyse de la production par secteur montre que :

- le secteur primaire représente en 1970 plus de 68 % de la Production intérieure brute, ce qui rend l'économie très dépendante des aléas climatiques et des fluctuations des cours mondiaux;
- le secteur secondaire en fournit moins de 11 % et, au cours de la période couverte par le premier Plan, il s'est développé moins rapidement que prévu. Seule l'industrie du Bâtiment et les constructions ont dépassé leurs objectifs de croissance;
- les services, en particulier les services commerciaux, se développent régulièrement, ce qui dénote une monétarisation croissante de l'économie;
- une étude effectuée en 1971 par une équipe d'experts français fournit quelques indications permettant d'analyser les ressources de l'appareil productif interne et des importations ainsi que les différentes utilisations de ces ressources en 1970.

On constate ainsi :

- que les consommations intermédiaires des entreprises représentent 29 % de la production aux prix du marché, tandis que la Production intérieure brute atteint 20.684 millions de francs rwandais;
- que les importations C.A.F. représentent près de 16 % de la P.I.B. et moins de 900 francs rwandais par habitant; 64 % de ces importations sont constituées par des biens de consommation. Au cours des prochaines années, la répartition de ces importations doit être modifiée, pour laisser une plus grande place aux biens d'équipement;
- que la pression fiscale totale est peu élevée et inégalement répartie, surtout si on la compare à celle des autres pays africains; en 1970 elle ne dépasse pas 2.153 millions de francs rwandais, soit un peu plus de 10 % de la P.I.B.. Une réforme fiscale s'impose afin d'augmenter les recettes budgétaires et de répartir plus équitablement la perception des impôts;
- que le pourcentage des investissements bruts par rapport à la P.I.B. n'est que de 8 % et que la plus grande partie est financée sur fonds publics.

II. Les goulots d'étranglement.

Au cours de l'exécution du premier Plan, des handicaps d'ordre matériel, socio-administratif et économique ont freiné la réalisation de certains programmes de développement socio-économique. Leurs effets continueront de se faire sentir au cours des prochaines années.

a- L'exiguité des terres disponibles rend en fait difficile la réalisation du programme de diversification des productions rurales. Elle gêne en particulier l'introduction de cultures vivrières plus riches en protéines dont la population a besoin. Mais elle freine également l'expansion et la diversification des cultures destinées à l'industrie et à l'exportation, l'amélioration du cheptel bovin, la politique de reboisement et le développement de la pisciculture.

En vue de remédier à cette situation, qui explique le faible niveau de vie des ruraux (plus de 90% de la population) dont la production procure pourtant au pays 60% de ses recettes en devises, on a développé au cours des années passées des paysannats et mis en valeur un certain nombre de marais. L'action entreprise devra être poursuivie et amplifiée, pour tirer le meilleur parti possible des terres disponibles et accroître la superficie des terres cultivables.

Elle sera, en outre, complétée par des actions de conservation et de restauration des sols (lutte anti-érosive, amendement des sols en voie d'épuisement) et par la mise en application d'un nouveau régime foncier, réformant le statut juridique des exploitations rurales.

b- Les problèmes de commercialisation et de crédit qui se posent aux nationaux risquent de décourager certaines initiatives individuelles ou collectives de production. Souvent les intermédiaires pénalisent aussi bien le producteur que le consommateur en spéculant sur les prix. Aussi l'organisation des circuits de commercialisation et la mise en place du crédit agricole et industriel constituent-elles une impérieuse nécessité pour toutes les opérations de production.

.../...

c- L'étroitesse du marché ne favorise pas l'implantation d'industries importantes. L'industrialisation du pays à partir des ressources locales (gaz méthane, énergie hydro-électrique, aménagement des régions frontalières) suppose une coopération régionale avec les pays voisins.

d- L'augmentation des importations plus rapide que celle des exportations entraîne un déséquilibre permanent de la balance commerciale. Il conviendrait d'accentuer la politique de diversification des exportations entreprise depuis quelques années, mais également de développer la production locale de produits actuellement importés.

e- L'insuffisance des ressources fiscales est telle que le budget ne suffit pas toujours à couvrir les dépenses de fonctionnement (en augmentation plus rapide que les recettes). De son côté, le budget de développement est avant tout alimenté par les souscriptions aux Bons de développement. Il doit faire face à un volume croissant d'investissements publics, dont une bonne partie constitue la contrepartie des projets financés par l'aide extérieure.

Pour assurer au Budget les ressources dont il a besoin, pour couvrir des charges croissantes de fonctionnement et d'investissement, une réforme fiscale s'impose, mais aussi plus de rigueur dans le contrôle et la perception des impôts et finalement dans la gestion du Budget lui-même.

Cette restructuration des finances publiques est liée à la réorganisation administrative. En effet, l'Administration publique pour devenir un facteur actif de développement suppose à la fois des moyens accrus et une utilisation rationnelle de ses cadres.

Dans le même ordre d'idées, l'enseignement qui absorbe plus d'un quart du budget général et le tiers de l'aide extérieure a besoin d'une réforme en profondeur qui tienne compte des impératifs du développement économique et social.

f- Enfin, les prix de revient des produits locaux ainsi que les prix d'importation et d'exportation sont gonflés par les coûts élevés des transports et de l'énergie. Une amélioration des voies de communication à l'intérieur et à l'extérieur du pays, mais aussi la production de courant électrique à meilleur marché (grâce au développement de l'énergie hydro-électrique) sont indispensables pour intensifier et diversifier les échanges avec les pays voisins, rendre nos produits compétitifs sur les marchés internationaux et favoriser l'implantation d'industries nouvelles dans le pays.

III. Les objectifs principaux du Deuxième Plan 1972-1976.

1°- Les grandes lignes de Développement.

Compte tenu des leçons tirées du Premier Plan, le Deuxième doit :

- s'efforcer de supprimer les goulots d'étranglement qui freinent la croissance;
- développer l'appareil de production, ainsi que les infrastructures sociales, culturelles et administratives.

Plus de 23 milliards de F.Rw sont prévus pour les différentes opérations de développement, soit environ deux fois et demi le montant des investissements retenus pour

la tranche prioritaire du Premier Plan.

La possibilité d'assurer le financement de ces opérations suppose réalisées un certain nombre de conditions préalables :

- la poursuite de la politique d'austérité, le maintien de la stabilité des institutions, le renforcement de la discipline budgétaire et financière, une programmation rigoureuse des investissements publics et une mise au point plus rapide des dossiers financiers et techniques à présenter aux organismes de financement (ce qui implique la création d'un bureau polyvalent d'études), le renforcement de la coopération régionale pour élargir les marchés et enfin la concentration des moyens sur les actions jugées prioritaires.

Il s'agit par là :

- d'assurer la nourriture de la population tant sur le plan quantitatif (augmentation du nombre de calories par tête) que sur le plan qualitatif (accroissement de la part des lipides et des protides d'origine animale);
- de créer des emplois pour une population en accroissement continu, en particulier pour les jeunes;
- d'augmenter le niveau de vie de la population.

La mobilisation des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs du Plan devra se faire dans un triple souci de justice sociale, d'une participation la plus large possible de toutes les couches de la population et d'équilibre entre les régions du pays, compte tenu de leurs potentialités socio-économiques.

2^o- Perspectives de croissance.

Les perspectives de croissance pour la période quinquennale ont été déterminées à partir de l'analyse directe des possibilités de croissance qui existent dans les différents secteurs d'activité productive et de leurs chances de mise en oeuvre en fonction des programmes de développement retenus.

Si ces derniers sont effectivement réalisés, la production intérieure brute devrait croître au rythme moyen de 5,2% par an de 1970 à 1976, soit un taux voisin de celui prévu pour le Premier Plan.

De leur côté, les importations pourront augmenter de 9,8 % par an et les exportations de 7,6 %.

Quant aux investissements, leur taux d'accroissement annuel devrait être de 16,1 %; ils représenteront en 1976 4.026 millions de francs rwandais contre 1.646 millions en 1970.

Toutefois, compte tenu de l'évolution démographique (2,4 % par an pour la population vivant d'activités rurales et 6,3 % pour le reste de la population), les revenus^{par tête}/des ruraux et des non-ruraux s'accroîtront également de 1,2 % par tête et par an au cours de la période. Cette augmentation des revenus par tête est extrêmement faible, surtout si l'on tient compte du fait que les revenus monétaires des ruraux (près de 91 % de la population en 1970) ne représentaient cette année-là que 1.550 francs rwandais par tête et par an, et qu'ils n'atteindront pas 1.800 francs en 1976.

.../...

Le pouvoir d'achat extrêmement bas de la population, en particulier des ruraux, et le manque de terres constituent les deux obstacles principaux au développement du pays. Le premier limite, en effet, les possibilités d'industrialisation, faute d'un marché suffisamment large. Le second rend difficile la modernisation du monde rural: par manque de terres les paysans ne peuvent consacrer qu'une faible place aux cultures destinées à l'industrie et à l'exportation, ce qui réduit leurs possibilités de gains monétaires.

Aussi bien, au cours des prochaines années, l'industrialisation du pays et la modernisation du monde rural devront-elles progresser de concert, visant l'une et l'autre à augmenter suffisamment les revenus des nationaux pour qu'un développement auto-entretenu puisse devenir possible.

3°- Objectifs sectoriels.

!-----!
! I. Développement Rural !

A/ Cultures vivrières et industrielles.

Problèmes généraux - Organisation du cadre de production et de commercialisation.

Objectifs:

1°) Mise en valeur quantitative par :

- le maintien du capital sol (lutte anti-érosive, assolements);
- l'augmentation des rendements - Matériel agricole à haut rendement;
 - Encadrement agricole;
 - Amélioration des méthodes culturales;
- l'augmentation des superficies.

2°) Adaptation de la recherche agricole aux objectifs du Plan et diffusion des résultats de la recherche.

3°) Mise en place d'un système de crédit agricole, afin de favoriser les groupements de producteurs et l'écoulement de leurs produits.

a) Cultures vivrières:

1°) Accroissement moyen annuel de la production vivrière de 3,2 % au minimum pour faire face à la pression démographique, améliorer l'alimentation et dégager un surplus commercialisable (source de revenu monétaire). Cet objectif sera atteint par une augmentation des rendements des cultures actuelles, mais aussi par l'introduction de cultures nouvelles, telles que: les arachides, le soja, le riz et le blé; on développera enfin les plantations d'arbres fruitiers et les cultures maraîchères.

2°) Mise à la disposition des paysans d'un petit équipement destiné à la valoriser certains produits agricoles (exemple : moulins à sorgho).

- Réforme du régime foncier.
- Spécialisation régionale dans la production agricole.
- Stockage et organisation des circuits de commercialisation.
- Groupement des producteurs.

b) Cultures industrielles:

Cadre général de production:

- Diversification des cultures d'exportation pour faire face aux variations des cours sur les marchés extérieurs.
- Sélection des cultures selon les critères de rentabilité économique.
- Envisager la création d'une Caisse de péréquation des Cultures industrielles, et un renforcement des moyens d'intervention de l'OCIR.

B/ Boisement:

- 1°) Politique de reboisement et fixation des objectifs par commune de façon à atteindre 2.000 ha/an à partir de 1972.
- 2°) Utilisation rationnelle des boisements.

C/ Elevage:

- 1°) Renforcement de l'encadrement (formation du personnel indispensable au développement de l'élevage) et de l'équipement.
- 2°) Délimitation de 2 zones :
 - a) pays de moyenne et haute altitude: pays naisseur et élevage laitier, où doit se réaliser l'association agriculture-élevage et où l'action à mener doit être fondée sur l'amélioration de l'alimentation, de la santé animale et la sélection des races.
 - b) pays d'élevage et d'embouche: ranching (Mutara, Bugesera, Kibungo).
- 3°) Création d'une section de valorisation des produits de l'élevage.

D/ Autres produits du secteur rural:

- 1°) Etudes des possibilités piscicoles; exploitation moderne des ressources existantes :
 - Peuplement des lacs et des bassins.
 - Organisation de la pêche et de la commercialisation des poissons.
- 2°) Apiculture: - Développement et vulgarisation des méthodes modernes.
 - Meilleure utilisation des ressources apicoles par une transformation plus poussée des différents sous-produits.

!-----!
 | II. M I N E S |
 !-----!

- 1°) Organisation rationnelle des exploitations minières par :
 - la modernisation des entreprises (équipement, approvisionnement en énergie à bon marché);
 - l'amélioration des méthodes de travail de l'artisanat minier;
 - la révision des concessions.
- 2°) Poursuite des recherches minières et exploitation de gisements nouveaux.
- 3°) Organisation plus efficace des comptoirs d'achat et répression de la fraude.

.../...

:-----:
: III. I N D U S T R I E :
:-----:

Définition d'une politique de développement industriel.

- Priorités: 1°) Valorisation des produits du sol et du sous-sol.
- 2°) Développement des petites industries.
- 3°) Industries de base à partir du gaz méthane du lac Kivu et de la tourbe.

Dans le cadre de ces priorités, on devra donner une plus large place aux industries utilisant beaucoup de main-d'oeuvre, laissant dans le pays la valeur ajoutée la plus élevée possible, ayant un effet multiplicateur élevé et une incidence positive sur la balance des paiements.

- Objectifs : 1°) Mise en oeuvre des moyens destinés à favoriser l'industrialisation :
 - a) Structures: création d'un Institut de Développement industriel et technologique.
 - b) Infrastructures: Parcs industriels dans les centres les plus importants du pays, de façon à constituer des pôles de développement.
 - c) Mesures destinées à encourager les investissements:
 - . Révision du code des Investissements.
 - . Politique douanière et fiscale adaptée aux problèmes du développement.
 - . Intervention accrue de la Banque de Développement (renforcement de ses moyens d'action).
 - . Politique commerciale plus efficace (participation active aux foires, création d'une cellule commerciale dans les ambassades, publicité commerciale, dépliants, etc...).
- 2°) Recherche avec les pays voisins d'une harmonisation de la politique industrielle.

:-----:
: IV. A R T I S A N A T :
:-----:

Promotion de l'artisanat au niveau des communes (métiers du bâtiment), des régions (centrales de services) et développement des métiers d'art.

:-----:
: V. P R O D U C T I O N D E S S E R V I C E S : T R A N S P O R T S - C O M M E R C E :
:-----:

A. Transport:

- 1°) Organiser le service des Transports des Produits d'Importation et d'Exportation dans le cadre d'une Société Nationale, en liaison avec les sociétés de Transports des pays voisins, de façon à diminuer les frais d'affrètement et à régulariser le trafic.
- 2°) Envisager les possibilités de représentation dans les organes de direction des services d'entrepôts à Mombasa et des moyens de transports utilisés par le

Rwanda dans les pays voisins.

- 3°) Augmenter la capacité du parc national de véhicules utilitaires de façon à assurer une meilleure circulation des produits à l'intérieur du pays.
- 4°) Faire de Kigali une plaque tournante dans le domaine des transports aériens entre les pays d'Afrique de l'Est et les pays d'Afrique de l'Ouest.
- 5°) Création d'une ligne aérienne de transport nationale et accords aériens avec les sociétés étrangères de Transports Aériens.

B. Commerce:

a) Commerce extérieur:

- 1°) Diversification des produits d'exportation et des débouchés.
- 2°) Augmentation de la part des biens d'équipement dans les importations en les favorisant par un tarif douanier approprié et en cherchant des financements extérieurs aux investissements prévus pour les secteurs productifs.
- 3°) Protection d'industries locales économiquement viables par le contingentement des importations des produits concurrents.
- 4°) Libéralisation du commerce frontalier, parallèlement à l'augmentation des transactions avec les pays voisins.

b) Commerce intérieur:

- 1°) Assainissement des circuits commerciaux et aide au regroupement des commerçants.
- 2°) Réglementation des prix (fixation de prix maxima pour certains produits de base).

-----:
 : VI. INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE, SOCIALE ET ADMINISTRATIVE :
 -----:

-----:
 : A. INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE :
 -----:

a) Routes:

- 1°) Améliorer les routes à caractère interrégional de façon à faire du Rwanda un carrefour des axes routiers de l'Afrique Centrale et Orientale.
- 2°) Diminuer la dépendance du Rwanda vis-à-vis des pays voisins par la diversification des voies d'accès à la mer, compte tenu de l'intérêt économique des régions intérieures traversées.

Dans ce cadre, priorité sera donnée aux tronçons :

Sur axe Ouganda-Burundi : - Kigali-Gatuna vers Kampala

Sur axe Zaïre-Rwanda-Tanzanie-Ouganda:

- Kigali-Rusumo vers Issaka-Dar-Es-Salaam
- Kigali-Ruhengeri-Cyanika vers Kasese
- Kigali-Gisenyi vers Goma-Walikare-Kisangani.

- 3°) Amélioration du réseau intérieur par une meilleure répartition des frais d'entretien, compte tenu d'une nouvelle classification des routes et des perspectives régionales de développement économique mais aussi par une augmentation des moyens mis à la disposition des autorités responsables des Ponts et Chaussées.

.../...

L'amélioration des routes Gisenyi-Kibuye-Cyangugu et Butare-Cyangugu sera recherchée en priorité.

b) Aviation et Météorologie:

- 1°) Achèvement du programme d'aménagement de l'Aéroport de Kigali et réalisation du programme d'équipement des aéroports de l'intérieur, compte tenu des réalisations effectuées dans les régions frontalières des pays voisins.
- 2°) Développement des activités de service météorologique avec les pays voisins, en particulier intégration plus poussée dans la région d'information de vol (FIR) de l'Afrique de l'Est.

c) Télécommunications:

- 1°) Sur le Plan extérieur, poursuite du Plan d'Addis-Abéba de connexion interafricaine par voie hertzienne.
- 2°) Sur le Plan intérieur, développement des liaisons téléphoniques interurbaines.
- 3°) Etude d'un réseau téléphonique communal.

d) Postes:

Création de poste ambulante et amélioration des services postaux.

e) Energie:

- 1°) Doter le pays de l'infrastructure hydroélectrique indispensable au développement des vingt prochaines années.
- 2°) Réalisation, en accord avec les pays voisins, de l'interconnexion Mururu-Ntaruka afin de fournir en électricité les principaux centres du pays.
- 3°) Prospection d'autres sites (notamment Mukungwa, Rusizi, Rukarara et Ndaba) et exploitation éventuelle de l'une ou l'autre de ces chutes.
- 4°) Mise en place d'un réseau national de distribution permettant d'atteindre tous les chefs-lieux de préfecture.
- 5°) Promotion de l'utilisation de la tourbe comme source d'énergie.

f) Infrastructure touristique:

- 1°) Création de l'Office du Tourisme chargé de promouvoir une politique active en collaboration avec les organismes similaires des pays voisins et les sociétés de transport aérien.
- 2°) Délimitation des parcs naturels et réglementation de la chasse.
- 3°) Concentration des Investissements en première priorité sur les points du Triangle Kigali-Parc de l'Akagera-Ruhengeri et Gisenyi.
 - Augmentation de la capacité d'accueil hôtelier à Kigali et, en deuxième priorité, toute la région du lac Kivu, le centre et le sud du pays.
 - Meilleur aménagement des bords du lac Kivu.
 - Renforcement de l'infrastructure dans des parcs nationaux (nouvelles pistes-gîtes, etc...).
 - Envisager la création d'une Ecole Hôtelière.

:-----:
 : B. INFRASTRUCTURE SOCIALE, CULTURELLE ET ADMINISTRATIVE :
 :-----:

a) Population:

Mise en place de moyens permettant l'étude des phénomènes démographiques en vue de définir une politique de la population.

b) Santé:

1°) Intégration médico-sociale par la mise en place d'un réseau de centres de santé préfectoraux et communaux groupant les dispensaires, les centres nutritionnels et les foyers sociaux.

2°) Développement de la médecine préventive (vaccination, protection maternelle et infantile), renforcement des inspections du Service de l'Hygiène.

3°) Amélioration de l'équipement curatif en personnel, bâtiments et médicaments.

4°) Assurer le fonctionnement d'au moins un centre hospitalier par préfecture et poursuivre la modernisation des trois hôpitaux à caractère régional: à Kigali, Butare et Ruhengeri.

c) Enseignement et formation:

- Objectif général:

- Réforme de l'enseignement, compte tenu des besoins et des moyens dont dispose le pays.

I. Enseignement primaire:

1°) Amélioration qualitative de l'Enseignement par une meilleure organisation scolaire et un relèvement du niveau pédagogique du corps enseignant.

2°) Adaptation des moyens et des programmes aux réalités sociales et économiques nationales.

3°) Poursuite et extension de l'utilisation des méthodes audio-visuelles.

II. Enseignement secondaire:

1°) Orientation des élèves vers l'enseignement scientifique, technique et professionnel, en fonction des besoins les plus urgents du pays.

2°) Maintien à leur niveau actuel des effectifs des cycles de l'enseignement secondaire classique.

3°) Réforme des programmes et organisation de l'enseignement de façon à obtenir non seulement les cadres supérieurs indispensables mais également les cadres moyens dont le nombre actuel est insuffisant par rapport à celui des cadres supérieurs en formation.

III. Enseignement supérieur:

1°) Intégration de l'Université au milieu national, pour qu'en plus de la formation des cadres supérieurs, elle joue un rôle important dans le développement culturel du pays.

2°) Répartir les étudiants entre les différents facultés de l'UNR en fonction des besoins en cadres de la nation.

3°) Création d'une section agronomique et formation d'ingénieurs civils en collaboration avec les pays voisins.

4°) Planification effective des bourses en fonction du Plan.

IV. Promotion culturelle et de loisirs:

- 1°) Education parascolaire : formation complémentaire pour les garçons, développement des organisations de jeunes à but éducatif.
 - 2°) Culture: création d'une deuxième chaîne de radio qui se consacrerait surtout aux émissions culturelles.
Amélioration des moyens d'écoute et des programmes de formation économique et sociale.
 - 3°) Diffusion plus large par la presse d'informations économiques et sociales.
 - 4°) Soutien des mouvements de jeunesse et création d'associations sportives et artistiques.
- d) Animation rurale - Vulgarisation des techniques et autres activités sociales:
- 1°) Participation de la population rurale aux opérations de développement régional, grâce à une animation rurale efficace, de façon à augmenter la part des investissements-travail réalisés par les nationaux.
 - 2°) Coordination de l'action des organismes d'animation et d'encadrement dans le cadre de la planification globale.
 - 3°) Aménagement du système coopératif rwandais.
 - 4°) Création de centres régionaux de développement communautaire.
- e) Urbanisation et Habitat:
- 1°) Etablissement de Plans d'Urbanisme pour Kigali, Butare, Ruhengeri, Gisenyi, Gitarama et commencement de leur mise en application.
 - 2°) Elaboration d'une politique de logement permettant l'utilisation optimale du terrain urbain et évitant la spéculation.
 - 3°) Poursuite de l'équipement urbain (eau, électricité, voirie) et de l'infrastructure administrative. Création d'un service d'hydraulique rurale.
 - 4°) Création d'une Société Immobilière à finalité sociale.
 - 5°) Mise en place d'un Organisme National de Réforme Agricole et d'Aménagement du Territoire.

Partie I : EVOLUTION DE L'ECONOMIE.

15

S O M M A I R E.Introduction : La méthode de projection utilisée

20

Chapitre I : La croissance de la production et ses incidences socio-économiques de 1970 à 1976.

Section I : Les perspectives de croissance par grand secteur d'activités.

31

Tableaux 1 et 2

35-36

Section II : L'évolution de la production agricole, de l'élevage, des pêches et des forêts.

37

Tableaux 3 et 4

Section III: L'évolution de la production des mines, de l'Industrie et de l'Artisanat.

43

Tableaux 5 et 6

47 à 51

Section IV : L'évolution des activités tertiaires:

Transports et communications, services, commerces, santé publique et enseignement.

52

Section V : Les investissements.

53

Tableaux 7, 8 et 9

57 à 59

Section VI : L'évolution du commerce extérieur

60

1) Les exportations

60

2) Les importations

61

Tableaux 10 et 11

62-63

Section VII: L'évolution démographique et la création d'emplois salariés

64

Tableau 12

69-70

Section VIII: L'évolution de la production et des revenus par tête

68

Tableaux 13 et 14

74-75

Section IX : Les revenus et la consommation des ménages.

76

a) Les revenus des ménages

76

b) La consommation des ménages

77

c) Le bilan alimentaire en 1970 et 1976

77

Tableaux 15, 16, 17 et 18

80 à 87

CONCLUSION

88

Tableaux généraux des Ressources et Emplois en 1970 et 1976

90-91

Chapitre II : Le financement de la croissance.

93

Section I : Le compte des entreprises

93

a) Le compte d'exploitation

94

b) Le compte d'affectation

94

c) Le compte de capital

97

Tableaux 19, 20 et 21

100 à 102

.../...

Section II : Le compte des administrations	103
1) Le compte d'affectation	103
A) Les ressources des administrations	103
a) Les ressources fiscales	103
b) L'aide extérieure publique et privée	104
c) Les autres ressources	104
B) Les dépenses des administrations	106
a) Le Budget de l'Etat	106
b) Le Budget des autres Administrations	109
c) Les dépenses du compte des Administrations	109
2) Le compte de capital	111
<u>Tableaux 22, 23, 24, 25 et 26</u>	113 à 117
Section III: Le compte des ménages	118
a) Le compte d'affectation	118
b) Le compte de capital	119
Section IV : Le compte de l'extérieur	121
Section V : Le financement des investissements	123
CONCLUSION	125
<u>Tableaux 27, 28 et 29.</u>	126 à 130

PARTIE I. ÉVOLUTION DE L'ECONOMIE

Introduction

La méthode de projection utilisée.

Deux facteurs essentiels semblent commander, au cours des prochaines années, la croissance de la production au Rwanda : le développement de la production rurale et la réalisation des programmes d'investissements, financés par l'aide extérieure.

La production rurale (artisanat alimentaire inclus) représentait, en effet, en 1970 plus de 68 % de la production intérieure et procurait leurs revenus à près de 91 % de la population; elle fournissait, en outre, sous forme de produits bruts ou transformés 66 % des exportations; elle commandait finalement pour l'essentiel l'activité des industries alimentaires et chimiques.

Par ailleurs, des programmes d'investissement importants ont été retenus pour la période 1972-1976, tant dans les secteurs d'infrastructure économique et sociale que dans les secteurs proprement productifs: activités rurales, industries, mines. Ces investissements sont, pour près de 65 %, financés par l'aide extérieure.

Ils auront pour effet direct d'entraîner un accroissement très rapide de l'activité des entreprises de bâtiment et de travaux publics, qui jouera un rôle moteur dans la croissance de la production intérieure et l'augmentation du nombre des emplois salariés.

Les perspectives de croissance de l'économie rwandaise apparaissent ainsi étroitement dépendantes de l'ampleur que prendront les réalisations en matière de développement rural et d'investissements.

Aussi, compte tenu des contraintes rigoureuses qui limitent les possibilités de développement du pays, il a paru peu réaliste de construire pour la période 1970-1976 un modèle de croissance sur la base de taux choisis à priori. On a jugé préférable de partir de l'analyse directe des possibilités de croissance qui existent dans les différents secteurs d'activité productive et de leurs chances de mise en oeuvre, en fonction des programmes de développement retenus, pour déterminer les perspectives de croissance du pays d'ici 1976.

De façon plus précise, en matière de développement agricole, l'action des services de vulgarisation et d'animation, dont les effectifs seront renforcés, tendra à faire adopter par les paysans des méthodes culturales améliorées : semis en ligne à bonne date et à densité voulue, utilisation de semences sélectionnées et si besoin d'engrais, sarclages fréquents, pratique de l'assolement etc. La modernisation progressive des façons culturales et la lutte anti-érosive, qui sera entreprise avec l'aide du P.N.U.D., freinera la lente dégradation de la fertilité des sols, constatée au cours des années passées et permettra au contraire un accroissement sensible des rendements. Pour les cultures vivrières, en particulier, grâce à cette action d'intensification, la production devrait pouvoir suffire aux besoins de la population dont la croissance sera proche de 3 % par an.

Actuellement près de 74 % de cette production sert à l'autoconsommation familiale; l'augmentation des revenus des paysans suppose qu'on accroisse les productions destinées à l'industrie ou à l'exportation, mais également qu'on dégager des surplus de produits vivriers commercialisables sur le marché local ou à l'exportation.

Une série d'opérations spécifiques, actuellement en cours de réalisation, permet de prévoir d'ici 1976 des augmentations de production, tant pour les cultures destinées à l'industrie ou à l'exportation, que pour certains produits vivriers: pommes de terre, manioc, maïs, archides, paddy, fruits et légumes etc..

Les opérations les plus importantes concernent les divers paysannats où 20.000 nouvelles familles doivent être installées d'ici 1976, ce qui entraînera une production supplémentaire de 147.000 tonnes de produits vivriers, en plus d'accroissements sensibles des productions d'arachides, de soja, de pyrèthre et de café.

De même, la mise en valeur d'environ 1.200 hectares de marais augmentera également ces différentes productions.

Par ailleurs, 850 hectares supplémentaires de rizières seront aménagés, par la mission chinoise, ils porteront à environ 3.000 tonnes la production de paddy, en 1976.

Pour les produits maraîchers, le programme F.A.O. - A.I.D.R. se propose d'accroître la production de quelque 11.600 tonnes dont 2.600 seront destinées à l'exportation.

Enfin, un programme de diffusion de semences et de plants sélectionnés est en cours de réalisation pour faciliter la plantation d'arbres fruitiers: orangers, avocatiers, manguiers etc. et les cultures d'ananas et de fraises.

Ainsi, comme il sera expliqué en détail dans la seconde partie, des objectifs de production pour 1976 ont pu être déterminés par produits, en tenant compte des résultats escomptables des différentes opérations en cours.

Pour les cultures destinées à l'industrie ou à l'exportation, les programmes d'intervention retenus permettent de prévoir les productions qui seront obtenues en 1976, sous réserve de conditions climatiques normales, cette année-là.

En remplaçant 10 % des caféiers par des variétés sélectionnées, et en vulgarisant de meilleures façons culturales pour les arbres restants, l'augmentation des rendements devrait porter à 25.800 tonnes en 1976 la production de café parché.

De même, les plantations de thé en cours de réalisation accroîtront de plus de 20.000 tonnes d'ici 1976, la production de thé vert.

Pour le pyrèthre, le programme retenu prévoit que 5.000 hectares seront consacrés à cette culture en 1976 et produiront 14.800 tonnes de fleurs fraîches, contre moins de 3.000 tonnes en 1970.

Des objectifs de production ont également été déterminés pour le coton, la canne à sucre, le quinquina et le tabac industriel, en fonction des programmes de mise en culture qui ont été retenus.

Quant aux autres productions rurales: élevage, forêts et pêche, la plupart des opérations envisagées ne porteront leurs fruits qu'au-delà de la période quinquennale. On a, par suite, dû se contenter d'extrapoler, pour les différentes productions, les taux de croissance constatés au cours des années antérieures, en tenant compte des opérations en cours pour quelques unes d'entre elles: élevage de porcs, production laitière et production de bois d'oeuvre.

En matière de production industrielle et artisanale, trois groupes d'activités apparaissent prépondérants: les industries alimentaires, les mines, et les entreprises de bâtiment et de travaux publics (y compris la production de matériaux de construction).

Un certain nombre d'objectifs de production, pour les industries alimentaires, dépendent directement de ceux retenus pour les produits agricoles ou l'élevage: usinage du café, du thé et du paddy, production de sucre, d'huile et de tabac, activité des boucheries artisanales et modernes, production de bière de bananes et de sorgho. D'autres activités se développeront en fonction du marché intérieur : boulangerie, meunerie, brasserie. On a, en particulier, tenu compte des programmes d'extension arrêtés pour la brasserie et la meunerie. Enfin, quelques activités nouvelles seront créées d'ici 1976: confiturerie, fabrique de sirops, ou l'ont été depuis 1970: laiterie-fromagerie.

Les objectifs de production pour les différents produits miniers ont été arrêtés en fonction des projets d'extension d'activité des sociétés minières et des perspectives d'écoulement des différents minerais.

Quant au rythme d'expansion de l'activité des entreprises de bâtiment et de travaux publics, il dépend avant tout, au cours des prochaines années, de la réalisation des programmes d'investissement dont la plus grande partie doit être financée par l'aide extérieure. On a donc examiné, un par un, (cf. la deuxième partie) les différents programmes d'investissement pour le développement rural, l'industrialisation, l'infrastructure économique ou sociale, les constructions de logements ou de bâtiments administratifs, en recherchant, dans chaque cas, la partie qui pourra être réalisée d'ici 1976. On a en même temps analysé la composition de ces différents investissements matériels, bâtiments et travaux publics: ce qui permet de mesurer leurs incidences locales sur l'activité des entreprises de bâtiment et de travaux publics du secteur moderne. Pour les constructions traditionnelles, par contre, on s'est contenté d'extrapoler le taux moyen de croissance constaté au cours des années passées.

Les entreprises qui produisent des matériaux de construction : sable et pierres, agglomérés, suivront l'activité des entreprises de bâtiment et de travaux publics. En outre, on a retenu pour 1976 l'entrée en production d'une cimenterie qui couvrira les besoins du marché local, mais devra exporter sur les pays voisins une partie de sa production.

L'artisanat: vannerie, menuiserie, poterie, s'adaptera aux besoins du marché traditionnel et croîtra au même rythme qu'au cours des années passées.

Quant aux autres activités industrielles, fort peu développées en 1970: industries textiles, chimiques, électriques, et mécaniques, menuiseries modernes et imprimeries, production d'eau et d'électricité, elles se développeront assez rapidement, en fonction des débouchés offerts par leurs marchés respectifs. La menuiserie moderne et les constructions métalliques suivront l'essor des entreprises du bâtiment. Des productions locales, articles textiles, chaussures, appareils de radio, se substitueront peu à peu aux produits actuellement importés et connaîtront des rythmes rapides de croissance. Mais les progrès les plus importants, en matière de production industrielle, proviendront de la création, d'ici 1976, d'un certain nombre d'unités de fabrication: tannerie, usine pour la production de la pyrèthrine, fabriques d'allumettes et d'articles en matière plastique, ateliers de rechapage de pneumatiques et de montage de véhicules à deux roues. On a donc examiné les différents projets d'implantations industrielles retenus, leurs comptes prévisionnels de production pour 1976, les emplois qu'elles créeront et le coût des investissements indispensables.

Enfin, les objectifs de production de courant électrique et d'eau ont été arrêtés pour 1976 en tenant compte des augmentations de la capacité installée des centrales thermiques et hydrauliques et de la croissance des besoins intérieurs, en courant et en eau.

Une fois déterminés des objectifs de production pour chacune des activités primaires et secondaires, on en a déduit les incidences sur l'expansion des différentes activités tertiaires. En première approximation, en effet, les transports, les moyens de communication, les banques et les assurances, les services rendus aux entreprises et aussi le commerce doivent se développer pour répondre à l'accroissement d'activité des branches productives. On a tenu compte, en outre, des incidences qu'aura sur les transports et le commerce l'accroissement des importations suscité par la réalisation des différents programmes d'investissements. Ces objectifs sont toutefois restés provisoires jusqu'au moment où l'on a pu construire le tableau de Ressources-Emplois pour l'année 1976.

On a dû alors ajuster, par itération, la production des activités tertiaires aux demandes intermédiaires et finales, et égaler le montant de la production du commerce traditionnel et moderne à celui des marges commerciales (y compris les droits et taxes sur importations) qui résultent des équilibres en ligne du tableau.

Parmi les autres activités tertiaires, celle des hôtels et restaurants est, pour partie, liée à la réalisation du programme de développement du tourisme et des constructions hôtelières qu'il entraînera. La masse des loyers payés par les entreprises, les administrations et les ménages, suivra à la fois le développement de la production des entreprises, mais aussi la réalisation du programme de constructions de logements par l'administration et les particuliers.

Enfin, on a rangé parmi les activités tertiaires, l'enseignement et la santé publique. Il s'agit là d'une adaptation limitée de la comptabilité rwandaise au nouveau système révisé des Nations-Unies (SCN). Ce dernier classe, en effet, parmi les entreprises toutes les administrations, publiques et privées, ce qui oblige celles-ci à acheter fictivement leurs propres productions. Pour éviter ce qui est d'arbitraire, du point de vue économique, cette présentation du produit intérieur brut, on a préféré ne retenir comme production des Administrations publiques et privées que l'enseignement et la santé publique qui concernent directement les ménages. On a donc fait " consommer " ces productions par ceux-ci; la dépense correspondante étant couverte par une subvention des administrations aux ménages. On assimile donc l'enseignement et la santé publique à des productions marchandes, équilibrées en ressources et emplois et l'on continuera de parler de production intérieure brute pour la somme des valeurs ajoutées par les entreprises, y compris l'enseignement et la santé.

Pour déterminer des objectifs de production en 1976 à ces deux activités, on est parti des programmes des administrations publiques et privées pour les différents ordres d'enseignement et les diverses formes d'interventions sanitaires. On a tenu compte en particulier des investissements prévus, sur financement extérieur et local, et des charges récurrentes qu'ils entraîneront pour les budgets de l'enseignement et de la santé.

Les chiffres de production retenus pour ces deux activités représentent toutefois seulement la somme de leurs dépenses de fonctionnement, en matériel et en personnel, mais non les charges d'investissement.

Une fois arrêtés, de façon définitive ou provisoire, des objectifs de production pour les activités primaires, secondaires et tertiaires, on a dû assurer l'équilibre par branche des ressources et des emplois des différents biens et services.

A partir des comptes économiques établis pour l'année 1970 (I) et du tableau de Ressources-Emplois qui en est tiré, on a dressé celui de l'année 1976. On a commencé par mettre en place la partie centrale du tableau, constituée par les comptes de production des différentes branches. Chacune d'elle est en fait l'agrégat d'un certain nombre d'activités (sous-branches). Comme les objectifs de production étaient déterminés au niveau de ces activités élémentaires, on a établi des comptes de production pour chacune d'entre elles, du moins pour celles du secteur secondaire. Pour les activités primaires et tertiaires, en effet, on a dû se contenter d'extrapoler, au niveau des branches, les comptes de production de 1970, faute de disposer de comptes de production pour les principales productions agricoles ou animales.

Par contre, pour les activités industrielles qui existaient déjà en 1970 et dont certaines ne sont représentées que par une seule entreprise, on a eu recours aux comptes de production de la comptabilité économique de 1970, ou lorsqu'ils étaient eux-mêmes agrégés aux comptes des entreprises elles-mêmes, comme base d'extrapolation des comptes de production de 1976,

(I) Les comptes économiques de l'année 1970 ont été établis à la demande du Gouvernement de la République du Rwanda par MM. Compoint et Déramon, experts du Secrétariat d'Etat aux affaires étrangères de la République française. Le tableau de Ressources-Emplois pour 1970 qui a été utilisé pour les projections 1976 a été tiré du Tableau présenté dans les comptes économiques sous une forme légèrement différente.

Pour les nouvelles fabrications qui doivent être lancées d'ici 1976, on a utilisé les comptes prévisionnels de production contenus dans leurs dossiers de présentation.

On a ensuite agrégé, par branche, les comptes de production établis pour les différentes activités élémentaires.

Une fois mise en place la partie centrale du tableau, pour établir l'équilibre Ressources-Emplois au niveau de chacune des branches, on a dû projeter pour 1976 les autres postes d'utilisations : achats de biens et services par les Administrations et par les ménages, exportations, investissements.

Au fur et à mesure qu'on arrêtaient des objectifs de production pour les diverses activités primaires et secondaires, on recherchait la partie de ceux-ci qui serait destinée à l'exportation. Certains produits sont d'ailleurs exportés en quasi totalité: café, thé, pyrèthre ou pyrèthrine, produits miniers, peaux brutes ou travaillées, coton graine, quinquina. Par contre, les exportations de fruits, légumes et fleurs sont conditionnées par les possibilités de disposer de frêts aériens, celles de produits animaux continueront de croître lentement comme par le passé, en fonction de l'augmentation de la production et des échanges officiels ou clandestins avec les pays frontaliers. Les ventes de courant électrique au Zaïre devraient diminuer; et la création d'une cimenterie obligera à exporter sur les pays voisins quelque 15.000 tonnes de ciment!

On connaît donc par branche le montant des exportations qui seront effectuées en 1976.

La partie centrale du tableau donne, dans la valeur ajoutée, le montant des impôts indirects que devrait percevoir l'Etat en 1976, le montant des salaires qui seront distribués par les entreprises, et les soldes bruts des entreprises modernes ou traditionnelles. On est donc en mesure d'en déduire les ressources fiscales dont disposeront les administrations en 1976, et le montant global des achats de biens et services qu'elles pourront effectuer!

On a appliqué ensuite, à ce montant global, la structure des achats de biens et services par branche de 1970.

De même, en fonction de la croissance des revenus des ménages: salaires et traitements, revenus des entrepreneurs individuels, du personnel domestique et des commerçants traditionnels, il est possible de prévoir pour 1976 le montant global de la consommation des ménages.

On a extrapolé alors, séparément, à partir de 1970, l'auto-consommation familiale qui croîtra au même rythme que la population rurale, soit près de 2,3 % par an, et la consommation commercialisée, dont le montant global est obtenu par différence entre celui de l'auto-consommation et celui de la consommation totale des ménages. Puis on a appliqué à l'auto-consommation et à la consommation commercialisée, les structures de consommation par branche de 1970.

Enfin, pour les investissements, on a calculé, pour la période 1972-1976, le coût des dépenses qui seront engagées, pour la réalisation de chacun des programmes de développement rural et pour les différentes créations ou extensions d'entreprises dans les secteurs secondaires et tertiaires. Compte tenu de l'aide extérieure susceptible d'être obtenue au cours de la période et des ressources dont disposera le budget de développement, on a également estimé le montant des dépenses d'infrastructure économique et sociale et d'équipement administratif qui seront effectuées.

En fonction du calendrier retenu pour la réalisation des différents types d'investissement, on a ensuite établi le cheminement des investissements bruts de 1972 à 1976. Et on a finalement déterminé la composition des différents types d'investissements prévus en matériels et véhicules, d'une part, et en bâtiments et travaux publics, d'autre part.

L'augmentation du cheptel, fonction du rythme de croissance du troupeau, a été assimilée à un investissement.

Une fois déterminés, par branche, les différents postes de la demande intermédiaire et de la demande finale, il reste à établir l'équilibre ressources-emplois, également par branche.

En ressource, on connaît déjà, par branche, le montant de la production locale, aux prix à la production.

Pour toutes les branches où des importations sont possibles, la différence entre la production locale et les besoins totaux devra être couverte par celles-ci. Par contre, dans le cas de branches où les importations sont inexistantes ou très faibles, il faudra ajuster, par itération, les productions locales aux besoins.

Pour établir l'équilibre ressources-emplois par ligne, on a déterminé d'abord les marges commerciales contenues dans les différents achats effectués par les entreprises, les ménages et les administrations et aussi dans les produits exportés F.O.B. et dans les investissements bruts. Les ^{travaux} /de comptabilités nationales effectués pour 1970 ont permis de calculer par branche ces diverses marges; on les a utilisées pour l'année 1976, faute de raisons précises de les modifier;

On pouvait alors comparer la production locale aux besoins totaux exprimés hors marges commerciales; par différence, on obtenait le montant des importations (y compris les droits et taxes sur importations) qu'il serait nécessaire d'effectuer pour assurer l'équilibre des ressources et des emplois au niveau de chacune des branches du Tableau. On a appliqué ensuite, aux divers montants d'importations nécessaires, les taux de droits et taxes perçus en 1970, pour connaître la valeur des importations C.A.F. au niveau de chacune des branches.

Dans les cas où les importations n'étaient pas possibles, (Bâtiment et travaux publics) ou ne pouvaient couvrir à elles seules la différence constatée entre les disponibilités et les besoins (transports), il a fallu réviser en hausse ou en baisse la production locale pour qu'elle corresponde aux besoins. On a dû en conséquence revoir les comptes de production des branches où l'on avait à modifier celle-ci et rétablir l'équilibre ressources-emplois au niveau des différentes branches concernées.

Il fallait s'assurer ensuite qu'à cet équilibre des flux de biens et de services, correspondrait celui des flux de revenus distribués aux différents agents économiques; c'est-à-dire que les entreprises, les administrations, les ménages et l'extérieur, seraient effectivement en mesure d'acheter les biens et services qui leur sont attribués dans le tableau de Ressources-Emplois, qu'il s'agisse de biens de production ou de consommation, d'exportation ou d'investissement.

On a donc établi pour chacun de ces agents économiques ses comptes de revenus et de dépenses pour l'année 1976, permettant de suivre ses opérations sur biens et services, mais aussi ses différentes opérations de répartition et finalement de juger, d'après ses soldes comptables,

./..

si chacun des agents serait en mesure de financer ses investissements ou si certains d'entre eux auraient à faire appel aux concours financiers d'autres agents.

A partir de ces différents comptes d'agents, on a dressé le Tableau économique d'ensemble de l'année 1976, vérifiant l'équilibre global des flux de biens et service et des flux de revenus entre les différents agents économiques.

D'après la méthode utilisée pour sa construction, la valeur du modèle de croissance auquel on a finalement abouti repose essentiellement sur le réalisme des objectifs de production qui ont été retenus pour l'agriculture, l'élevage et la pêche, mais aussi des programmes d'investissements dont on a prévu l'exécution d'ici 1976.

Signalons toutefois que les différents objectifs retenus ont été estimés à prix constants (1970) et que les hausses de prix qui risquent d'intervenir pendant la durée d'exécution du plan exigeront qu'on rétablisse les équilibres entre flux de biens et de revenus.

On s'attachera, dans la seconde partie, à établir dans le détail le réalisme des objectifs et des moyens prévus pour le développement rural et leurs incidences sur l'expansion des autres activités, secondaires et tertiaires. On s'efforcera également d'y justifier, du point de vue économique, social et aussi financier, les différents programmes d'investissements retenus et de démontrer la capacité du pays de les mettre en oeuvre d'ici 1976.

On analysera, dans cette première partie, les perspectives de croissance qu'offrent au Rwanda les différents programmes de production et d'investissement retenus, et leurs incidences sur l'équilibre des échanges extérieurs, les revenus distribués, la consommation des ménages et la création d'emplois.

On s'assurera enfin par l'examen des comptes d'agents que le financement de la croissance ne devrait pas rencontrer de graves difficultés, tant pour les entreprises et les ménages que pour les administrations.

Ces analyses permettront de mieux saisir les possibilités de progrès qui existent au Rwanda, mais aussi les contraintes d'ordre économique et social qui gênent leur mise en oeuvre, les choix et les efforts qui devront être faits pour engager le pays, de façon permanente, sur la voie du développement.

Chapitre I. LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET SES INCIDENCES SOCIO-ECONOMIQUES DE 1970 A 1976.

Section I Les perspectives de croissance par grand secteur d'activités.

Par grand secteur d'activités, les divers objectifs de production retenus susciteront des rythmes de croissance assez différents. Le taux moyen de croissance de la production intérieure brute sera de 5,2 % au cours de la période 1970-1976, mais celui de la production rurale ne dépassera pas 3,6 % par an, contre 7,5% pour les activités secondaires et 7,3 % pour le secteur tertiaire (cf. le tableau I). Et, à l'intérieur même de ces grands groupes d'activités, on remarque de fortes différences dans les rythmes de croissance : l'agriculture dont les produits sont destinés à l'industrie ou à l'exportation augmentera de 6,7 % par an, contre 3,6 % pour l'ensemble des activités rurales. De même, les entreprises de bâtiment et des travaux publics connaîtront une croissance très rapide, 14,5 % par an, contre seulement 4,4 % pour les mines et 6,4 % pour l'industrie et l'artisanat. Parmi les activités tertiaires, les services, qui comprennent les loyers et la rémunération du personnel domestique, n'augmenteront que de 5,8 % par an contre 7,3 % pour l'ensemble du secteur.

De façon globale, ces différences dans les rythmes de croissance soulignent le rôle moteur que joueront dans la croissance l'agriculture destinée à l'industrie ou à l'exportation, d'une part, et les entreprises de bâtiment et de travaux publics, d'autre part. Ces deux secteurs d'activités seront en fait, dans une grande mesure, directement ou indirectement responsables du rythme global de croissance de l'économie rwandaise au cours de la période.

Les produits agricoles du secteur moderne fourniront, en effet, aux industries alimentaires, à la chimie et à la tannerie, la majeure partie des produits qu'elles auront à transformer. et commanderont par là l'augmentation de leurs activités. En outre, ces produits agricoles seront à l'origine du plus gros des exportations supplémentaires réalisées d'ici 1976.

Quant aux entreprises de bâtiment et de travaux publics, leur expansion très rapide, liée à la réalisation des importants programmes d'investissement financés en majeure partie par l'aide extérieure, sera à l'origine de plus de 78 % des créations d'emplois par le secteur privé. Les salaires ainsi distribués contribueront à élargir le marché intérieur ouvert aux productions locales, accroissant par là-même le rythme d'activité du secteur tertiaire.

Ce dernier sera, en outre, également soutenu par l'augmentation très importante des importations de biens d'équipement qu'entraînera la réalisation de ces programmes d'investissement dont le taux de croissance sera de 16,1 % au cours de la période quinquennale.

Ces différences dans les taux de croissance des activités des divers secteurs, provoqueront des modifications sensibles dans la structure de la production intérieure brute (cf. le tableau 2). Au cours de la période, en effet toutes les activités primaires, sauf l'agriculture destinée à l'industrie et à l'exportation, verront diminuer leur importance relative par rapport à la production intérieure. Au total, le secteur primaire fournissait en 1970 près de 59 % de cette dernière, il en représentera moins de 54 % en 1976. En outre, l'artisanat alimentaire (production de bière de banane et de sorgho et boucherie traditionnelle), classé par la comptabilité nationale dans le secteur secondaire, reste en fait une activité rurale qui se développera lentement au cours de la période (2,5 % par an). Si on l'ajoute aux activités primaires, leur production globale passera de 68,3 % de la production intérieure en 1970 à 61,6 % en 1976, soit une diminution relative de 6,7 %.

Par contre, les activités secondaires, qui, sans l'artisanat alimentaire, ne représentaient que 10,7 % de la production intérieure en 1970, en assureront 14,9 % en 1976, et les activités tertiaires verront leur production passer de 21 à 23,5 % du total. Les progrès seront particulièrement sensibles pour la production industrielle et artisanale (artisanat alimentaire exclu) 2,5 % d'augmentation relative, pour les entreprises de bâtiment et de travaux publics 1,8 % et pour le commerce 1,7 %.

La production non commercialisée n'augmentant que de 2,8 % par an, la part de la production primaire commercialisée s'accroîtra de façon notable, plus de 38 % du total de la production primaire en 1976 contre 35 % seulement en 1970.

Il faut toutefois remarquer que la partie non commercialisée de la production vivrière sera encore de près de 72 % en 1976 contre 74 % en 1970, de près de 82 % contre 85 % pour la pêche et de 64 % contre 66,5 % pour les produits animaux (cf. le tableau 2). L'intégration de la production rurale traditionnelle dans le circuit économique ne se fera que très lentement, ce qui constitue l'un des obstacles principaux au développement des activités secondaires et tertiaires orientées vers le marché local.

Du côté des emplois, la progression la plus spectaculaire sera celle des investissements, dont le montant passera de 1,6 milliard de FRW en 1970 à 4 milliards en 1976, soit 16,1 % de croissance annuelle. De leur côté, les exportations atteindront 4,1 milliards en 1976 contre 2,7 milliards en 1970, soit 7,6 % d'augmentation annuelle. Parallèlement, les importations passeront de 3,3 milliards en 1970 à 5,8 milliards en 1976, soit 9,8 % d'augmentation annuelle. Le déficit commercial qui était de 620 millions en 1970 sera de 1.630 millions en 1976; mais les seules importations de biens d'équipement passeront de 526 à 1.601 millions entre ces deux dates, et le montant de l'aide extérieure sera en 1976 de 3964 millions contre 1.768 millions en 1970.

En fonction de la croissance des recettes fiscales et des autres charges du budget général, les achats de biens et services par les administrations augmenteront, en prix constants, de 6 % par an, au cours de la période. Et la consommation des ménages, compte tenu de la croissance de leurs ressources, passera de 19,2 milliards en 1970 à 25,1 milliards en 1976, soit une croissance annuelle de 4,5%; mais, tandis que l'auto-consommation familiale n'augmentera que de 2,8 % par an, les achats de biens et de services par les ménages croîtront de 6% annuellement.

Comme la population passera, entre ces deux dates, de 3.724.000 personnes à 4.405.000, soit 2,84 % de croissance annuelle, l'augmentation de la consommation par tête sera en moyenne de 1,7 % par an, et de 3,2% pour la consommation commercialisée.

Ces résultats globaux semblent à première vue, sans être spectaculaires, assez satisfaisants, en termes d'augmentation de la production intérieure, mais aussi des investissements, des exportations, de la consommation des ménages et de celle des administrations. Des études ultérieures rechercheront si ce taux de croissance de 5,2 % par an de la production intérieure est susceptible de se maintenir et de s'accélérer au-delà de la période 1970-1976. Tel quel, il semble correspondre aux efforts maximum qui sont susceptibles d'être faits au cours des prochaines années.

Une analyse plus fine du rôle que joueront les différentes activités des secteurs primaire, secondaire et tertiaire dans la croissance économique du pays, permettra de se faire une idée plus exacte des efforts qui devront être faits pour obtenir les résultats recherchés.

Elle conduira, en outre, à une meilleure appréciation des résultats effectifs de la croissance pour les populations rurales et urbaines, compte tenu de la croissance respective de leurs effectifs.

Tableaux 1 et 2

Tableau 1

LA CROISSANCE DE 1970 A 1976.

(en milliers de francs rwandais)

RESSOURCES	1970			1976			Taux annuel crois. 1970 - 1976		
	Commercialisée	Non commerc.	Total	Commercialisée	Non com.	Total	Com.	Non com.	Total
Agriculture vivrière	2.584.656	7.212.790	9.797.446	3.359.260	8.490.000	11.849.260	4,5	2,8	3,2
Agriculture pour l'Industrie et l'Exportation	1.301.333	-	1.301.333	1.919.700	-	1.919.700	6,7	-	6,7
Élevage	278.838	554.180	833.018	363.350	655.200	1.018.550	3,4	2,8	3,4
Produits forestiers	98.876	105.000	203.876	121.055	124.100	245.155	3,4	2,8	3,1
Pêche	8.130	45.600	53.730	12.100	53.900	66.000	6,9	2,8	3,5
Total production rurale	4.271.833	7.917.570	12.189.403	5.775.465	9.323.200	15.098.665	5,1	2,8	3,6
Mines	556.390	-	556.390	719.270	-	719.270	4,4	-	4,4
Industrie - Artisanat	2.156.333	877.900	3.034.233	3.373.735	1.038.000	4.411.735	7,7	2,8	6,4
Bâtiment T.P.	577.710	-	577.710	1.300.940	-	1.300.940	14,5	-	14,5
Total secondaire	3.290.433	877.900	4.168.333	5.393.945	1.038.000	6.431.945	8,6	2,8	7,5
Transports- Communications	267.223	-	267.223	417.400	-	417.400	7,7	-	7,7
Services	375.241	-	375.241	524.574	-	524.574	5,8	-	5,8
Santé - Enseignement	899.110	-	899.110	1.390.580	-	1.390.580	7,5	-	7,5
Commerce	2.794.915	-	2.794.915	4.285.965	-	4.285.965	7,4	-	7,4
Total Tertiaire	4.336.489	-	4.336.489	6.618.519	-	6.618.519	7,3	-	7,3
Total Production Intérieure	11.898.755	8.795.470	20.694.225	17.787.929	10.361.200	28.149.129	6,9	2,8	5,2
Importations	3.292.128	-	3.292.128	5.769.701	-	5.769.701	9,8	-	9,8
Total Ressources	15.190.883	8.795.470	23.986.353	23.557.630	10.361.200	33.918.830	7,6	2,8	5,9
EMPLOIS									
Exportations	2.671.534	-	2.671.534	4.139.830	-	4.139.830	7,6	-	7,6
Consommations Administrat.	468.900	-	468.900	665.000	-	665.000	6,0	-	6,0
Consommations ménages	10.122.355	9.108.996	19.231.351	14.358.000	10.730.000	25.088.000	6,0	2,8	4,5
INVESTISSEMENTS	1.646.162	-	1.646.162	4.026.000	-	4.026.000	16,1	-	16,1
Augmentation stocks	- 31.594	-	- 31.594	-	-	-	-	-	-
Total EMPLOIS	14.876.357	9.108.996	23.986.353	23.188.830	10.730.000	33.918.830	7,7	2,8	5,9

Tableau 2.

STRUCTURE DE LA VALEUR AJOUTÉE.

	1 9 7 0			1 9 7 6		
	Commerc.	Non com.	Total	Commerc.	Non com.	Total
Agriculture vivrière	21,7	82,0	47,3	18,9	82,0	42,1
Agriculture produits industrie Exportation	11,0	-	6,3	10,8	-	6,8
Elevage	2,3	6,3	4,0	2,0	6,3	3,6
Productions forestières	0,8	1,2	1,0	0,7	1,2	0,9
Pêche	0,1	0,5	0,3	0,1	0,5	0,2
Total Primaire	35,9	90,0	58,9	32,5	90,0	53,6
Mines	4,7	-	2,7	4,0	-	2,6
Industrie - Artisanat	18,1	10,0	14,6	19,0	10,0	15,7
dont artisanat alimentaire	(8,9)	(10,0)	(9,4)	(6,8)	(10,0)	(8,0)
Bâtiment - T.P.	4,9	-	2,8	7,3	-	4,6
Total Secondaire	27,7	10,0	20,1	30,3	10,0	22,9
Transports-Communications	2,2	-	1,3	2,3	-	1,5
Services	3,1	-	1,8	3,0	-	1,9
Santé - Enseignement	7,6	-	4,4	7,8	-	4,9
Commerce	23,5	-	13,5	24,1	-	15,2
Total Tertiaire	36,4	-	21,0	37,2	-	23,5
TOTAL P.I.B.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Agriculture vivrière	26,4	73,6	100,0	28,3	71,7	100,0
Agriculture Indust. et Exportation	100,0	-	100,0	100,0	-	100,0
Elevage	33,5	66,5	100,0	35,7	64,3	100,0
Production forestière	48,5	51,5	100,0	49,4	50,6	100,0
Pêche	15,1	84,9	100,0	18,3	81,7	100,0
Total Primaire	35,0	65,0	100,0	38,3	61,7	100,0
Total Secondaire	78,9	21,1	100,0	83,9	16,1	100,0
Total Tertiaire	100,0	-	100,0	100,0	-	100,0
TOTAL P.I.B.	57,5	42,5	100,0	63,2	36,8	100,0

Section II. L'évolution de la production agricole, de l'élevage, des pêches et des forêts.

Le tableau 3 donne en quantités et en valeurs les objectifs de production retenus pour chacun des produits de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de la pêche en 1976. Ces différents objectifs seront justifiés en détail dans la seconde partie. L'ensemble de la production des vivriers devrait augmenter comme la population d'un peu plus de 2,8 % par an. Des rythmes de croissance plus rapides ont toutefois été prévus pour un certain nombre de produits vivriers, pour assurer le ravitaillement des agglomérations urbaines et pouvoir disposer d'excédents exportables.

Pour obtenir ces résultats un ensemble d'opérations spécifiques a été prévu : accroissement du nombre des familles installées dans les paysannats, mise en valeur des petits marais, développement des cultures de produits maraîchers, de paddy, d'agrumes et plantations d'arbres fruitiers.

Au total, la production rurale passera, en valeur ajoutée, de 12,2 milliards de FRw. en 1970 à 15,1 milliards en 1976, soit 3,6 % d'augmentation annuelle.

Le tableau 4 qui classe les diverses productions rurales suivant que leurs taux de croissance sont supérieurs ou inférieurs au taux moyen de l'ensemble de celles-ci, permet de constater qu'un tiers seulement d'entre elles connaîtront des taux supérieurs à la moyenne.

La majeure partie des produits vivriers, animaux et forestiers, n'augmentera en fait que de 2,9 % par an elle fournissait en 1970 près de 68 % de la production rurale et en représentera encore près de 65 % en 1976.

Les seuls produits vivriers qui atteindront des rythmes de croissance supérieurs à la moyenne sont ceux précisément qui font l'objet d'opérations de développement : arachides, maïs, pommes de terre, manioc, cultivés dans les paysannats et les petits marais, paddy, légumes et fruits pour lesquels des programmes spéciaux sont en cours de réalisation. Au total, leur taux moyen d'augmentation ne sera que de 4,4% par an. Ils assureront 22 % de la production rurale en 1976 contre 21% en 1970.

Les seules productions qui connaîtront des rythmes de croissance relativement élevés sont celles destinées à l'industrie et à l'exportation, d'une part, la production de bois d'oeuvre et l'élevage de porcs, d'autre part. Elles augmenteront en moyenne de 6,7 % par an. Mais leur production globale ne représentera en 1976 que 13% de la production rurale contre 11 % seulement en 1970.

Il faut, en outre, constater que la plus importante des cultures destinées à l'industrie ou à l'exportation, le café, n'aura qu'un taux de 4,4 % de croissance annuelle de 1970 à 1976. (cf. le tableau 3). Or il assurait en 1970 près de 94 % de ces productions et il en fournira encore plus de 82 % en 1976. Le taux moyen de 6,7 % ne sera en fait atteint qu'en raison des rythmes rapides de croissance du thé, du tabac, de la canne à sucre et du pyrèthre, cultures qui se trouvaient relativement peu développées en début de période. Une fois achevés les programmes de plantation actuellement en cours, ces différentes spéculations ne pourront conserver des taux de croissance aussi rapides que ceux atteints de 1970 à 1976.

On touche ici à l'une des difficultés majeures qui freinent la croissance du pays: la place insuffisante qu'occupent dans la production rurale les produits destinés à l'industrie et à l'exportations, seuls susceptibles de connaître des rythmes d'augmentation relativement accélérés.

En raison de la trop forte densité de la population rurale, la taille des exploitations ne dépasse pas 1 à 2 hectares en moyenne, même dans les paysannats. Compte tenu des besoins de produits vivriers, il est impossible dans ces conditions d'accroître de façon importante la place des cultures destinées à l'industrie et à l'exportation.

Seul le développement accéléré de celles-ci serait susceptible d'élever de façon sensible les revenus monétaires des ruraux et par là même de donner une assise solide à l'industrialisation du pays, à partir d'un marché local suffisamment large et en expansion rapide. On verra plus bas, en analysant la croissance des revenus des ruraux, que celle-ci restera très faible au cours des prochaines années. Comme il s'agit là de près de 91 % de la population, dont le pouvoir d'achat est actuellement très bas (1.500 Francs par personne et par an), l'expansion du marché intérieur en sera forcément ralentie.

Sans doute, au cours de la prochaine décennie, de nouvelles terres seront mises en valeur, en particulier dans les marais, et l'augmentation de la productivité agricole réduira les superficies nécessaires à la culture des produits vivriers. De même, la modernisation des techniques d'élevage conduira à une meilleure utilisation des pâturages, ce qui devrait libérer des terres pour la culture.

La réalisation de ces différents objectifs exigera de longs délais, et, à moyen terme, l'accroissement de la taille des exploitations ne pourra résulter que de l'augmentation des emplois non ruraux et sans doute d'une certaine émigration.

Tableaux 3 et 4

Tableau 3

LES OBJECTIFS DE PRODUCTION RURALE.

N° Branches PRODUITS	QUANTITES TONNES		Valeur en milliers de Francs Rwandais				Taux annuel de croissance 1970 - 1976
	1970	1976	1970		1976		
IIII T Agriculture vivrière	1970	1976	Production	Valeur ajoutée	Production	Valeur ajoutée	1970 - 1976
Bananes	1.649.600	1.910.000	2.639.300	-	3.056.000	-	2,5
Haricots	200.000	240.000	1.600.000	-	1.920.000	-	3,1
Petits pois	63.000	75.000	504.000	-	600.000	-	3,0
Arachides	12.210	17.700	158.700	-	230.000	-	6,4
Soja	1.100	5.500	8.800	-	44.000	-	-
Sorgho	157.400	180.000	1.023.100	-	1.170.000	-	2,3
Maïs	62.900	80.000	314.500	-	400.000	-	4,1
Eleusine	2.100	2.500	10.500	-	12.500	-	3,0
Froment	1.250	1.500	8.200	-	9.900	-	3,1
Paddy pluvial	1.400	3.000	21.000	-	45.000	-	13,5
Autres céréales	-	-	-	-	-	-	-
Potatoes douces	675.000	810.000	1.350.000	-	1.620.000	-	3,0
Pommes de terre	110.000	140.000	550.000	-	700.000	-	4,1
Manioc	260.000	330.000	961.900	-	1.220.900	-	4,0
Colocases	17.000	20.000	56.100	-	66.000	-	2,5
Ignames	10.000	10.000	33.000	-	33.000	-	-
Légumes et fruits	42.500	54.500	680.200	-	872.200	-	4,2
Feuilles vertes	36.400	43.500	145.600	-	174.000	-	3,0
Tabac	1.000	1.200	82.000	-	98.400	-	3,1
TOTAL IIII T	3.302.860		10.146.900	9.797.446	12.271.900	11.849.260	3,2
Agriculture pour Industrie et Exportation							-
IIII M Paddy	564		8.460				-
Café	19.877	25.800	1.282.200	-	1.664.270	-	4,4
Thé vert	5.414	26.000	40.305	-	193.560	-	30,0
Canne à sucre	4.315	25.000	1.295	-	7.500	-	34,0
Pyrèthre Fleurs fraîches	2.745	14.800	21.577	-	116.335	-	32,0
Quinquina	269	400	11.296	-	16.800	-	6,8
Coton graine	257	600	2.754	-	6.430	-	15,2
Divers plants			1.029	-	5.000	-	30,0
Tabac moderne	-	150	-	-	9.500	-	-
TOTAL IIII M	33.441		1.368.916	1.301.333	2.019.395	1.919.700	6,7

Tableau 3. (suite)

	Quantités en tonnes		1 9 7 0		1 9 7 6		Taux annuel de croissance
	1 9 7 0	1 9 7 6	Production	Valeur ajoutée	Production	Valeur ajoutée	
<u>1112 T Elevage - Chasse</u>							
Bovins - Têtes	86.867	104.400	291.764	-	359.830	-	3,5
Chèvres	438.513	485.000	175.405	-	202.515	-	2,4
Ovins	78.743	87.000	27.560	-	31.085	-	2,0
Porcins	21.000	30.000	21.000	-	30.000	-	6,1
Volailles - Lapins	361.178	431.000	18.059	-	21.560	-	3,0
Lait (1.000 litres)	25.000	31.000	250.000	-	310.000	-	3,6
Chasse	-	-	-	-	5.200	-	-
Miel - cire (tonne)	215	255	11.800	-	13.995	-	3,0
Oeufs "	770	920	50.230	-	60.015	-	3,0
Total 1112 T			845.818	833.018	1.034.200	1.018.550	3,4
<u>12 T Forêts</u>							
Bois de chauffage (en 1000 stères)	1.587	1.895	111.076	-	132.630	-	3,0
Perches construction (en 1000 unités)	3.500	4.180	35.000	-	41.800	-	3,0
Bois d'oeuvre - traditionnel (en 1000 m3)	167	200	50.100	-	60.000	-	3,0
Bois d'oeuvre moderne (en 1000 m3)	3,3	5	4.900	-	7.425	-	7,2
Poteaux mines	-	-	2.800	-	3.300	-	2,8
Total 12 T			203.876	203.876	245.155	245.155	3,1
<u>13 T Pêche (Tonnes)</u>	1.791	2.200	53.730	53.730	66.000	66.000	3,5
TOTAL PRODUCTION RURALE			12.619.240	12.189.403	15.636.650	15.098.665	3,6

Tableau 4.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA PRODUCTION RURALE.

42

Activités classées selon taux de crois- sance	Valeur à la produc- tion en milliers de francs rwandais		Structure en pourcentages		Taux annuel de croissance
	1 9 7 0	1 9 7 6	1 9 7 0	1 9 7 6	
<u>1er groupe Taux supérieur à la moyenne</u>					
Arachides	158.700	230.000	1,26	1,47	6,4
Maïs	314.500	400.000	2,49	2,56	4,1
Paddy	21.000	45.000	0,17	0,29	13,5
Pommes de terre	550.000	700.000	4,36	4,47	4,1
Manioc	961.900	1.220.900	7,62	7,81	4,0
Légumes et fruits	680.200	872.200	5,39	5,58	4,2
Total vivriers	2.686.300	3.468.100	21,29	22,18	4,4
<u>Production pour l'Industrie et l'Exportation</u>	1.368.916	2.019.395	10,85	12,91	6,7
Porcins	21.000	30.000	0,16	0,19	6,1
Bois d'oeuvre	4.900	7.425	0,04	0,05	7,2
Total groupe 1	4.081.116	5.524.920	32,34	35,33	5,2
<u>2e groupe Taux égaux ou inférieurs à la moyenne</u>					
Autres produits vivriers	7.460.600	8.803.800	59,12	56,30	2,8
Autres produits animaux	878.548	1.070.200	6,96	6,85	3,3
Autres produits forestiers	198.976	237.730	1,58	1,52	3,0
Total groupe 2	8.538.124	10.111.730	67,66	64,67	2,9
Total Production Rurale	12.619.240	15.636.650	100,00	100,00	3,6

Section III. L'évolution de la production des Mines, de l'industrie et de l'artisanat.

En valeur ajoutée, la production de l'industrie, des mines et de l'artisanat (y compris l'artisanat alimentaire), représentait en 1970 4,2 milliards de FRw; en fonction des objectifs de production retenus par le plan, elle devrait être en 1976 de 6,4 milliards, soit un rythme de croissance annuelle de 7,5 %.

Le tableau 5 donne pour chacune des productions envisagées des objectifs de production, en valeur et chaque fois que possible en quantités.

Le tableau 6 regroupe ces productions suivant que leurs taux de croissance sont supérieurs ou inférieurs au rythme moyen d'augmentation des activités secondaires.

On constate, tout d'abord, que plus de 73% de la production secondaire de 1970 connaîtront des taux de croissance fort bas, puisqu'en moyenne ces activités augmenteront de 3,3 % par an seulement, leur production passant de 3,1 milliards à 3,7 milliards, de 1970 à 1976.

Parmi celles-ci, trois groupes se distinguent notamment : les productions artisanales, en premier lieu, qui représentaient à elles-seules plus de 58 % de la production secondaire en 1970 et en fourniront encore près de 45 % en 1976; artisanat alimentaire, vannerie, menuiserie, poterie, constructions traditionnelles. Ces activités se développeront en fonction des besoins de leurs marchés respectifs, et augmenteront de 2,5 à 4,5 % par an.

Par ailleurs, la production de minerais en 1976 est, pour partie, fonction des investissements fait récemment ou en cours de réalisation, elle dépendra en outre de l'évolution des cours des divers minerais. Son rythme de croissance ne semble pas devoir dépasser 4,4 % par an. La valeur ajoutée par les industries minières serait alors de 719 millions en 1976 contre 556 millions en 1970.

Enfin, l'activité des imprimeries, la production d'eau et de courant électrique suivront l'évolution de la demande intérieure. La production d'électricité est toutefois liée à la possibilité d'augmenter la capacité installée des centrales thermiques et hydrauliques, et à la réalisation d'ici 1976 de l'interconnexion du réseau. Leurs taux de croissance seront respectivement de 7 et de 6,4 % par an.

En fait, les activités industrielles proprement dites ne représentaient en 1970 qu'un peu plus de 26 % de la production secondaire, elles connaîtront, par contre, un rythme de croissance particulièrement rapide, 16,2 % par an au cours de la période. Leur production qui n'était que de 1,1 milliard de FRw, en 1970 atteindra 2,7 milliards en 1976 et fournira alors plus de 42 % de la production secondaire.

Parmi elles, les entreprises de bâtiment et de travaux publics et la production de matériaux de construction augmenteront de façon spectaculaire. Leur valeur ajoutée atteindra 1.290 millions de FRw. en 1976 contre seulement 470 millions en 1970, soit 18,3 % de croissance annuelle. Cette expansion est, on l'a vu, directement liée à la réalisation du vaste programme d'investissements prévus pour la période. Ce dernier sera financé pour plus de 66 % par l'aide extérieure, et, en matière d'investissements publics, ce pourcentage approchera de 90%. L'essor des entreprises de bâtiment et de travaux publics dépendra donc directement de la possibilité de mobiliser assez rapidement l'aide extérieure attendue et de réaliser d'ici 1976 la masse importante des travaux prévus.

Quant à la production de matériaux de construction, elle sera multipliée par 4,5 d'ici 1976, en raison principalement de la création d'une cimenterie. Toutefois, pour que celle-ci atteigne le seuil de rentabilité, il faudra que sa capacité de production soit d'au moins 50.000 tonnes par an. Les besoins du marché local devraient être en 1976 d'environ 35.000 tonnes; il faudra donc être en mesure d'exporter quelque 15.000 tonnes sur les pays voisins, avec lesquels il conviendra de passer des accords commerciaux pour s'assurer les débouchés nécessaires.

Le rôle de ces activités dans l'expansion industrielle du pays est souligné par le fait qu'elles représenteront en 1976 20 % de la production secondaire contre seulement 11 % en 1970; elles constitueront alors plus de 47 % de la production industrielle proprement dite contre 42,5 % en début de période (cf. le tableau 6).

Un second groupe d'activités, qui travaillent à la fois pour l'exportation et le marché intérieur, verra son développement lié, pour une large part, à celui des productions rurales. Il s'agit des industries alimentaires et des industries chimiques.

L'usinage du café, du thé et du riz, la fabrication de sucre et de produits laitiers, l'activité des boucheries, la fabrication de savon et de pyrèthrine dépendent en effet directement des productions rurales qu'elles doivent transformer. Il en ira de même pour les nouvelles entreprises à créer d'ici 1976: huilerie, confiturerie et fabrique de sirops, fabrique de cigarettes.

Les autres activités de ce groupe travaillant pour le marché local suivront les besoins de ce dernier: brasserie, meunerie et boulangerie, il en ira de même pour les nouvelles unités destinées à la fabrication des allumettes, des articles en matière plastique et au rechapage des pneumatiques.

Leur production globale représentera en 1976 près de 18 % de l'activité du secteur secondaire contre 12 % en 1970 et passera entre ces deux dates de 500 millions de FRw. à 1,1 milliard, soit un rythme de croissance annuelle de 14,7 %.

Un troisième groupe d'activités, enfin, est exclusivement concerné par le marché intérieur: il s'agit des industries textiles et de la production d'articles chaussants, de la menuiserie et des industries mécaniques et électriques. Leur production en début de période était fort peu développée, puisqu'elle ne représentait que 134 millions de FRw. en valeur ajoutée (3,2 % de la production secondaire). En fonction des besoins du marché intérieur et grâce à la substitution de produits locaux aux articles actuellement importés, mais surtout par la création de nouvelles unités de fabrication: tannerie, filature-tissage, atelier de montage de véhicules à deux roues, cette production doublera d'ici 1976. Elle atteindra alors 290 millions en valeur ajoutée. Cette somme encore modeste (4,5 % de la production secondaire) reflète en fait l'étroitesse du marché intérieur qui interdit la création d'unité de fabrication de grande taille dont les prix de revient seraient plus bas et la rentabilité bien supérieure.

En définitive, si l'on met à part les activités artisanales, étroitement liées au marché traditionnel, celles des mines conditionnées par leur capacité de production et leur marché, comme la production d'eau et d'électricité, on constate que les industries proprement dites et les entreprises de bâtiment et de travaux publics se développeront à un rythme très rapide au cours de la période 1970-1976.

Cette expansion résultera, d'abord, de la réalisation des importants programmes d'investissements prévus qui entraînera l'essor des entreprises de bâtiment et de travaux publics, mais aussi de la création d'un certain nombre d'unités de production destinées à de nouvelles fabrications.

Il reste que cette expansion rapide n'aura d'ici 1976 qu'une faible incidence sur la croissance de la production intérieure du pays, car, à cette date, la valeur ajoutée par les industries et les entreprises de bâtiment et de travaux publics ne représentera encore que 9,6 % de la production intérieure contre 5,3 % en 1970.

L'appareil de production industrielle du pays ne pourra s'étoffer et jouer véritablement un rôle moteur dans la croissance économique que si le marché intérieur s'élargit lui-même de façon considérable, ce qui implique une augmentation très importante des revenus monétaires des particuliers et tout spécialement des ruraux.

Tableaux 5 et 6.

Tableau 5.

LES OBJECTIFS DE PRODUCTION DES ACTIVITES SECONDAIRES ET TERTIAIRES.

N° Branches Produits	Quantités en tonnes		Valeur en milliers de francs rwandais				Taux annuel de croissance 1970 - 1976
			1970		1976		
	1970	1976	Production	Valeur ajoutée	Production	Valeur ajoutée	
22 M <u>Gaz naturel</u> 1000 m3	846	1.400	2.760	1.460	6.120	3.238	14,2
23 T <u>Artisanat minier</u>							
Cassitérite	357	460	66.150	57.090	85.235	73.560	4,3
Wolfram (310)	412	490	81.300	70.160	96.690	83.440	2,9
Total 23 T	769		147.450	127.250	181.925	157.000	3,6
23 M <u>Mines modernes</u>							
Cassitérite	1.830	2.540	383.970	241.720	532.940	335.500	5,6
Wolfram	605	725	245.220	171.790	293.860	205.865	3,0
Beryl	285	370	8.400	6.230	10.905	8.090	4,5
Colombo-tantalite	33	45	12.850	9.400	17.520	12.815	5,3
Total 23 M	2.753		650.440	429.140	855.235	562.270	4,6
29 T <u>Carrières</u>			33.600	33.600	61.600	61.600	10,6
31 T <u>Artisanat alimentaire</u>							
Bière de banane (1000 litres)	446700	518.000	4.046.700	1.638.200	4692.600	1.899.675	2,5
Bière de sorgho (1000 litres)	250800	287.500	1.167.700	277.600	1338.600	318.230	2,3
Boucherie			135.171	21.870	159.500	25.805	2,8
						.../...	

Tableau 5 (bis)

LES OBJECTIFS DE PRODUCTION DES ACTIVITES SECONDAIRES ET TERTIAIRES.

N° Branches Produits	Quantités en tonnes		Valeur en milliers de francs rwandais				Taux annuel de croissance 1970 - 1976
	1 9 7 0	1 9 7 6	1 9 7 0		1 9 7 6		
			Production	Valeur ajoutée	Production	Valeur ajoutée	
31 M Industries alimentaires							
Huilerie			75	- 200	114.000	28.040	
Usinage café	14.700	19.100	1.374.213	22.975	1.785.540	29.850	4,5
Café torréfié	173	300	17.300	813	30.000	1.410	9,6
Thé noir	1.300	5.600	80.925	12.707	388.750	61.040	30,0
Riz	395	1.120	9.300	265	26.370	750	19,0
Sucre	292	2.000	4.214	1.300	24.415	7.530	34,0
Tabac-cigare-cigarette	-	150	1.000	500	62.650	40.935	-
Boulangerie - Pâtes							
Biscuits			75.000	18.420	117.850	28.940	7,8
Brasserie - Limonade 1000 litres	145	245	490.800	393.320	866.300	697.760	10,0
Meunerie	1.700	5.000	25.500	2.300	75.000	6.765	19,7
Laiterie - Fromagerie	-	900	-	-	21.300	5.660	-
Confiturerie - Sirop	-	-	700	300	13.900	5.500	-
Boucherie - conserverie	-	-	56.145	18.410	87.040	26.980	6,6
Total 31 M			2.135.172	471.110	3.613.115	941.160	12,2
32 T Vannerie artisanale			233.800	233.800	296.295	296.295	4,0
32 M Industries Textiles - Cuir							
Filature - Tissage	-	750	-	-	75.000	45.000	-
Confection - Friperie	-	-	95.000	18.000	142.500	27.000	7,0
Chaussures	-	-	1.500	760	5.000	2.530	22,0
Tannerie	-	100	7.000	3.700	17.000	7.610	12,8
Tailleurs	-	-	21.100	9.700	31.650	14.550	7,0
Total 32 M			124.600	32.160	271.150	96.690	20,0
33 T Menuiserie artisanale			65.600	14.650	83.000	18.535	4,0

Tableau 5 (ter)

LES OBJECTIFS DE PRODUCTION DES ACTIVITES SECONDAIRES ET TERTIAIRES.

N° Branches Produits	Quantités en tonnes		Valeur en milliers de francs rwandais				Taux annuel de croissance 1970 - 1976
	1970	1976	1970		1976		
			Production	Valeur ajoutée	Production	Valeur ajoutée	
			43.700	12.500	80.400	23.000	10,7
33 M Menuiserie moderne			46.540	18.890	69.800	28.330	7,0
34 M Imprimerie							
35 M Chimie			38.860	17.470	58.290	26.205	7,0
Savons et peinture		3.000	36.639	9.893	257.300	88.621	-
Pyrèthrine et Pyrèthre			-	-	34.920	10.412	-
Allumettes		1.000	-	-	130.000	59.780	-
Matières plastiques		12.600	-	-	16.380	8.817	-
Rechapage pneus unités			75.499	27.363	496.890	193.835	38,0
Total 35 M			104.800	100.800	144.875	139.347	5,5
36 T Poterie artisanale							
36 M Minéraux non métalliques		50.000	-	-	185.000	105.000	-
Cimenterie		-	13.850	6.010	28.300	12.280	10,7
Agglomérés			13.850	6.010	213.300	117.280	65,0
Total 36 M							
38 M Industries mécaniques							
<u>électriques</u>			128.210	60.130	227.100	106.510	10,0
Garages			55.230	23.560	101.620	43.350	10,7
Menuiserie métallique			13.810	6.200	29.200	13.110	13,3
Radio			-	-	17.500	7.000	-
Montage vélo - vélomoteur			197.250	89.890	375.420	169.970	11,2
Total 38 M			-	-	-	-	-
37 - 39 Autres produits manufacturés							
			144.200	54.330	209.000	78.745	6,4
41 Eau - Electricité			514.500	147.500	653.990	189.363	4,3
50 T Construction traditionnelle			784.650	430.210	2.019.982	1.111.577	17,1
50 M Bâtiment T.P.			10.667.982	4.168.333	15.822.787	6.431.945	7,5
Total Secondaire							

LES OBJECTIFS DE PRODUCTION DES ACTIVITES SECONDAIRES ET TERTIAIRES.

Tableau 5 (quater)

N° Branches Produits	Quantités en tonnes		Valeur en milliers de francs rwandais				Taux annuel de croissance 1970 - 1976
			1970		1976		
	1970	1976	Production	Valeur ajoutée	Production	Valeur ajoutée	
63 M Hôtels - Restaurants			36.260	10.250	54.390	15.375	7,0
71 M Transports			667.983	222.983	1.043.390	348.300	7,7
72 M Communications			84.950	44.240	132.690	69.100	7,7
81 M Banques			62.370	41.270	107.642	74.687	10,4
82 M Assurances			45.810	35.610	71.555	55.620	7,7
831 M Locations			111.100	88.900	164.730	131.812	6,8
83213 Services - Entreprises			29.211	29.211	44.080	44.080	7,1
95 M Services ménages			170.000	170.000	203.000	203.000	3,0
914 Santé			359.360	161.360	489.700	219.885	5,3
931 Enseignement			919.750	737.750	1.459.500	1.170.695	8,0
61 Commerce			3.372.669	2.794.915	5.180.280	4.285.965	7,4
Total Tertiaire			5.859.463	4.336.489	8.950.957	6.618.519	7,3
GRAND TOTAL			29.146.685	20.694.225	40.410.394	28.149.129	5,3

Tableau 6

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
ET ARTISANALE.

Activités classées selon le taux de croissance	VALEUR AJOUTEE en milliers de F.Rw.		STRUCTURE en pour- centages		TAUX ANNUELS de croissance
	1 9 7 0	1 9 7 6	1970	1976	
<u>1e groupe Taux supérieur à moyenne</u>					
Matériaux de construction	39.610	178.880	0,95	2,78	28,6
Produits alimentaires	471.110	941.160	11,30	14,63	12,2
Articles textiles et chaussures	32.160	96.690	0,77	1,50	20,0
Menuiserie moderne	12.500	23.000	0,30	0,36	10,7
Produits chimiques - gaz naturel	28.823	197.073	0,69	3,07	37,8
Industries mécaniques et électriques	89.890	169.970	2,16	2,64	11,2
Bâtiment - T.P.	430.210	1.111.577	10,32	17,28	17,1
Total groupe 1	1.104.303	2.718.350	26,49	42,26	16,2
<u>2e groupe - Taux inférieur à moyenne</u>					
Produits miniers	556.390	719.270	13,35	11,18	4,4
Artisanat alimentaire	1.937.670	2.243.710	46,49	34,88	2,5
Imprimerie	18.890	28.330	0,45	0,44	7,0
Vannerie - menuiserie - Poterie artisanales	349.250	454.177	8,38	7,06	4,5
Constructions tradition- nelles	147.500	189.363	3,54	2,95	4,3
Eau - Electricité	54.330	78.745	1,30	1,23	6,4
Total groupe 2	3.064.030	3.713.595	73,51	57,74	3,3
Total production indus- trielle et artisanale	4.168.333	6.431.945	100,0	100,0	7,5

Section IV : L'évolution des activités tertiaires :
transports et communications, services,
Commerces, santé publique et enseignement.

Les objectifs de production des activités tertiaires en 1976, tels qu'ils sont donnés dans le tableau 5 sont tirés du tableau de Ressources-Emplois de cette même année. Leur essor est en effet directement lié à celui des activités primaires et secondaires; les entreprises sont les plus gros utilisateurs de services: transports, loyers, banques, services aux entreprises. Et les dépenses de transports, loyers et autres services par les administrations et les ménages sont elles-mêmes fonction des ressources fiscales et des revenus versés à ces agents par les secteurs de production.

Quant aux marges commerciales et aux droits et taxes sur les produits importés, qui mesurent en comptabilité nationale l'activité du commerce, elles ont été directement calculées sur les ventes de produits et services, locaux ou importés.

Comme on l'a expliqué dans l'introduction, on a dû en conséquence ajuster, par itération, la production des activités tertiaires aux demandes intermédiaires et finales qu'elles auront à satisfaire en 1976, y compris les demandes émanant des activités tertiaires elles-mêmes. Les entreprises de transports sont, par exemple, grosses consommatrices de transports et d'assurances, et toute augmentation des dépenses de transport par les autres entreprises accroîtra en conséquence celles de transport et d'assurances par les entreprises de transport.

Par ailleurs, il faut souligner que l'activité des hôtels et restaurants devrait bénéficier de la politique d'expansion du tourisme qui sera poursuivie au cours de la période. Et l'essor de la construction de logements aura des incidences non négligeables sur la croissance des loyers payés par les ménages.

Quant à la croissance des dépenses pour l'enseignement et la santé publique, elle sera justifiée dans la seconde partie, à partir des programmes retenus comme prioritaires par les administrations publiques et privées.

Au total, la valeur ajoutée par les activités tertiaires atteindra 6,6 milliards de F.Rw en 1976 contre 4,3 milliards en 1970, soit un rythme de croissance de 7,3 % par an. 23,5 % de la production intérieure proviendront ainsi en 1976 des activités tertiaires contre 21 % en 1970 (cf. le tableau 2).

La majeure partie de cet accroissement d'importance relative proviendra toutefois du commerce qui représentera en 1976 15,2 % de la production intérieure contre 13,5 % en début de période. Ce gonflement des activités commerciales s'explique non seulement par la croissance de la production commercialisée plus rapide que celle de la production intérieure (6,9 % par an contre 5,2), mais aussi par le taux très élevé de l'augmentation des importations au cours de la période: 9,8% par an (cf. le tableau I). La masse des produits à commercialiser, sur production locale et sur importation, augmentera ainsi de 7,6 % par an de 1970 à 1976.

De même, l'enseignement et la santé, dont les taux respectifs de croissance seront de 8 et de 5,3% par an, augmenteront notablement leur importance relative, puisqu'ils représenteront 4,9 % de la production intérieure en 1976 contre 4,4 % en 1970.

Par contre, les transports et les services conserveront sensiblement le même poids dans la production intérieure, puisqu'ils en assureront 3,4 % en 1976 contre 3,1 % en 1970. Il faut toutefois remarquer que, parmi les services, les salaires versés au personnel domestique ne croîtront que de 3 % par an et de 6,8 % les loyers payés par les entreprises, les administrations et les ménages. Au contraire, les rythmes de croissance des autres services, des transports et des communications varieront de 7 à plus de 10 % par an, en fonction des demandes respectives qu'ils auront à satisfaire.

Il reste que cette expansion assez rapide des activités tertiaires demeure conditionnée par la réalisation des objectifs de production retenus, et, en particulier, du programme d'investissements dont dépend l'essor des entreprises du bâtiment et des travaux publics, mais aussi la croissance des importations de biens d'équipement.

Section V. Les investissements.

De 1970 à 1976, le montant des investissements bruts sera multiplié par 2,4, passant de 1,6 à 4 milliards de F.Rw, soit un rythme de croissance annuelle de 16,1 %. Par rapport à la production intérieure brute, les investissements n'en représentaient que 8 % en 1970, ce pourcentage atteindra 14 % en 1976. Il s'agit là de pourcentages relativement faibles pour un pays en voie de développement; toutefois si l'on rapporte ces investissements à la production intérieure commercialisée, les pourcentages deviennent, pour ces deux années, 14 et 22,6 % respectivement.

Par ailleurs, en plus des investissements proprement dits, il faudra encore financer des opérations de production dans le secteur rural (paysannats, opération pyrèthre, production animale etc...) et des études générales. Le montant total des financements à effectuer passera donc de près de 2 milliards de F.Rw en 1970 à 4,5 milliards en 1976, soit un rythme de croissance de 14,7 % par an.

Le tableau 7 donne une ventilation fonctionnelle des investissements bruts pour les trois années : 1970, 1972 et 1976 et pour la période 1972-1976 qui correspond à la durée du second plan quinquennal.

On remarque, tout d'abord, la croissance extrêmement rapide des investissements de 1970 à 1972, puisque ceux-ci ont augmenté de 76 % en deux ans, passant de 1,6 à 2,9 milliards de F.Rw. Ceci résulte, d'une part, du démarrage de la réalisation d'importants programmes d'investissements en matière d'infrastructure économique et sociale : routes et ponts, tourisme, postes et télécommunications, hydraulique rurale, logements et urbanisme, dont le montant global est passé de 211 à 878 millions de F.Rw de 1970 à 1972, soit un quadruplement en deux années.

Par ailleurs, des efforts également considérables ont été faits en matière d'investissements dans le secteur rural, dont le montant fut multiplié par 2,4 de 1970 à 1972; mais aussi en matière d'investissements dans l'industrie, les mines et l'énergie électrique, multipliés au total par près de 8 en deux années; et finalement en matière de constructions scolaires dont le coefficient de croissance a été de 2,2 entre ces deux dates. Au total, les investissements effectués par les entreprises sont passés de 584 millions en 1970 à 1.230 millions en 1972, faisant plus que doubler en deux années (coefficient 2,1).

En conséquence, le rythme de croissance des investissements qui est de 16,1 % par an de 1970 à 1976, ne sera plus que de 8,5 % par an de 1972 à 1976, compte tenu du haut niveau déjà atteint en 1972.

Le volume global des investissements bruts à réaliser de 1972 à 1976, en fonction des programmes retenus, est toutefois considérable : 20,9 milliards en cinq années, soit plus de 4 milliards en moyenne par an. Et nous verrons, en examinant le cheminement prévu pour les investissements, que sa réalisation risque de présenter des difficultés.

.../...

Au point de vue choix des investissements, l'accent est nettement mis sur le secteur productif : près de 46 % du total des investissements bruts vont aux entreprises, dont 14 % pour le secteur rural, plus de 20 % pour le secteur secondaire et 9 % pour l'enseignement et la santé.

En outre, si les investissements des administrations représentent plus de 36 % du total, 31 % sont consacrés à l'infrastructure économique et sociale, dont 25 % pour les infrastructures économiques dont dépend pour une large part l'expansion des activités productives, et 6 % pour les infrastructures sociales.

Par contre, le volume des équipements administratifs reste modeste, puisqu'il ne représente que 5,5 % du total.

Quant aux investissements effectués par les ménages, ils ne représentent que 17,5 % du total, dont 14 % pour les constructions de logements traditionnels.

Il serait sans doute souhaitable que les investissements ruraux, concernant plus de 90 % de la population, représentent plus de 14 % du total des investissements. Toutefois une partie des investissements d'infrastructure économique et sociale est destinée au monde rural : routes et ponts, hydraulique rurale, mais aussi constructions scolaires, dispensaires et hôpitaux, etc...

En outre, la capacité d'absorption du secteur primaire est en fait limitée par le nombre des projets susceptibles d'une réalisation à court terme, mais aussi par les moyens disponibles pour leur exécution : structures d'intervention efficaces, techniciens et cadres formés etc. Dans ces conditions, quintupler en 5 années le volume des investissements ruraux constitue déjà un objectif particulièrement ambitieux pour les prochaines années.

A plus long terme, la modernisation du monde rural, qui conditionne au premier chef le développement du pays, exigera la mise en oeuvre d'une politique susceptible d'augmenter la capacité d'absorption du secteur rural en matière d'investissement : mise au point de projets spécifiques et d'opérations intégrées, formation de cadres, création d'organismes d'intervention adaptés, réforme du régime foncier, diminution de la densité de peuplement des campagnes, etc...

Le tableau 8 décompose les investissements bruts effectués par les agents économiques : entreprises, administrations et ménages, en matériel et véhicules, d'une part, bâtiments et travaux publics, d'autre part.

On constate que le volume des premiers triplera au cours de la période, passant de 509 millions en 1970 à 1,6 milliard en 1976, tandis que doublera celui des seconds, passant de 1,1 à 2,4 milliards.

Ce phénomène s'explique par la croissance très rapide des investissements des secteurs secondaire et tertiaire qui comprennent en moyenne 80 % d'équipements et de véhicules. Par contre, le pourcentage des travaux de génie civil et de constructions augmentera dans le secteur primaire, en raison de l'importance des programmes de plantation et d'aménagements fonciers.

A partir du calendrier de réalisation prévu pour les différents programmes d'investissement des entreprises, des administrations et des ménages, on a établi leur cheminement de 1970 à 1976 (cf. le tableau 9).

On constate qu'après une progression de 76 % en deux années, le montant global des investissements bruts devrait encore croître de 41 % entre 1972 et 1973. Il est à craindre que des retards soient pris en 1973 sur la réalisation de certains des programmes prévus et que ces retards aient des répercussions sur le montant des investissements réalisés en 1974 et 1975.

Le chiffre de 4 milliards d'investissements bruts retenu pour 1976 devrait, par contre, pouvoir être réalisé sans trop de difficultés.

On remarque également que près de 71 % du total des investissements bruts réalisés au cours de la période 1972-1976 devront l'être sur financements publics, les capitaux privés ne fourniront qu'un peu plus de 29 % du total.

C'est ainsi que plus de 74 % des investissements des entreprises seront financés sur fonds publics et qu'en particulier 73 % des investissements du secteur primaire le seront et, ce qui est plus surprenant, 71,5 % de ceux du secteur secondaire. Les capitaux privés ne financeront en effet qu'un peu plus de 28 % des investissements du secteur secondaire, dont moins de 34 % pour les entreprises industrielles et 1,5 % pour l'énergie, contre il est vrai 96 % pour les mines. De nombreux investissements industriels seront, en effet, financés par l'aide extérieure publique ; mais il reste que les entreprises locales disposeront, on le verra, de disponibilités importantes dont elles ne semblent pas pouvoir trouver l'utilisation sur place.

Tableaux 7, 8 et 9.

Tableau 7 VENTILATION FONCTIONNELLE DES INVESTISSEMENTS BRUTS DE 1970 A 1976.

en milliers de F.Rw.

* Période 1972-1976

Branches d'activités	1970	1972	1976	en valeur	en pour- centages	Taux an- nuels de croissance
Augmentation cheptel	50.027	53.200	60.000	282.700	1,35	3,0
Cultures traditionnelles	22.758	18.800	148.100	550.700	2,63	67,5
Cultures industrielles	58.296	187.200	426.100	1.706.800	8,16	22,8
Elevage	9.046	16.800	41.000	197.700	0,95	25,0
Forêt, pêche, pisciculture	4.700	10.600	3.600	51.000	0,24	-
Aménagements fonciers	-	55.700	31.200	172.300	0,82	-
Total secteur primaire	144.827	342.300	710.000	2.961.200	14,15	20,0
Electricité - Eau	13.140	293.900	192.500	1.875.400	8,96	-
Mines	14.000	120.250	160.000	598.600	2,86	7,4
Industrie	36.100	91.200	394.000	1.786.900	8,54	44,2
Artisanat	600	-	12.000	44.000	0,21	-
Total secteur secondaire	63.840	505.350	758.500	4.304.900	20,57	10,7
Commerce - Services	50.515	4.000	22.500	65.000	0,31	-
Transports	158.920	60.000	54.500	391.300	1,87	-
Total secteur tertiaire	209.435	64.000	77.000	456.300	2,18	4,7
Enseignement - formation	132.700	292.750	177.500	1.608.250	7,68	-
Santé Publique - Affaires sociales	33.500	25.300	45.000	277.400	1,33	18,2
Total Production sociale	166.200	318.050	222.500	1.885.650	9,01	-
Total Investissements Entreprises	584.302	1.229.700	1.768.000	9.608.050	45,91	9,5
Postes et Télécommunications	37.513	61.500	20.000	337.000	1,61	-
Routes et Ponts	31.054	499.400	945.000	3.967.200	18,96	17,3
Tourisme- construction						
Hôtels	23.891	75.000	23.000	567.000	2,71	-
Aéronautique - Météorologie	43.806	22.300	30.000	381.500	1,82	7,7
Hydraulique Rurale	24.910	46.600	38.000	246.600	1,18	-
Logements	18.800	114.100	92.000	413.450	1,98	-
Urbanisme - Voirie	31.186	59.100	47.000	584.400	2,79	-
Total Infrastructure Economique et sociale	211.160	878.000	1.195.000	6.497.150	31,05	8,0
Jeunesse et Sports	3.473	250	42.000	212.850	1,02	-
Information - Radio	300	2.000	18.000	132.200	0,63	-
Administrations publiques	162.327	87.700	128.000	535.700	2,56	9,9
Administrations privées	62.500	21.000	32.000	140.000	0,67	11,1
Administrations étrangères	25.000	25.000	27.000	130.000	0,62	2,0
Total Investissement Administratif	253.600	135.950	247.000	1.150.750	5,50	16,1
Total Investissement Administrations	464.760	1.013.950	1.442.000	7.647.900	36,55	9,2
Logements privés modernes	27.600	40.300	86.000	304.950	1,46	20,9
Logements traditionnels	504.500	546.200	640.000	2.960.800	14,15	4,1
Achats véhicules	65.000	72.400	90.000	405.000	1,93	5,6
Total Investissement ménages	597.100	658.900	816.000	3.670.750	17,54	5,5
Total Investissements Bruts	1.646.162	2.902.550	4.026.000	20.926.700	100,00	8,5
Etudes	49.800	78.690	70.270	444.950	-	-
Opération production	286.900	231.000	435.000	1.839.000	-	17,1
Total Financements	1.984.862	3.212.240	4.531.270	23.210.650	-	9,0

Tableau 8

NATURE DES INVESTISSEMENTS BRUTS EFFECTUES PAR LES AGENTS ECONOMIQUES.

en milliers de F.Bw.	1 9 7 0				1 9 7 6				
	Agents	Matériel	Bâtiment T.P.	Accroissement du cheptel	Total	Matériel	Bâtiment T.P.	Accroissement du cheptel	Total
<u>Entreprises</u>									
Secteur primaire	52.400	42.400	50.027	144.827	255.000	395.000	60.000	710.000	
Secteurs secondaire et tertiaire	222.120	51.155	-	273.275	668.500	167.000	-	835.500	
Enseignement-Santé		166.200	-	166.200	22.000	200.500	-	222.500	
Total Entreprises	274.520	259.755	50.027	584.302	945.500	762.500	60.000	1.768.000	
Administrations	169.420	295.340	-	464.760	565.500	876.500	-	1.442.000	
<u>Ménages</u>									
Logements modernes		27.600		27.600		86.000		86.000	
Logements tradition- nels		504.500		504.500		640.000		640.000	
Achats véhicules	65.000			65.000	90.000			90.000	
Total ménages	65.000	532.100		597.100	90.000	726.000		816.000	
Total Investisse- ments Bruts	508.940	1.087.195	50.027	1.646.162	1.601.000	2.365.000	60.000	4.026.600	

CHEMINEMENT DES INVESTISSEMENTS BRUTS PAR SOURCE DE FINANCEMENT

Tableau 9

	1 9 7 0	1 9 7 2	1 9 7 3	1 9 7 4	1 9 7 5	1 9 7 6	Total 1972-1976	En pourcen- tages
<u>Secteur Primaire</u>								
Financement privé	50.027	114.500	125.600	193.600	178.200	189.700	801.600	3,83
Financement public	94.800	227.800	329.000	570.500	512.000	520.300	2.159.600	10,32
Total Secteur primaire	144.827	342.300	454.600	764.100	690.200	710.000	2.961.200	14,15
<u>Secteur Secondaire</u>								
Financement privé	22.640	189.250	249.350	345.500	173.250	267.000	1.224.350	5,85
Financement public	41.200	316.100	552.750	878.700	841.500	491.500	3.080.550	14,72
Total Secteur secondaire	63.840	505.350	802.100	1.224.200	1.014.750	758.500	4.304.900	20,57
<u>Secteur Tertiaire</u>								
Financement privé	206.805	40.000	177.300	76.000	62.000	77.000	432.300	2,07
Financement public	2.630	24.000	-	-	-	-	24.000	0,11
Total Secteur tertiaire	209.435	64.000	177.300	76.000	62.000	77.000	456.300	2,18
Enseignement - Santé Financement Public	166.200	318.050	546.150	502.850	296.100	222.500	1.885.650	9,01
<u>Total Investissements - Entreprises</u>								
Financement privé	279.472	343.750	552.250	615.100	413.450	533.700	2.458.250	11,75
Financement public	304.830	885.950	1.427.900	1.952.050	1.649.600	1.234.300	7.149.800	34,16
Total Investissements - Entreprises	584.302	1.229.700	1.980.150	2.567.150	2.063.050	1.768.000	9.608.050	45,91
<u>Inves. Administrations</u> Financement Public	464.760	1.013.950	1.421.300	1.637.150	2.133.500	1.442.000	7.647.900	36,55
<u>Invest. Ménages</u> Financement privé	597.100	658.900	693.500	730.850	771.500	816.000	3.670.750	17,54
<u>Total Invest.Bruts</u> Financement Privé	876.572	1.002.650	1.245.750	1.345.950	1.184.950	1.349.700	6.129.000	29,29
Financement Public	769.590	1.899.900	2.849.200	3.539.200	3.783.100	2.676.300	14.797.700	70,71
Total Investissements Bruts	1.646.162	2.902.550	4.094.950	4.935.150	4.968.050	4.026.000	20.926.700	100,00

Section VI. L'évolution du commerce extérieur.

Les échanges extérieurs se développeront, au cours de la période, à un rythme annuel relativement rapide : 7,6 % pour les exportations et 9,8 % pour les importations. Ces dernières passeront de 3,3 milliards de F.Rw en 1970 à 5,8 milliards en 1976, et les exportations de 2,7 à 4,1 milliards. Le déficit commercial qui était de 621 millions en début de période, atteindra 1.630 millions en 1976. Le plus clair de ce déficit correspond en fait à des importations de biens d'équipement; les seuls investissements en matériel et véhicules passeront on l'a vu, de 509 millions de F.Rw à 1.601 millions, en grande partie financés par l'aide extérieure.

I) Les exportations.

Si le taux moyen de croissance des exportations se maintient à 7,6 % par an, au cours de la période, deux produits seulement en seront responsables : le thé noir, dont les exportations passeront de 93 à 407 millions (27,9 % d'augmentation annuelle) et la pyrèthrine, 257 millions d'exportations en 1976 contre 30 en 1970, soit près de 43 % de croissance par an (cf. le tableau 10). Les exportations de coton-graine connaîtront un rythme d'expansion rapide, 16,3 % par an, mais leur total ne dépassera pas 7 millions en 1976 (0,17 % du total). En outre, quelques exportations nouvelles feront leur apparition : fruits et légumes, fleurs, ciment, peaux travaillées, pour des valeurs faibles, puisque l'ensemble ne représentera que 4 % des exportations totales en 1976.

Par contre, les trois catégories principales d'exportation : produits miniers, café marchand et produits animaux verront leur importance relative diminuer considérablement : elles fourniront seulement près de 80 % du total en 1976, contre plus de 94 % en 1970.

Cette évolution inévitable à court terme, compte tenu des contraintes qui pèsent sur ces trois catégories de production, devra être corrigée à un horizon plus éloigné; car l'essor des exportations ne pourrait se maintenir longtemps s'il devait reposer sur un nombre aussi limité de produits.

Il sera donc indispensable de prévoir, au-delà de la période 1970-1976, un accroissement important des exportations de produits miniers, de gaz du lac Kivu, de café et de peaux travaillées. Il conviendrait également de rechercher avec les pays voisins la possibilité de lancer des productions industrielles destinées à plusieurs marchés : articles textiles et articles chaussants, ciment, articles ménagers etc..

../....

2) Les importations.

Parmi les importations dont le rythme de croissance se maintiendra à 9,8 % par an au cours de la période, le groupe le plus important : les produits des industries mécaniques et électriques, se développera très rapidement pour répondre aux besoins de biens d'équipement et de véhicules utilitaires. Les importations passeront de 879 millions de F.Rw en 1970 à 1.971 millions en 1976, soit 14,4 % d'augmentation annuelle, à cette date elles représenteront plus de 34 % du total contre moins de 27 % en début de période (cf. le tableau II).

De même, la croissance des importations de bois et d'articles en bois (plus de 18 % par an) est pour partie liée aux constructions et aux travaux publics.

De leur côté, les importations de produits vivriers augmenteront également à un rythme très rapide (plus de 19 % par an) : il s'agit surtout de blé destiné à la meunerie, mais leur importance relative restera faible, puisqu'elles ne représenteront en 1976 que 1,8 % du total contre 1,1 % en début de période.

Quant aux importations de papier et d'articles en papier, leur croissance rapide (16,5 % par an) résultera de l'augmentation de la demande des entreprises et tout particulièrement du commerce et de l'enseignement. Leur importance relative restera toutefois modeste : 2,7 % en 1976 contre 1,9 % en 1970.

Par contre, le développement des productions locales suscitera un ralentissement notable dans la croissance des importations de produits textiles et de chaussures (5,3 % d'augmentation par an) de produits chimiques (5,1 %), de produits alimentaires et de produits manufacturés (9,8 % de croissance annuelle). La production de ciment entraînera, de même, une forte diminution du taux de croissance des importations de produits minéraux non métalliques (7,8 % par an).

Il reste que les importations de produits textiles et d'articles chaussants représenteront encore en 1976 près de 17 % du total et approcheront du milliard de F.Rw contre 700 millions en 1970; et celles de produits alimentaires approcheront également en 1976 de 16 % du total comme en 1970, avec un total de plus de 900 millions contre 525 en début de période.

Globalement, les produits destinés à l'alimentation (produits vivriers, animaux et alimentaires) absorberont encore près de 35 % du total des importations en 1976, contre 39 % en 1970.

C'est aussi dans ces secteurs de l'habillement et de l'alimentation que des efforts supplémentaires devront être faits, au cours des prochaines années, pour couvrir par la production locale une plus grande partie des besoins et réserver les devises disponibles aux importations de biens d'équipement et de production et aux articles de consommation impossibles à produire sur place.

Tableau 10.

EXPORTATIONS.

62

en milliers de F.Rw.	VALEUR		STRUCTURE		Taux annuel croissance
	1970	1976	1970	1976	
Fruits, légumes, fleurs	-	80.000	-	1,93	-
Quinquina	11.834	15.200	0,44	0,44	7,4
Coton - graine	2.827	9.000	0,11	0,17	16,3
Divers	-	6.000	-	0,14	-
Peaux brutes	37.264	47.100	1,39	1,14	4,0
Produits animaux	84.356	110.200	3,16	2,66	4,5
Produits miniers	889.490	1.167.720	33,30	28,21	4,6
Produits bruts	1.025.771	1.436.220	38,40	34,69	5,8
Café marchand	1.504.209	1.941.610	56,30	46,90	4,4
Thé noir	92.642	405.600	3,47	9,82	27,9
Peaux travaillées	-	11.100	-	0,27	-
Pyrèthrine - Pyrèthre	30.152	257.300	1,13	6,22	42,9
Produits agricoles et animaux transformés	1.627.003	2.616.610	60,90	63,21	8,3
Courant électrique	18.700	12.000	0,70	0,29	-
Ciment	-	75.000	-	1,81	-
Autres produits industriels	18.760	87.000	0,70	2,10	29,1
Total Exportations	2.671.534	4.139.830	100,00	100,00	7,6

en milliers de F.Rw.	Valeur		Structure		Taux annuel de croissance
	1970	1976	1970	1976	
Produits vivriers	36.880	106.035	1,12	1,84	19,2
Produits animaux	3.455	3.899	0,11	0,07	2,0
Produits alimentaires	525.190	918.640	15,95	15,92	9,8
Produits Textiles - chaussures	713.550	972.692	21,67	16,86	5,3
Bois - articles en bois	41.810	115.472	1,27	2,00	18,5
Papier - Edition	62.410	155.937	1,90	2,70	16,5
Produits chimiques - Pétrole	489.630	661.190	14,87	11,46	5,1
Produits minéraux non métal- liques, ciment, verre	111.470	174.492	3,39	3,02	7,8
Produits sidérurgiques, Autres articles manufac- turés	93.510	163.631	2,84	2,84	9,8
Industries mécaniques et électriques	878.680	1.971.222	26,69	34,16	14,4
Courant électrique	1.600	12.440	0,05	0,22	41,0
Transports	246.700	363.115	7,49	6,29	6,7
Assurances - Services	87.243	150.936	2,65	2,62	9,6
T O T A L	3.292.128	5.769.701	100,00	100,00	9,8

Section VII. L'évolution démographique et la création d'emplois salariés.

L'enquête démographique effectuée en 1970-1971, dont on ne connaît encore que des résultats provisoires, donne pour 1970 une population de 3.724.000 personnes dont 3.594.000 rurales et 130.000 urbaines. Le rythme moyen de croissance globale d'ici 1976 sera de 2,84 % par an, ce qui portera la population à 4.405.000 personnes en 1976, dont 4.210.000 rurales et 195.000 urbaines. Les taux respectifs de croissance de ces deux catégories de population étant de 2,67 % et 7 % par an. La population rurale qui représentait 96,5 % de la population totale en 1970, formera encore 95,6 % de celle-ci en 1976, tandis que le pourcentage de la population urbaine passera de 3,5 % à 4,4 % entre ces deux dates.

soit :

Population	Période 70-76 taux annuel de croissance		Structure		
			1970	1976	
Rurale	3.594.000	4.210.000	2,67	96,5	95,6
Urbaine	130.000	195.000	7,0	3,5	4,4
Total	3.724.000	4.405.000	2,84	100,0	100,0

Toutefois si, d'un point de vue économique, on définit la population rurale comme celle qui tire ses moyens de subsistance principalement d'activités rurales, la répartition géographique de l'enquête ne saurait s'appliquer. De nombreuses familles vivant dans des agglomérations considérées comme urbaines tirent, en effet, le plus clair de leurs revenus de l'exploitation de leurs champs et restent, d'un point de vue économique, rurales.

D'après l'enquête de consommation alimentaire effectuée de 1966 à 1972 par l'I.N.R.S., près de 10 % du nombre des familles à Kigali et près de 13 % à Butare sont constitués par des familles de cultivateurs(I).

En outre, plus de 91 % des familles à Kigali et 83 % à Butare continuent de cultiver des champs, ce qui signifie qu'une partie plus ou moins importante des moyens de subsistance de ces familles provient d'activités rurales; et le fait d'avoir un salarié, ou plusieurs, ne suffit pas à classer comme non-rurale une famille, si la majeure partie de ses moyens de subsistance lui vient de l'exploitation de champs.

(I) Une enquête de consommation alimentaire en république rwandaise par H.L. Vis, C. Yourassowsky et H. Van Der Borcht, I.N.R.S., 1972.

Par ailleurs, il existe en dehors des agglomérations urbaines des gens qui tirent leurs moyens de subsistance principalement d'activités non-rurales : fonctionnaires, commerçants, transporteurs, salariés d'entreprises de travaux publics et qui, dans l'enquête, sont classés parmi la population rurale.

Or, pour pouvoir se faire une idée des incidences de l'augmentation de la production intérieure rurale et non-rurale sur les revenus des populations concernées, il était important de déterminer le nombre de gens qui tirent effectivement le plus clair de leurs moyens de subsistance d'activités rurales, d'une part, et à l'inverse le nombre de ceux qui tirent la majeure partie de leurs moyens d'existence d'activités non rurales.

Tout d'abord, de façon empirique, on a considéré comme activités rurales non seulement l'ensemble des activités du secteur primaire : agriculture, élevage, pêche et forêts, mais également l'artisanat alimentaire et les formes traditionnelles d'artisanat : vannerie, menuiserie, poterie et finalement les constructions traditionnelles.

Par différence, toutes les autres activités secondaires et tertiaires, y compris la fonction publique et l'artisanat minier, étaient considérées comme des activités non-rurales.

Ensuite, puisqu'il n'était pas possible d'attribuer directement la production rurale à la population considérée comme rurale dans l'enquête démographique, et qu'il était difficile par ailleurs de trouver des statistiques valables sur le nombre de gens qui vivent effectivement de cette production, on a cherché à déterminer, au contraire, le nombre de ceux qui vivent des fruits de la production non-rurale.

Les comptes économiques 1969-1970, en premier lieu, donnent les salaires versés aux nationaux et aux expatriés par chacune des branches d'activités, y compris par les administrations. D'un autre côté, la Direction des statistiques effectue chaque année une enquête auprès des entreprises industrielles, qui donne de bonnes informations sur l'emploi dans la plupart des branches du secteur secondaire. La Direction du travail et de la sécurité sociale fournit également des statistiques sur l'emploi et les rapports annuels des différents ministères donnent l'état de leurs effectifs, nationaux et expatriés, sous-contrat et sous-statut. On a cherché, alors, à faire cadrer les différentes statistiques d'emplois obtenues avec les salaires versés par les différentes branches de la Comptabilité nationale. On a ainsi classé, parmi les effectifs des entreprises de travaux publics, ceux de la Direction des Ponts et Chaussées, et la branche des communications comprend les effectifs des P.T.T., des télécommunications, de la presse et de la radio, sauf ceux de Deutsche Welle.

En rapprochant les salaires versés par les branches des emplois qu'elles sont supposées fournir, on a pu vérifier la vraisemblance du nombre des emplois d'après les salaires moyens qui en ressortent pour les nationaux et pour les expatriés. D'après les salaires moyens versés par les branches des entreprises industrielles et des administrations où les statistiques d'emplois sont les meilleures, on a pu en effet rectifier le chiffre des effectifs des branches où les salaires moyens apparaissaient nettement invraisemblables.

Le tableau 12 présente ainsi, par grand secteur d'activités, les salaires versés et les emplois en 1970, en distinguant les nationaux et les expatriés. Les emplois non permanents ont été ici comptabilisés en équivalents d'emplois permanents, sur la base de 300 journées de travail pour un emploi permanent.

Pour calculer les emplois en 1976, on a divisé les salaires qui seront versés cette année-là par les différentes branches d'activités et par les administrations, par le montant des salaires moyens par branche, versés aux nationaux et aux expatriés en 1970.

Le tableau 12 donne également pour 1976 les prévisions en matière d'emplois et de salaires par grand secteur, et les augmentations qui en résultent pour la période 1970-1976.

Il faut souligner, tout de suite, le caractère approximatif des chiffres d'emplois avancés, compte tenu de l'incertitude des données obtenues pour 1970. Ils ont toutefois le mérite d'être cohérents avec les chiffres de salaires des tableaux de Ressources-Emplois et des Tableaux économiques d'ensemble, pour les années 1970 et 1976.

On constate qu'aux 87.000 emplois salariés de 1970 devraient s'ajouter, en cours de période, près de 44.000 emplois nouveaux, portant à près de 131.000 salariés le chiffre d'emplois de 1976. 56 % des emplois nouveaux seront créés par le secteur privé qui ne représentait en 1970 que 48 % du total des emplois salariés. Dans ce secteur, les industries et les entreprises de bâtiment et de travaux publics seront les plus gros fournisseurs d'emplois nouveaux : 6.764 pour les industries et 6.731 pour le bâtiment et les travaux publics. En outre, alors que ces deux groupes d'activités n'avaient en 1970 que respectivement 7,5 et 5 % des emplois totaux, ils fourniront, d'ici 1976, 15,5 et 15,4 % des emplois nouveaux. Ceci souligne le rôle moteur que joueront les industries et surtout les entreprises de bâtiment et de travaux publics dans la croissance du pays, au cours des prochaines années. Toutes les autres activités du secteur privé :

.../...

agriculture, mines, services et personnel domestique créeront moins d'emplois, d'ici 1976, qu'elles n'en avaient en 1970, tandis que les industries qui avaient en 1970 6.618 salariés en auront 6.764 de plus en 1976 et les entreprises de bâtiment et travaux publics qui n'avaient en 1970 que 4.319 salariés en embaucheront 6.731 de plus d'ici 1976.

Le secteur public, y compris la santé et l'enseignement fournira 26 % des emplois nouveaux (11.379), alors qu'il représentait près de 28 % des emplois en 1970. Seul l'enseignement, avec 4950 emplois nouveaux fournira relativement plus d'emplois (11,3 % des emplois nouveaux) qu'il n'en avait en 1970 (9,4 % du total).

Les activités artisanales, enfin, dont les rythmes de croissance seront relativement lents, sauf pour le commerce traditionnel, créeront près de 18 % des nouveaux emplois (7.800) alors qu'elles représentaient en 1970 24,5 % des emplois salariés totaux.

Au reste, la structure de l'emploi salarié changera peu entre 1970 et 1976 : le léger recul de l'artisanat qui fournira 22,3 % des emplois en 1976 contre 24,5 % en 1970 sera compensé par les progrès du secteur privé : 50,6 % des emplois en 1976 contre 47,8 % en 1970. L'administration maintiendra à peu près sa position : 27,1 % du total des emplois en 1976 contre 27,7 % en 1970.

Il faut remarquer, toutefois, qu'une partie de ces emplois salariés concernent des activités que nous avons considérées comme rurales : agriculture moderne et constructions traditionnelles.

Si l'on retranche du total ces emplois ruraux, le montant des emplois considérés comme non-ruraux n'est plus que de 72.277 en 1970 et 110.720 en 1976. Par contre, les entrepreneurs individuels du commerce traditionnel et les propriétaires d'immeubles et de logements ont perçu 1,7 milliard de revenus en 1970 et ils en toucheront 2,6 milliards en 1976. En estimant à 60.000 F.Rw en moyenne les revenus de chacun d'eux, on arrive à 28.700 emplois pour les entrepreneurs individuels en 1970 et à 37.250 en 1976.

Au total, les emplois non-ruraux approchaient de 104.000 en 1970 et atteindront 148.000 en 1976.

Ces chiffres d'emplois confirment que la population recensée comme urbaine en 1970 (130.000 personnes) ne saurait correspondre aux emplois non-ruraux, car cela signifierait que chaque emploi n'assurerait la subsistance que de 1,2 personne en moyenne, ce qui est manifestement faux (1)

(1) L'enquête démographique de 1970-1971 classe ainsi la population résidente de 15 ans et plus suivant la catégorie socio-professionnelle des enquêtés. En laissant de côté les retraités et les sans professions, on constate que 28 % seulement des emplois non-ruraux se trouvent localisés dans une agglomération urbaine et que 72 % le sont dans la zone rurale.

En tenant compte des résultats de l'enquête de consommation pour Kigali et Butare, on a estimé que les revenus par tête des non-ruraux devaient approcher en moyenne de 12.000 F.Rw par an. Et c'est à partir de cette somme qu'on a estimé le nombre des personnes à charge de chaque salarié et de chaque entrepreneur individuel.

Cela signifie qu'un salarié qui gagne 36.000 F.Rw par an est en mesure d'entretenir 3 personnes et que si sa famille compte 5 membres deux d'entre eux tirent leurs ressources d'activités rurales, ce que semblent confirmer l'enquête de consommation et l'enquête démographique (2).

De la sorte, les 101.000 travailleurs de 1970 ont dû subvenir aux besoins d'une population non-rurale de 345.500 personnes, auxquelles s'ajoutaient 4.500 expatriés, soit 350.000 non-ruraux au total. De la même façon, on est arrivé pour 1976 à une population non-rurale de 505.000 personnes dont 7.000 expatriés et 498.000 nationaux, soit au total :

Population vivant d'activités :	1970	1976	Taux annuel de croissance	Structures	
				1970	1976
<u>Rurales</u>	3.374.000	3.900.000	2,4	90,6	88,5
<u>Non-rurales :</u>					
nationaux	345.500	498.000	6,3	9,3	11,3
expatriés	4.500	7.000	7,6	0,1	0,2
Total non-ruraux	350.000	505.000	6,3	9,4	11,5
Total population	3.724.000	4.405.000	2,84	100,0	100,0

Secteur VIII. L'évolution de la production et des revenus par tête.

Une fois estimé le nombre de personnes tirant principalement leurs ressources d'activités rurales et celui des non-ruraux, il devenait possible de répartir entre ces deux types de population la production intérieure rurale et non-rurale.

- (2) Dans les agglomérations urbaines, en effet, d'après l'enquête démographique, seulement 27 % des emplois correspondent à des activités non-rurales ; c'est à dire que 73 % des emplois urbains sont le fait d'exploitants ou de salariés agricoles, dont près de 59 % sont des femmes.

Tableau 12.

REPARTITION DES EMPLOIS SALARIES ET DES SALAIRES VERSES EN 1970 ET 1976 PAR SECTEUR MODERNE.

SECTEUR MODERNE	1 9 7 0						1 9 7 6						AGGREGISSEMENT ANNUEL DE LA MAILLONNIÈRE (%)	TOTAL DES EMPLOIS TOUTES CATEGORIES					
	NOMBRE DES EMPLOIS			SALAIRES (milliers F.Rw)			NOMBRE DES EMPLOIS			SALAIRES (milliers F.Rw)				1 9 7 0	Ac-croissement	1 9 7 6	POUR CENT		
	NATIONAUX PERMANENTS	NATIONAUX N.P.P. EXPRIMES EN P.P.	EXPATRIÉS	TOTAL NATIONAUX	TOTAL EXPATRIÉS		NATIONAUX PERMANENTS	NATIONAUX N.P.P. EXPRIMES EN P.P.	EXPATRIÉS	TOTAL NATIONAUX	TOTAL EXPATRIÉS								1 9 7 0
1- Agriculture moderne	3.010	1.246	1	39.466	86	4.400	1.690	1	58.219	127	6,2	0	4.257	1.834	6.091	4,9	4,2	4,6	
2- Mines et Gaz naturel	6.531	1.440	145	220.350	45.700	8.640	1.900	190	289.843	59.877	4,8	4,6	8.116	2.614	10.730	9,3	6,0	8,2	
3- INDUSTRIES* dont (Bâtiment-T.P.)	9.388	1.246	303	398.395	121.260	21.342	2.430	660	948.910	274.630	14,3	13,8	10.937	13.495	24.432	12,5	30,9	18,7	
4- Services**	(4.045)	(178)	(96)	(263.000)	(50.000)	(10.340)	(460)	(250)	(674.050)	(128.140)	(16,9)	(17,3)	(4.319)	(6.731)	(11.050)	(5,0)	(15,4)	(8,4)	
5- Personnel de maison	8.128	-	262	205.001	100.418	12.658	-	409	320.330	156.495	7,7	7,7	8.390	4.677	13.067	9,6	10,7	10,0	
Secteur Privé S/total	10.000	-	-	170.000	-	11.900	-	-	203.000	-	2,9	-	10.000	1.900	11.900	11,5	4,3	9,1	
6- Services d'Enseignement	37.057	3.932	711	1.033.212	267.464	58.940	6.020	1.260	1.820.302	491.129	8,0	10,0	41.700	24520	66.220	47,8	56,1	50,6	
7- Services de Santé	7.715	-	450	391.150	346.600	12.400	-	715	620.695	550.000	8,2	8,0	8.165	4950	13.115	9,4	11,3	10,0	
8- Autres services publics	2.147	-	134	80.460	80.900	2.900	-	186	109.645	110.240	5,1	5,6	2.281	805	3.086	2,6	1,9	2,4	
Secteur Public S/total	13.372	-	288	761.950	542.200	18.900	-	384	1.081.000	729.000	5,9	4,9	13.660	5624	19.284	15,7	12,9	14,7	
SECTEUR MODERNE T O T A L	23.234	-	872	1.233.560	969.700	34.200	-	1.285	1.811.340	1.389.240	6,7	6,7	24.106	11379	35.485	27,7	26,1	27,1	
SECTEUR MODERNE T O T A L	60.291	3.932	1.583	2.266.772	1.237.164	93.140	6.020	2.545	3.631.642	1.880.369	7,5	8,2	65.806	35899	101.705	75,5	82,2	77,7	

** y compris les services publics des Communications

* y compris la Direction des Ponts et Chaussées.

Tableau 12 bis.

REPARTITION DES EMPLOIS SALARIES ET DES SALAIRES VERSES EN 1970 ET 1976 PAR SECTEUR TRADITIONNEL.

SECTEUR TRADITIONNEL	1 9 7 0				1 9 7 6				ACROISSEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE (%)	TOTAL DES EMPLOIS TOUTES CATEGORIES							
	NOMBRE DES EMPLOIS		SALAIRES (milliers F.Rw)		NOMBRE DES EMPLOIS		SALAIRES (milliers F.Rw)			1 9 7 0	Acroissement	POUR CENT					
	NATIONALS PERMANENTS	NATIONALS N.P. EXPRIMES EN P.	TOTAL NATIONALS	TOTAL EXPATRIES	NATIONALS PERMANENTS	NATIONALS N.P. EXPRIMES EN P.	TOTAL NATIONALS	TOTAL EXPATRIES				1 9 7 6	1970-1976	1 9 7 6			
1- MINES + CARRIERES ***	8.550	-	-	123.600	-	11.950	-	-	172.640	-	5,7	8.550	3400	11.950	9,8	7,8	9,1
2- ARTISANATS (Construction traditionnelle)	9.040	-	-	147.500	-	11.500	-	-	189.363	-	4,1	9.040	2460	11.500	10,4	5,6	8,8
3- SERVICES (Commerce traditionnel)	3.760	-	-	35.000	-	5.700	-	-	53.065	-	7,2	3.760	1940	5.700	4,3	4,4	4,4
SECTEUR TRADITIONNEL TOTAL	21350	-	-	306.100	-	29.150	-	-	415.068	-	5,3	21.350	7800	29.150	44,5	17,8	22,3
TOTAL GLOBAL	81641	3.932	1.583	2.572.872	1.237.164	122.290	6.020	2545	4.046.710	1.880.369	7,0	87.156	43699	130.855	100,0	100,0	100,0

*** y compris les entrepreneurs individuels des carrières.

Le tableau 13 effectue cette ventilation : la production rurale passera de 14,6 milliards de F.Rw en 1970 à près de 18 milliards en 1976, soit 3,5 % de croissance annuelle, tandis que la production non -rurale atteindra 10,2 milliards en 1976 contre 6,1 milliards en 1970, soit un rythme de croissance de 8,9 % par an, contre 5,2 % pour l'ensemble de la production intérieure. Toutefois, si l'on ne considère que la production commercialisée, l'écart devient moins important, puisque la production rurale doit croître de 4,5 % par an contre 8,9 % pour la production non-rurale et 6,9 % pour l'ensemble de la production commercialisée.

Si l'on tient compte, par contre, de l'importance et de la croissance respective de ces deux types de population, on constate qu'en valeur absolue et en taux d'augmentation, les résultats restent très modestes.

La production intérieure par tête qui était en 1970 de 5.557 F.Rw , dont près de 43 % auto-consommés, atteindra seulement 6.390 F.Rw par tête en 1976, soit 2,4 % d'augmentation annuelle. Toutefois, comme la production auto-consommée croîtra moins vite que la production intérieure et diminuera de 0,04 % par tête et par an, la production commercialisée, elle, augmentera de 4 % par tête et par an (cf. le tableau 13).

Par contre, la population rurale augmentant de 2,4 % par an pour une production qui croîtra de 3,5 %, le taux d'augmentation de la production rurale par tête ne sera que de 1,1 % par an, ce qui est très faible, dont 0,4 % de croissance de l'auto-consommation et 2,1 % pour la production rurale commercialisée.

Quant aux non-ruraux, leurs effectifs augmentant de 6,3 % par an, pour une production croissant au rythme de 8,9 %, l'augmentation de la production non-rurale par tête et par an sera de 2,6 %.

La production commercialisée, tant des ruraux que des non-ruraux, augmentera finalement à des rythmes assez voisins (2,1 et 2,6 % par an). Pour n'être pas négligeables ces accroissements de production par tête restent pourtant très faibles si l'on tient compte de leur valeur absolue en début de période : la production rurale commercialisée par tête et par an ne dépassait pas 1.727 F.Rw en 1970 et elle n'atteindra pas 2.000 F en 1976 (1955 F.). Il s'agit là, dans les deux cas, de chiffres de production extrêmement peu élevés, maintenant à un niveau très bas le pouvoir d'achat des ruraux.

.../...

Quant aux non-ruraux, leur production annuelle par tête atteignait seulement 17.344 F.Rw en 1970 (186 dollars), elle sera de 20.125 F en 1976 (216 dollars). En outre, une partie non négligeable de cette production non-rurale est constituée par les bénéfices et les provisions pour amortissements des entreprises ce qui diminue d'autant les revenus effectivement touchés par les ménages non-ruraux.

Pour mesurer, par suite, de façon plus précise, les incidences de la croissance sur les revenus des ruraux et des non-ruraux, on a attribué à ces deux catégories de populations, les revenus qui leur sont directement versés par les entreprises et les administrations : salaires et traitements, revenus d'entrepreneurs individuels. On n'a pas tenu compte, toutefois, d'un certain nombre de transferts et subventions qui augmentent effectivement les revenus des ménages (cf. le tableau 15), mais qui ne sont pas directement liés à la production intérieure. Les salaires et traitements versés à leurs agents par les administrations publiques et privées sont par contre la rémunération de services rendus, considérés comme nécessaires au bon fonctionnement des institutions et de l'économie, et à ce titre payés grâce aux impôts prélevés sur la production.

Le tableau 14 donne pour les ruraux et les non-ruraux l'évolution de leurs revenus de 1970 à 1976. Ceux des ruraux passeront de 14 milliards de F.Rw en 1970 à 17,3 milliards en 1976 ; ceux des non-ruraux nationaux atteindront 6,4 milliards en 1976, contre 4,1 milliards en 1970 et ceux des expatriés seront de 1,9 milliard en 1976 contre 1,2 milliard en 1970.

Le rythme de croissance des revenus globaux, au cours de la période 1970-1976, sera ainsi de 4,7 % par an (25,6 milliards en 1976 au lieu de 19,4 milliards en 1970). Celui des ruraux sera de 3,6 % par an (dont 4,9 % pour les revenus monétaires) et celui des non-ruraux de 7,5 % par an, dont 7,7 % pour les nationaux et 7,2 % pour les expatriés.

En tenant compte de la croissance respective de ces populations, on constate que les revenus, par tête et par an, des ruraux passeront de 4.154 F.Rw en 1970 à 4.443 F en 1976, soit une augmentation annuelle de 1,2 %. Quant à leurs revenus monétaires, ils atteindront 1.786 F.Rw par tête et par an en 1976 contre 1.547 F en 1970, soit un rythme de croissance de 2,5 %, sans doute déjà appréciable, mais ne correspondant qu'à une augmentation de 2,6 dollars par tête en six années (19,2 dollars en 1976 contre 16,6 dollars en 1970).

Pour les non-ruraux, dont les revenus moyens par tête seront de 16.410 F.Rw en 1976 contre 15.272 F en 1970, le taux de croissance ne sera également que de 1,2 % par tête et par an. Celui des nationaux augmentera de 1,4 % par tête et par an, leurs revenus passant de 11.890 F.Rw en 1970 à 12.865 F en 1976, soit un peu plus de 10 dollars d'augmentation en six années.

Quant aux expatriés, leurs revenus moyens, par tête et par an, diminueront en fait de 0,4 % par an, en raison de la croissance plus rapide des emplois du secteur privé, dont la rémunération moyenne est plus faible que celle du secteur public.

Si l'on compare les rythmes d'accroissement, par tête et par an, des revenus ruraux et non-ruraux, on constate qu'ils seront en fait identiques (1,2 % par an) : le gonflement plus rapide des revenus distribués aux non-ruraux se trouvant compensé par la croissance également plus rapide de la population non-rurale.

En comparant, en outre, les rythmes d'augmentation, par tête et par an, de la production non-rurale et des revenus non-ruraux, on remarque que sur une croissance annuelle de 2,6 % de la production non-rurale seulement 1,2 % va aux ménages non-ruraux; le reste, 1,4 %, va aux entreprises, sous forme d'amortissements ou de bénéfices et, pour une faible part, aux administrations, puisque ces dernières reversent aux ménages, sous forme de traitements et salaires, la majeure partie des impôts indirects perçus sur les entreprises (86 % en 1970 et 76 % en 1976).

On verra, ainsi, en établissant les comptes des entreprises, que ces dernières ont disposé en 1970 de 515 millions de capacité de financement dont elles n'ont pas trouvé l'utilisation dans des investissements locaux; cette capacité de financement inemployée représentera 1.261 millions de F.Rw en 1976 (cf. les tableaux 28 et 29).

En définitive, si la croissance globale de la masse des revenus distribués semble assez satisfaisante, près de 5 % par an; le rythme d'augmentation de la population rurale et non-rurale réduit à peu de chose, pour ces deux types de populations, les effets de la croissance économique.

Pour pouvoir, à plus long terme, relever de façon substantielle le niveau des revenus par tête, il est indispensable que le pouvoir d'achat des ruraux atteigne d'abord le seuil où une politique d'industrialisation accélérée deviendra possible, grâce à un marché intérieur suffisamment développé.

Nous sommes ainsi ramené au problème déjà posé de la modernisation du monde rural et de l'accroissement de ses revenus monétaires. La solution de ce problème requiert un très largement développement des plantations et des cultures de rapport, ce qui suppose la mise en valeur de nouvelles terres, l'accroissement de la productivité et l'extension de la superficie des exploitations existantes.

Tableau 13 et 14.

Tableau 13.

PRODUCTION INTERIEURE RURALE ET NON-RURALE.

74

en milliers de F.Rw

Production rurale	1970			1976			
	Commerc.	Non com.	Total	Commerc.	Non com.	Total	
Total Primaire	4.271.833	7.917.570	12.189.403	5.775.465	9.323.200	15.098.665	
31T Artisanat alimentaire	1.059.770	877.900	1.937.670	1.205.710	1.038.000	2.243.710	
32T Vannerie artisanale	233.800	-	233.800	296.295	-	296.295	
33T Menuiserie artisanale	14.650	-	14.650	18.535	-	18.535	
36T Poterie artisanale	100.800	-	100.800	139.347	-	139.347	
50T Constructions Traditionnelles	147.500	-	147.500	189.363	-	189.363	
Total Production Rurale	5.828.353	8.795.470	14.623.823	7.624.715	10.361.200	17.985.915	
Mines	556.390	-	556.390	719.270	-	719.270	
Industrie	747.313	-	747.313	1.713.384	-	1.713.384	
50M Bâtiment T.P.	430.210	-	430.210	1.111.577	-	1.111.577	
Total Tertiaire	4.336.489	-	4.336.489	6.618.519	-	6.618.519	
Total Production non-rurale	6.070.402	-	6.070.402	10.163.214	-	10.163.214	
Total P.I.B.	11.898.755	8.795.470	20.694.225	17.787.929	10.361.200	28.149.129	
Production par tête en F.Rw.							
F.I.B. par tête	3.195	2.362	5.557	4.038	2.352	6.390	
Production rurale par tête	1.727	2.607	4.334	1.955	2.657	4.612	
Production non rurale par tête	17.344	-	17.344	20.125	-	20.125	
				Période 1970 - 1976			
Taux annuel de croissance				Commerc.	Non com.	Total	
(P.I.B.)				4,0	- 0,04	2,4	
Production rurale				2,1	0,4	1,1	
(Prod. non rurale)				2,6	-	2,6	
Production globale				6,9	2,8	5,2	
(Production rurale)				4,5	2,8	3,5	
(Production non rurale)				8,9	-	8,9	
Population							
	1970	1976	70-76	1970	1976	70-76	Population vivant d'activités :
rurale	3.594.000	4.210.000	2,67	3.374.000	3.900.000	2,4	rurales
urbaine	230.000	195.000	7,00	350.000	505.000	6,3	non rurales
TOTAL	3.724.000	4.405.000	2,84	3.724.000	4.405.000	2,84	TOTAL

Tableau 14

REVENUS DES RURAUX ET DES NON-RURAUX

75

en milliers de F.Rw	1970			1976			
	Monétaires	Non monét.	Total	Monétaires	Non monét.	Total	
Ruraux							
Salariés agricoles	39.466		39.466	58.219		58.219	
Exploitants ruraux	3.625.430	7.917.570	11.543.000	5.037.800	9.303.200	14.341.000	
Artisanat alimentaire	1.059.770	877.900	1.937.670	1.205.710	1.038.000	2.243.710	
Vannerie artisanale	233.800		233.800	296.295		296.295	
Menuiserie artisanale	14.650		14.650	18.535		18.535	
Poterie	100.800		100.800	139.347		139.347	
Construction traditionnelle	147.500		147.500	189.363		189.363	
Total ruraux	5.221.416	8.795.470	14.016.886	6.965.269	10.361.200	17.326.469	
Non-ruraux							
Nationaux							
Salariés	2.215.906		2.215.906	3.596.128		3.596.128	
Personnel domestique	170.000		170.000	203.000		203.000	
Entrepreneurs individuels	1.722.129		1.722.129	2.607.782		2.607.782	
Total nationaux	4.108.035		4.108.035	6.406.910		6.406.910	
Expatriés	1.237.164		1.237.164	1.880.369		1.880.369	
Total non-ruraux	5.345.199		5.345.199	8.287.279		8.287.279	
Total Revenus	10.566.615	8.795.470	19.362.085	15.252.548	10.361.200	25.613.748	
Population concernée (nombre de personnes)			1970	1976	Taux croissance 1970-76		
Ruraux			3.374.000	3.900.000	2,4		
Non-ruraux nationaux			345.500	498.000	6,3		
expatriés			4.500	7.000	7,6		
Total non-ruraux			350.000	505.000	6,3		
Total Population			3.724.000	4.405.000	2,84		
Revenus par tête		1970			1976		
en F.Rw	Monétaires	Non monét.	Total	Monétaires	Non monét.	Total	
Non-ruraux							
Nationaux	11.890		11.890	12.865		12.865	
Expatriés	274.925		274.925	268.624		268.624	
Total non-ruraux	15.272		15.272	16.410		16.410	
Ruraux	1.547	2.607	4.154	1.786	2.657	4.443	
Total Population	2.837	2.362	5.199	3.463	2.352	5.815	
Taux annuels de croissance		1970 - 1976			Monétaires	Non monét.	Total
<u>Revenus par tête</u>		<u>Non-ruraux</u>					
		nationaux		1,4		1,4	
		expatriés		0,4		0,4	
		Total non-ruraux		1,2		1,2	
		<u>Ruraux</u>		2,5	0,4	1,2	
		Total Population		3,4	- 0,04	1,9	
<u>Revenus globaux</u>		<u>Non-ruraux</u>					
		nationaux		7,7		7,7	
		expatriés		7,2		7,2	
		Total non-ruraux		7,5		7,5	
		Ruraux		4,9	2,8	3,6	
		TOTAL POPULATION		6,24	2,8	4,74	

Section IX : Les revenus et la consommation des ménages.

a) Les revenus des ménages.

En plus des revenus qu'ils tirent de leur travail : salaires et traitements et revenus des entrepreneurs individuels, les ménages reçoivent un certain nombre de transferts des administrations et des entreprises : intérêts et dividendes, assistance publique ou privée, prestations sociales, indemnisations pour dommages versées par les compagnies d'assurance.

Par contre, la subvention qui figure dans le compte des ménages pour les dépenses d'enseignement et de santé est constituée en majeure partie (71 % en 1970 et 68 % en 1976) par les salaires et traitements versés aux enseignants et au personnel médical et sanitaire, et correspond ainsi, avant tout, à des revenus salariés. Cette subvention est en réalité fictive, on l'a vu dans l'introduction, puisqu'elle correspond en réalité aux dépenses effectuées par les administrations publiques et privées pour l'enseignement et la santé publique. Et c'est pour pouvoir assimiler ces activités, qui concernent directement les ménages, aux entreprises productives du tableau de Ressources-Emplois, qu'on a fait fictivement acheter leur production par les ménages, qui devaient alors recevoir, en contrepartie, une subvention des administrations.

Le tableau 15 présente pour 1970 et 1976 les différentes sortes de revenus perçus par les ménages. Leur montant total passera de 20,6 milliards en 1970 à 27,6 milliards en 1976, soit un taux de croissance de 4,9 % par an.

On constate que près de 76 % des revenus des ménages en 1970 provenaient de l'activité des entrepreneurs individuels et avant tout des exploitants ruraux qui ont perçu près de 56 % du total.

Les revenus des salariés, y compris les enseignants et le personnel de la santé publique, ont procuré aux ménages en 1970 22 % de leurs revenus. Mais comme ils doivent croître d'ici 1976 à un rythme beaucoup plus rapide que les revenus des entrepreneurs individuels (7,8 % contre 4 % par an), il représenteront en fin de période près de 26 % du total des revenus, tandis que ceux des entrepreneurs individuels fourniront aux ménages moins de 72 % de leurs revenus contre près de 76 % en 1970. La baisse d'importance relative sera particulièrement sensible pour les exploitants ruraux, dont les revenus ne représenteront plus en 1976 que 52 % du total contre près de 56 % en 1970.

A l'inverse, ce sont les salaires distribués par les entreprises qui connaîtront l'augmentation de valeur relative la plus importante : avec un rythme annuel d'accroissement de près de 9 %, ils fourniront en 1976 plus de 14 % des revenus des ménages contre 11,4 % en 1970.

b) La consommation des ménages.

Les ménages consacreront 93 % de leurs revenus en 1970 et 91 % en 1976 à des achats de biens et services.

Le tableau 16 présente, par groupe de produits, les différentes dépenses de consommation effectuées par les ménages ces deux années-là. La part de l'auto-consommation familiale diminuera de façon sensible, puisqu'elle représentera moins de 43 % de la consommation totale en 1976 contre plus de 47 % en 1970. Au contraire, la consommation commercialisée augmentera en moyenne de 6 % par an, au cours de la période, passant de 10,1 à 14,4 milliards de F.Rw entre ces deux dates. Comme l'auto-consommation ne croîtra que de 2,8 % par an, le rythme global d'augmentation de la consommation des ménages d'ici 1976 sera seulement de 4,5 % par an, soit 1,7 % d'augmentation par tête.

La structure de cette consommation changera peu au cours de la période : les dépenses d'alimentation diminueront légèrement en importance relative et ne représenteront plus que 76,6 % du total contre 78,6 % en 1970. En contrepartie, la part des achats de produits manufacturés passera de 11,4 % en 1970 à 12,3 % en 1976 et celle des dépenses d'énergie et de services de 10 à 11,1 % soit :

Structure de la consommation des ménages par grands postes.

<u>Nature des consommations.</u>	<u>1970</u>	<u>1976</u>
Produits alimentaires	78,6	76,6
Articles manufacturés	11,4	12,3
Energie et services	10,0	11,1
Total	100,0	100,0

c) Le bilan alimentaire en 1970 et 1976.

Etant donné que les revenus et la consommation des ménages par tête augmenteront très lentement de 1970 à 1976, il était important de vérifier que la ration alimentaire ne risquait pas de subir une certaine détérioration, en quantité et surtout en qualité.

A partir des produits alimentaires, d'origine locale ou importés, qui seront disponibles, en 1970 et en 1976, pour la consommation des ménages, on a donc calculé, pour ces deux dates, le bilan alimentaire par habitant, en calories, protéines et lipides. Les résultats en sont donnés dans les tableaux 17 et 18.

Ce bilan est dressé séparément pour les produits alimentaires d'origine végétale et pour les produits animaux.

Pour les produits vivriers, les disponibilités sont réduites par les pertes au stockage et par les quantités nécessaires pour les semences. Celles de produits animaux sont diminuées par les exportations de bétail sur pied et par la capitalisation du cheptel, nécessaire à la croissance du troupeau, qui conditionne celle de la production de viande.

Pour l'année 1970, (cf. le tableau 17), on constate que la ration alimentaire par habitant a été en moyenne de 2,2 kilogrammes par jour, dont 2.170 grammes de produits alimentaires d'origine végétale et seulement 33 grammes de produits animaux. Plus de 54 % de la ration de produits vivriers est constituée par la bière de banane et de sorgho qui ne fournit, par contre, que moins de 25 % des calories d'origine végétale.

Au point de vue énergétique, les produits consommés ont donné par habitant 2.143 calories par jour dont 2.103 d'origine végétale et 40 d'origine animale, 65 grammes de protéines dont 62 d'origine végétale et seulement 3 d'origine animale et 14 grammes de lipides dont 11,5 d'origine végétale et 2,5 d'origine animale.

D'après les normes de la F.A.O., le nombre de calories nécessaires à un Rwandais, d'un poids moyen de 50 kgs et vivant à 1.500 mètres d'altitude, est d'environ 2.100 calories; ce qui correspond bien à la quantité de calories constatées en 1970.

Pour les protéines, d'après la F.A.O., la quantité normale devrait être de 40 grammes par jours, ce qui est inférieur aux 65 grammes de la ration de 1970 ; mais 10 grammes de protéines devraient être d'origine animale au lieu des 3 grammes contenus dans cette ration. Enfin, pour les lipides, la quantité consommée journalièrement devrait être de 60 grammes ; les 14 grammes de la ration traduisent un déficit important en fait de corps gras. Ce déficit tient à la faible quantité de produits animaux consommés, mais aussi au peu de place tenue dans la ration par les corps gras végétaux : arachides, soja, et à l'absence d'huile de palme ou de karité comme en d'autres régions d'Afrique.

A supposer que les quantités disponibles soient effectivement consommées, sans trop de pertes à la préparation et à la consommation des aliments, on ne peut parler d'une ration quantitativement insuffisante, mais elle est qualitativement déséquilibrée, trop de glucides, pas assez de protéines animales et surtout pas assez de lipides.

L'enquête de consommation alimentaire signale, en outre, la présence à l'état endémique d'avitaminose A qui est due "au peu d'aliments d'origine animale consommés et à la très grande pauvreté du régime en graisses (le carotène et les vitamines A sont liposolubles)" (1).

Il serait donc à long terme très utile d'augmenter la production de protéines animales non seulement viande, mais produits laitiers et poisson, et surtout celle de corps gras, en développant la production des arachides et du soja. Il serait également profitable d'entreprendre une action d'éducation alimentaire auprès des ménagères, pour les amener à diversifier la composition des repas. Comme le signale, en effet, l'étude citée : "l'organisme humain tire plus de bénéfice d'un repas comprenant un mélange de légumineuses et de céréales (protéines complémentaires) que de repas monoalimentaires composés de l'un ou l'autre aliment" (2).

Le tableau 18 qui établit le bilan alimentaire de l'année 1976 permet de constater que la ration alimentaire ne connaîtra ni détérioration ni amélioration sensible d'ici 1976. La quantité de calories fournie par habitant augmentera de 1,6 % en six années, celles de protéines de 1 % et de 4,3 % celle de lipides. La composition de la ration restera pratiquement inchangée, sauf un doublement de la consommation de farine de blé et de riz et une très faible augmentation de la consommation de mouton et de poisson.

(1) Une enquête de consommation alimentaire en république rwandaise ; par H.L. Vis, C. Yourassowsky et H. Van Der Borgh, I.N.R.S., 1972, p. 101.

(2) Idem, p.127.

Tableau 15.

LES REVENUS DES MENAGES.

80

en milliers de F Rw	V A L E U R		S T R U C T U R E		Taux annuel croissance
	1 9 7 0	1 9 7 6	1 9 7 0	1 9 7 6	
1 - Salaires et traitements					
Administrations					
nationaux	762.000	1.081.000	3,69	3,92	6,0
expatriés	542.000	729.000	2,63	2,65	5,1
Total Administrations	1.304.000	1.810.000	6,32	6,57	5,6
Entreprises					
nationaux	1.649.000	2.758.000	7,99	10,01	9,0
expatriés	695.000	1.151.000	3,36	4,17	8,8
Total Entreprises	2.344.000	3.909.000	11,35	14,18	8,9
Total Salaires et Traitements	3.648.000	5.719.000	17,67	20,75	7,8
2 - Intérêts et dividendes	13.000	23.000	0,06	0,08	10,0
3 - Transferts					
Assistance	67.000	93.000	0,32	0,34	5,6
Dommages assurance	16.000	27.000	0,08	0,10	9,1
Subventions Santé - Enseignement	1.259.000	1.917.000	6,10	6,95	7,3
Total Transferts	1.342.000	2.037.000	6,50	7,39	7,2
4 - Prestations sociales	15.000	23.000	0,07	0,08	7,4
5 - Revenus Entrepreneurs Individuels					
Exploitants ruraux	11.543.000	14.381.000	55,90	52,18	3,7
Personnel domestique	170.000	203.000	0,82	0,74	3,0
Artisanat et commerce traditionnel	3.918.000	5.176.000	18,98	18,78	4,8
Total revenus entrepreneurs individuels	15.631.000	19.760.000	75,70	71,70	4,0
Total Revenus Ménages	20.649.000	27.562.000	100,00	100,00	4,9

Tableau 16.

en milliers de F.Rw.

CONSOMMATION DES MENAGES.

P R O D U I T S	1 9 7 0			1 9 7 6			Taux annuel de croissance			1 9 7 0 Structure			1 9 7 6 Structure		
	Non com.	Commerc.	Total	Non com.	Commerc.	Total	N.com.	Com.	Total	N.com.	Com.	Total	N.com.	Com.	Total
Produits vivriers	5.947.000	905.536	6.852.536	6.994.000	1.296.218	8.290.218	2,8	6,2	3,2	65,29	8,95	35,63	65,18	9,03	33,05
Produits animaux	608.296	22.857	631.153	719.000	32.421	751.421	2,8	6,0	2,9	6,68	0,22	3,28	6,70	0,23	3,00
Produits alimentaires	2.448.700	5.193.385	7.642.085	2.893.000	7.283.335	10.176.335	2,8	5,8	4,9	26,88	51,31	39,74	26,96	50,73	40,56
Bois chauffage	105.000	-	105.000	124.000	-	124.000	2,8	-	2,8	1,15	-	0,55	1,6	-	0,49
Articles Textiles															
Chaussures		1.529.151	1.529.151		2.169.016	2.169.016	-	6,0	6,0	-	15,11	7,95	-	15,11	8,65
Vannerie-Menuiserie		211.241	211.241		271.389	271.389		4,3	4,3		2,09	1,10		1,89	1,08
Livres-journaux		18.489	18.489		26.226	26.226		6,0	6,0		10,18	0,10		0,18	0,10
Produits chimiques - Pétrole		290.096	290.096		411.485	411.485		6,0	6,0		2,86	1,51		2,87	1,64
Poterie		21.200	21.200		30.072	30.072		6,0	6,0		0,21	0,11		0,21	0,12
Articles mécaniques Electriques		115.971	115.971		164.498	164.498		6,0	6,0		1,14	0,60		1,14	0,66
Eau - Electricité		17.725	17.725		25.140	25.140		6,0	6,0		0,17	0,09		0,17	0,10
Transports		218.360	218.360		309.732	309.732		6,0	6,0		2,16	1,14		2,16	1,23
Services		129.234	129.234		186.268	186.268		6,3	6,3		1,28	0,67		1,30	0,74
Personnel domestique		170.000	170.000		203.000	203.000		3,0	3,0		1,68	0,88		1,41	0,81
Santé		359.360	359.360		489.700	489.700		5,3	5,3		3,55	1,87		3,41	1,95
Enseignement		919.750	919.750		1.459.500	1.459.500		8,0	8,0		9,09	4,78		10,16	5,82
T O T A L	9.108.996	10.122.355	19.231.351	10.730.000	14.358.000	25.088.000	2,8	6,0	4,5	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau 17

DISPONIBILITES ALIMENTAIRES 1970

(En tonnes)	PRODUCTION		Importations brutes	Total Ressour- ces	Exporta- tions brutes	T o t a l disponibi- lités
	à transfor- mer	Finale				
Patate douce		675.000		675.000		675.000
Manioc		260.000		260.000		260.000
Farine de manioc	(234.000)	69.500		69.500		69.500
Ignames et colocases		27.000		27.000		27.000
Pomme de terre		110.000		110.000		110.000
Blé		1.250		1.250		1.250
farine de blé	1.000	700	2.400	3.100		3.100
Paddy		1.400		1.400		1.400
Riz	1.400	910		910		910
Eleusine		2.100		2.100		2.100
Sorgho		157.400				
farine de sorgho)90%	140.000	126.000		126.000		126.000
bière de sorgho	(108.000)					
Maïs		62.900				
farine de Maïs)90%	56.000	51.000		51.000		51.000
Sucre		300	2.800	3.100		3.100
Pois		63.000		63.000		63.000
Haricots		200.000		200.000		200.000
Arachide		6.900		6.900		6.900
Soja		1.100		1.100		1.100
Légumes et fruits		42.500		42.500		42.500
feuilles vertes		36.400		36.400		36.400
Banane						1.649.600
Bière de banane	1.330.000	1.330.000		1.330.000		
Bière de sorgho	108.000	450.000		450.000		450.000
Huiles végétales		900		900		900
Total Produits vivriers						
Boeuf (nombre)		86.867		86.867	8.500	78.367
viande (tonnes)	(64.882)	6.700		6.700		6.700
abats (tonnes)	(64.882)	1.100		1.100		1.100
Chèvre (nombre)		438.513		438.513	60.332	378.181
viande (tonnes)	(366.000)	4.400		4.400		4.400
abats (")	(366.000)	1.400		1.400		1.400
Mouton (nombre)		78.743		78.743	73.603	5.104
viande	(5.104)	-		-		-
Porcs (nombre)		21.000		21.000	4.000	17.000
viande (tonnes)	(17.000)	810		810		810
Poulet(viande)(tonnes)	(364.178)	300		300		300
Viande de chasse (tonnes)		3.400		3.400		3.400
Oeufs "		770		770		770
Lait (milliers de litres)		25.000		25.000		25.000
Poissons (tonnes)		1.260	100	1.360		1.360
Graisse		400		400		400
Total produits animaux						
TOTAL GENERAL						

BILAN ALIMENTAIRE 1970.

Tableau 17 bis

PRODUITS VIVRIERS.

UTILISATIONS DES DISPONIBILITES ALIMENTAIRES										RESULTATS PAR HABITANT		
Disponi- :alimen- :taires	Capita- :lisa- :tion du :cheptel	Semen- :ces	P. alimen- :tation :humaine	Usage :indus- :triel	Perte :	Alimen- :tation :humaine	Kilog: :gr par :an	Calo- :ries/ :jour	Pro- :téi- :nes	Lipi- :des		
Patate douce	675000	:	:	:	:	50000	625000	167,8	459,7	446	5,1	1,4
Manioc farine	260000	:	234000	:	26000	:	:	:	:	:	:	:
de ma- nioc	69500	:	:	:	:	69500	18,7	51,2	173	0,8	0,3	
Ignames et colo- cases	27000	:	:	:	3000	24000	6,5	17,8	16	0,3	-	
Pomme de terre	110000	:	10500	:	11000	88500	23,8	65,2	46	1,4	:	
Blé farine	:	:	150	1000	100	:	:	:	:	:	:	:
de blé	3100	:	:	:	100	3000	0,8	2,2	8	0,2	:	
Paddy Riz	1400	:	:	1400	:	910	0,3	0,8	3	-	-	
Eleusine	2100	:	50	:	50	2000	0,5	1,4	5	0,1	-	
Sorgho farine	:	:	2000	140000	15400	:	:	:	:	:	:	:
de sorgho	126000	:	:	108000	18000	:	:	:	:	:	:	:
bière de sorgho	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Maïs farine de	:	:	3500	56000	3400	:	13,7	37,5	:	:	:	:
maïs	51000	:	:	:	:	51000	:	:	135	3,5	1,5	
Sucre	3100	:	:	:	:	3100	0,8	2,2	9	-	-	
Pois	63000	:	3000	:	:	60000	16,1	44,1	153	9,9	0,8	
Haricot	200000	:	10000	:	:	190000	51,0	139,7	476	30,2	2,4	
Arachide	6900	:	1000	:	900	5000	1,3	3,6	20	0,9	1,6	
Soja	1100	:	100	:	200	800	0,2	0,6	2	0,2	0,1	
Légumes et fruits	42500	:	:	:	4500	38000	10,2	27,9	6	0,2	-	
feuilles vertes	36400	:	:	:	3400	33000	8,9	24,4	5	0,3	-	
Banane	1649600	:	:	1330000	169600	150000	40,3	110,4	78	0,9	0,3	
Bière de banane	:	:	:	:	130000	1200000	322,2	882,7	397	7,1	2,6	
Bière de sorgho	450000	:	:	:	45000	405000	108,8	298,1	121	1,2	-	
Huiles végétales	900	:	:	:	:	900	0,2	0,5	4	-	0,5	
Total Produits vivriers	:	:	:	:	:	2949710	792,1	2170,0	2103	62,0	11,5	

Produits animaux.

(en t)	UTILISATIONS DES DISPONIBILITES ALIMENTAIRES					RESULTATS PAR HABITANT						
	Disponi- bilités alimen- taires	Capita- lisa- tion du cheptel	Semen- ces	P.alimen- tation humaine	Usage indus- triel	Perte	Alimen- tation humaine	Kilog: par an	gr par jour	Calo- ries/ jour	Pro- stéi- nes	Lipi- des
Boeuf :	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
(nombre)	78367	13479	:	64888	:	:	:	:	:	:	:	:
viande(t)	6700	:	:	:	:	:	6700	1,80	4,9	11	0,8	0,9
abats(t)	1100	:	:	:	:	:	1100	0,29	0,8	1	0,2	0,1
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Chèvre(n)	378181	12181	:	365000	:	:	:	:	:	:	:	:
viande(t)	4400	:	:	:	:	:	4400	1,18	3,2	4	0,4	0,3
abats(t)	1400	:	:	:	:	:	1400	0,38	1,0	1	0,1	-
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Mouton(n)	5104	:	:	5104	:	:	:	:	:	:	:	:
viande(t)	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Porcs(n)	17000	:	:	17000	:	:	:	:	:	:	:	:
viande(t)	810	:	:	:	:	:	810	0,22	0,6	2	0,1	0,3
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Poulet :	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
(viande)(t)	300	:	:	:	:	:	300	0,08	0,2	-	-	-
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Viande :	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
de chasse	3400	:	:	:	:	:	3400	0,91	2,5	3	0,4	-
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Oeufs(t)	770	:	:	:	:	:	770	0,21	0,6	1	0,1	:
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Lait(en:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
milliers	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
de litres)	25000	:	:	500	:	:	24000	6,44	17,7	12	0,6	0,6
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Poissons	1360	:	:	:	:	:	1360	0,37	1,0	2	0,3	-
(t)	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Graisses (t)	400	:	:	:	:	:	400	0,11	0,3	3	-	0,3
<hr/>												
Total Produits animaux	:	:	:	:	:	:	44640	11,99	32,8	40	3,0	2,5
<hr/>												
Total Général	:	:	:	:	:	:	2994350	804,09	2202,8	2143	65,0	14,0

Population: 4.405.000 habitants

1 9 7 6.

(en tonnes)	Production		Importations brutes	Total ressour- ces	Exporta- tions brutes	T O T A L Disponibili- tés
	à trans- former	finale				
Patate douce		810.000		810.000	-	810.000
Manioc		330.000		330.000	-	330.000
farine de manioc	277.500	82.400		82.400	-	82.400
Ignames et colocases		30.000		30.000	-	30.000
Pomme de terre		140.000				
Blé		1.500	6.600	8.100	-	8.100
farine de blé	(7.700)	5.900	2.000	7.900	-	7.900
Paddy		3.000		3.000	-	3.000
riz	2.500	1.600	1.000	2.600	-	2.600
Eleusine		2.500		2.500	-	2.500
Sorgho		180.000		180.000	-	180.000
farine de sorgho	169.000	152.100		152.100	-	152.100
Maïs		80.000		80.000	-	80.000
farine de maïs	66.000	59.400		59.400	-	59.400
Sucre		2.000	2.800	4.800	-	4.800
Pois		75.000		75.000	-	75.000
Haricots		240.000		240.000	-	240.000
Arachide		10.000		10.000	-	10.000
Soja		5.500		5.500	-	5.500
Légumes et fruits		54.500		54.500	3000	51.500
Feuilles vertes		43.500		43.500	-	43.500
Banane		1910.000		1910.000	-	1.910.000
Bière de banane	1.557.000	557.000		1557.000	-	1.557.000
Bière de sorgho	137.000	530.000		530.000	-	530.000
Huiles végétales		1.250	2.000	3.250	-	
Total Produits vivriers						
Boeuf (nombre)		104.400		104.400	6.700	97.700
Viande de boeuf (tonnes)	(78.500)	8.100		8.100		8.100
Abats "	(78.500)	1.400		1.400		1.400
Chèvre (nombre)		485.000		485.000	63.600	421.400
viande(tonnes)	(407.700)	4.900		4.900		4.900
abats "	(407.700)	1.600		1.600		1.600
Mouton (nombre)		87.000		87.000	65.700	21.300
viande(tonnes)	21.300	340		340		340
Porcs (nombre)		31.000		31.000	7.900	23.100
viande(tonnes)	23.100	1.100		1.100		1.100
Poulet (viande) (tonnes)	(431.000)	400		400		400
Viande de chasse "		4.000		4.000		4.000
Oeuf "		920		920		920
Lait (milliers de litres)		31.000		31.000		31.000
Poissons (tonnes)		1.900	200	2.100		2.100
Graisses animales (tonnes)		400	100	500		500
Total Produits animaux						
TOTAL GENERAL						

(en t.)	UTILISATIONS DES DISPONIBILITES ALIMENTAIRES						RESULTATS PAR HABITANT					
	Disponi- bilités alimen- taires	Capita- lisa- tion du cheptel	Semen- ces	P.alimen- tation humaine	Usage indus- triel	Perte	Alimen- tation humaine	Kilog: par an	gr par jour	Calo- ries/ jour	Pro- téi- nes	Lipi- des
Patate	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
douce	:810000	:	:	:	:	:70000	:740000	:168,0	:460,3	:447	:5,1	:1,4
Manioc	:330000	:	:	:277500	:	:16500	:	:	:	:	:	:
Farine de manioc	:82400	:	:	:	:	:	:82400	:18,7	:51,2	:173	:0,8	:0,3
Ignames et colo- cases	:30000	:	:	:	:	:2000	:28000	:6,4	:17,5	:16	:0,3	-
Pomme de terre	:	:	:12000	:	:	:8000	:120000	:27,2	:74,5	:53	:1,3	-
Blé	:8100	:	:200	:1000	:6700	:200	:	:	:	:	:	:
farine de blé	:7900	:	:	:	:	:700	:7200	:1,6	:4,4	:16	:0,4	-
Paddy	:3000	:	:500	:	:2500	:	:	:	:	:	:	:
Riz	:2600	:	:	:	:	:100	:2500	:0,6	:1,6	:6	-	-
Eleusine	:2500	:	:60	:	:	:140	:2300	:0,5	:1,4	:5	:0,1	-
Sorgho	:180000	:	:2000	:169000	:	:9000	:	:	:	:	:	:
farine de sorgho	:152100	:	:	:137000	:	:15100	:	:	:	:	:	:
Maïs	:80000	:	:6000	:66000	:	:8000	:	:	:	:	:	:
farine de Maïs	:59400	:	:	:	:	:	:59400	:13,5	:37,0	:133	:3,5	:1,5
Sucre	:4800	:	:	:	:	:	:4800	:1,1	:3,0	:12	-	-
Pois	:75000	:	:3000	:	:	:1000	:71000	:16,1	:44,1	:153	:9,9	:0,3
Haricots	:240000	:	:15000	:	:	:10000	:225000	:51,1	:140,0	:477	:30,3	:2,4
Arachide	:10000	:	:1400	:	:2500	:500	:5600	:1,3	:3,6	:20	:0,9	:1,6
Soja	:5500	:	:500	:	:4000	:100	:900	:0,2	:0,5	:2	:0,2	:0,1
Légumes et fruits	:51500	:	:	:	:	:3500	:48000	:10,9	:29,9	:6	:0,2	-
Feuilles vertes	:43500	:	:	:	:	:3500	:40000	:9,1	:24,9	:5	:0,3	-
Banane	:1910000	:	:	:1557000	:	:173000	:180000	:40,9	:112,1	:86	:1,0	:0,3
Bière de banane	:1557000	:	:	:	:	:142000	:1415000	:321,2	:880,0	:395	:7,1	:2,6
Bière de sorgho	:530000	:	:	:	:	:52000	:478000	:108,5	:297,3	:121	:1,2	-
Huiles végétales	:	:	:	:	:1500	-	:1750	:0,4	:1,1	:9	-	:1,1
Total Produits vivriers	:	:	:	:	:	:	:3511850	:797,3	:210,4	:2135	:62,6	:12,1

PRODUITS ANIMAUX

UTILISATIONS DES DISPONIBILITES ALIMENTAIRES										RESULTATS PAR HABITANT				
Disponi- bilités alimentaires	Capita- lisati- on du cheptel	Semen- ces	P.alimen- tation humaine	Usage indus- triel	Perte	Alimen- tation humaine	Kilog- ram par jour	Calo- ries/ jour	Pro- tées	Lipi- des				
Boeuf (nombre)	97700	16200		78500	3000									
viande de boeuf (t)	8100													
abats(t)	1400					8100	1,84	5,1	11	0,84	0,9			
Chèvre (nombre)	421400	13700		407700		1400	0,32	0,9	1	0,24	0,1			
viande(t)	4900													
abats(t)	1600					4900	1,14	3,0	4	0,44	0,3			
Mouton (nombre)	21300			21300		1600	0,36	1,0	1	0,14				
viande(t)	340													
Porcs (nombre)	23100			23100										
viande(t)	1100			1100										
Poulet (viande)(t)	400					1100	0,25	0,7	2	0,17	0,1			
Viande de chasse(t)	4000					400	0,09	0,2	-	-	-			
Oeuf(t)	920					4000	0,91	2,5	3	0,34				
Lait(mi- liers de litres)	31000					920	0,21	0,6	1	0,12				
Poissons(t)	2100			1200	500	29300	6,65	18,2	12	0,6	0,6			
Graisses animales	500					2100	0,48	1,3	3	0,4				
Total Produits animaux						500	0,11	0,3	3	-	0,3			
TOTAL GENERAL (Produits vivriers et animaux)						54660	12,41	34,0	42	0,1	2,5			
						35665	10,809	22,8	4	2177	65,7	14,0		

CONCLUSION.

88

Les objectifs retenus en matière de développement rural et d'industrialisation, et la réalisation des importants programmes d'investissements prévus pour la période, devraient maintenir le taux de croissance de la production intérieure à plus de 5 % par an, de 1970 à 1976.

De la sorte, les exportations pourront se développer à près de 8 % par an et les importations (grâce à l'aide extérieure) à près de 10 %, ce qui permettra non seulement d'augmenter de 16 % par an les investissements, mais de faire croître annuellement de 6 % les achats de biens et services par les administrations et par les ménages.

Ces perspectives de croissance semblent correspondre aux possibilités réelles du pays et à l'aide extérieure qu'il est en mesure de recevoir. Atteindre les objectifs fixés, exigera toutefois des efforts considérables et un dynamisme accru des organismes responsables de l'exécution des programmes de développement rural et des services chargés de mettre au point les projets d'investissements, d'en obtenir le financement extérieur et d'assurer leur exécution.

Les incidences de cette croissance sur les revenus des ménages ruraux et non-ruraux seront pourtant très faibles, puisque les ressources des uns et des autres n'augmenteront que de 1,2 %, par tête et par an, au cours de la période.

Les possibilités d'accélérer le rythme de l'industrialisation du pays, pour diminuer le nombre des ruraux, se trouvent en effet fortement freinées par l'étroitesse du marché intérieur. Et les entreprises existantes ont du mal à trouver sur place des possibilités de placements pour leurs capitaux disponibles.

Il apparaît donc essentiel au développement économique et social du pays que la politique d'industrialisation accompagne la modernisation du monde rural et l'élévation du pouvoir d'achat des ruraux, qui reposent, on l'a vu, sur une ample extension des plantations et des cultures de rapport. Pour y réussir, il faudra à la fois accroître la productivité des exploitations existantes, mettre en valeur de nouvelles terres, créer de nouveaux paysannats à l'intérieur et, si possible, à l'extérieur du pays.

Il s'agit là, certes, d'objectifs à long terme, qui devraient pourtant guider et stimuler la politique de développement des prochaines années.

../...

Il reste à présent à vérifier que les flux de revenus induits par la croissance permettront aux différents agents économiques : entreprises, ménages et administrations, de couvrir leurs dépenses courantes et d'assurer le financement de leurs investissements.

En analysant, dans le chapitre suivant, les comptes de ces agents économiques et les rapports qu'ils ont entre eux, d'une part, et avec l'extérieur, d'autre part, on saisira mieux les rôles respectifs que joueront dans la croissance économique les flux de revenus et de capitaux intérieurs et extérieurs.

TABLEAUX GENERAUX
DES
RESSOURCES ET EMPLOIS
1970 ET 1976
(pages 91 et 92 : cfr pochette annexée).

Chapitre II. LE FINANCEMENT DE LA CROISSANCE.

Le financement de la croissance au cours de la période 1970-1976, suppose, tout d'abord, l'ajustement des flux de biens et services et des flux de revenus issus de la production.

L'élaboration des tableaux économiques d'ensemble pour les années 1970 et 1976, présentant de façon synthétique les opérations sur biens et services, les opérations de répartition et les soldes comptables des entreprises, des administrations, des ménages et de l'extérieur, permettra de vérifier leur ajustement global.

Toutefois, la croissance est fonction, pour une large part, de la réalisation des programmes d'investissements prévus pour la période. Il ne suffit donc pas de s'assurer que les entreprises, les administrations et les ménages ont eu en 1970 et auront en 1976 les ressources suffisantes pour assurer le financement de leurs investissements ces deux-années-là. Il faut encore vérifier que les agents économiques seront en mesure d'assurer le financement de l'ensemble des investissements prévus par le second plan quinquennal 1972-1976.

Afin de pouvoir établir les tableaux économiques d'ensemble pour les années 1970 et 1976, nous dresserons successivement les comptes des entreprises, des administrations, des ménages et de l'extérieur, en justifiant, dans toute la mesure du possible, la nature, l'origine et la destination des différents flux de biens et services et des flux de revenus dont ils se composent.

Nous examinerons ensuite, pour finir, les modalités du financement des investissements prévus pour la période 1972-1976.

Section I Le compte des entreprises.

Conformément aux prescriptions du Système de comptabilité nationale S.C.N. des Nations Unies, le compte des entreprises concerne à la fois les entreprises non financières et les entreprises financières. Il comprend également, on l'a vu, l'enseignement et la santé publique.

Toutes les opérations sur biens et services des différents agents économiques sont déjà données dans les tableaux de Ressources-Emplois, pour 1970 et 1976: valeur ajoutée des entreprises, consommation des ménages et des administrations, importations et exportations, investissements des entreprises,

des administrations et des ménages, variation des stocks. Toutefois, comme on part de la valeur ajoutée par les entreprises, leurs consommations intermédiaires ne sont pas prises en considération.

a) Le compte d'exploitation

En ressources du compte d'exploitation des entreprises, figure le montant de la production intérieure brute qui passera, on l'a vu, de 20,7 à 28,1 milliards de F.Rw de 1970 à 1976. En outre, les exploitations agricoles reçoivent des subventions de l'O.C.I.R. pour des achats d'engrais, d'insecticides etc...

Celles-ci ont représenté 44 millions en 1970 et devraient atteindre 62 millions en 1976. Les ressources des entreprises passeront ainsi de 20.738 millions de F.Rw en 1970 à 28.211 millions en 1976.

En emplois, les deux postes les plus importants sont constitués par les salaires et les impôts indirects versés par les entreprises. Les uns et les autres figurent dans les tableaux de Ressources-Emplois de 1970 et 1976. Les salaires atteindront 3.909 millions en 1976 contre 2.344 millions en 1970, soit près de 9 % de croissance annuelle. Quant aux impôts indirects, ils passeront de 1.565 à 2.442 millions entre ces deux dates, soit 7,7% d'augmentation par an.

Par ailleurs, les entreprises versent des intérêts aux organismes financiers pour les emprunts qu'elles ont contractés; ces intérêts ont représenté 71 millions en 1970. On a estimé que leur montant croîtrait comme l'activité des entreprises modernes qui, nous allons le voir, augmentera annuellement de 10,1 %. Les intérêts payés par les entreprises devraient donc représenter 127 millions de F.Rw en 1976.

Par rapport à leurs ressources, l'ensemble de ces dépenses d'exploitation a laissé aux entreprises, en 1970, un revenu brut de 16.758 millions; celui-ci atteindra 21.733 millions en 1976, soit 4,4 % de croissance annuelle. Ce taux assez faible s'explique par le rythme lent de la croissance des exploitations rurales, des entreprises artisanales et du nombre des employés de maison.

b) Le compte d'affectation.

Le revenu brut des entreprises est porté en ressources de leur compte d'affectation, dont il constitue le poste le plus important.

Parmi les autres recettes, figurent les intérêts perçus par les entreprises financières: 104 millions en 1970 et 174 millions en 1976.

Sur ces totaux, 71 et 127 millions respectivement proviennent des entreprises non-financières; en outre, en 1970, les administrations ont versé aux banques privées pour 24 millions d'intérêts, avant tout sur les bons du Trésor achetés par celles-ci. D'après les prévisions sur les émissions de bons au cours des prochaines années, les intérêts payés aux banques privées à ce titre devraient atteindre 33 millions en 1976. Enfin, les ménages ont payé, en 1970, 9 millions d'intérêts aux banques sur les prêts qu'ils en avaient obtenus. En fonction de la croissance des revenus salariés, les intérêts versés par les ménages en 1976 devraient représenter 14 millions.

Le tableau 19 présente pour ces deux années les intérêts et dividendes versés et reçus par les différents agents économiques. Les recettes et les versements les plus importants concernent les administrations et seront commentés avec l'analyse de leur compte.

Par ailleurs, les compagnies d'assurance, qui font partie des entreprises financières, ont versé aux entreprises en 1970 16 millions de FRW d'indemnisation pour dommages; compte tenu de l'augmentation d'activité des entreprises modernes, au cours de la période, les versements des compagnies aux entreprises devraient atteindre 27 millions en 1976.

En contrepartie, les compagnies d'assurance qui auront également, nous le verrons, à payer aux ménages des indemnités pour dommages reçus, ont dû transférer de l'extérieur 16 millions de FRW en 1970 et cette somme devrait atteindre 27 millions en 1976 (cf. le tableau 22).

Au total, les ressources d'affectation des entreprises ont été de 16.894 millions en 1970 et devraient atteindre 21.961 millions en 1976, ce qui représente un taux d'augmentation de 4,5 % par an.

Le tableau 20 ventile ces ressources entre les entrepreneurs individuels, d'une part, et les entreprises modernes, d'autre part. Les premiers qui comprennent, les exploitants ruraux, les artisans, le personnel domestique et les commerçants traditionnels, ont perçu en 1970 93 % des ressources des entreprises (15.714 millions) dont près de 69 % sont allés aux exploitants ruraux et 13,5 % aux artisans. Comme leurs ressources et celles du personnel domestique croîtront de moins de 4 % par an, au cours de la période 1970-1976, et malgré un développement rapide des activités du commerce traditionnel (7,2% par an), les ressources des entrepreneurs individuels représenteront en 1976 seulement 90,4 % du total des ressources des entreprises, 19.861 millions.

A l'inverse, celles des entreprises modernes atteindront 2,1 milliards en 1976 contre 1.120 millions seulement en 1970; à cette date, elles ne représentaient que 7 % du total, ce pourcentage deviendra 9,6 % en 1976.

Pour connaître à présent le montant des revenus bruts d'affectation des entreprises, il suffit de déduire de leurs ressources les impôts directs qu'elles doivent payer (cf. le tableau 20).

Pour les entrepreneurs individuels, l'impôt sur le bétail qui touche les ruraux croîtra comme le cheptel (3,1 % par an) et les impôts sur les revenus qui concernent les artisans et le commerce traditionnel augmenteront un peu moins vite que leurs revenus, d'environ 4% par an. Au total, les entrepreneurs individuels qui ont payé 83 millions d'impôts directs en 1970, devraient en verser 101 millions en 1976.

Les revenus bruts d'affectation des entrepreneurs individuels passeront donc de 15.631 millions de FRW en 1970 à 19.760 millions en 1976, soit 4% d'augmentation annuelle.

Quant aux entreprises modernes, leurs impôts sur les revenus croîtront au même rythme que leurs ressources, soit 10,1 % par an; ils atteindront ainsi 354 millions en 1976 contre 199 millions en 1970.

Les revenus bruts d'affectation des entrepreneurs individuels sont alors portés en ressources du compte d'affectation des ménages.

Il est difficile, en effet, d'isoler pour ces entrepreneurs leur comptabilité professionnelle de leurs dépenses familiales. On se contentera, par suite, de faire transférer par les ménages aux entreprises le montant des investissements effectués par les entrepreneurs individuels.

De leur côté, les entreprises modernes, dont les revenus bruts atteindront 1.746 millions en 1976 contre 981 en 1970, effectueront au profit des ménages un certain nombre de prestations sociales, dont le montant, qui était de 7 millions en 1970, croîtra avec celui des salaires versés, pour atteindre 12 millions en 1976.

En outre, elles verseront également aux ménages des dividendes en rémunération de leurs parts sociales, ceux-ci devraient augmenter au même rythme que les revenus des entreprises et passer de 13 millions en 1970 à 23 millions en 1976.

Par ailleurs, les compagnies d'assurance ont payé en 1970 32 millions d'indemnités pour dommages, dont 16 millions, on l'a vu,

aux entreprises et également 16 millions aux ménages; ces indemnités qui représenteront 27 millions en 1976 pour les entreprises devraient atteindre un montant du même ordre pour les ménages, soit au total 54 millions de FRW.

Enfin, les entreprises modernes ont effectué, en 1970, 106 millions de FRW de transferts courants nets, dont seulement 26,4 millions furent déclarés. Avec la croissance très rapide des revenus des entreprises, plus de 10% par an, ce mouvement devrait s'accroître et les transferts courants déclarés ou non pourraient représenter quelque 250 millions en 1976.

La différence entre les ressources d'affectation des entreprises et leurs emplois (y compris les impôts directs et l'affectation de revenus bruts aux entrepreneurs individuels) a laissé aux entreprises modernes une épargne brute de 823 millions de FRW en 1970 qui atteindra 1.407 millions en 1976, ce qui représente près de 9,4 % de croissance annuelle.

c) Le compte de capital.

L'épargne brute des entreprises modernes est portée en ressources du compte de capital des entreprises.

S'y ajoutent, pour 1970, des prélèvements sur stocks de 32 millions de F.R.W. En dehors de l'accroissement du cheptel, classé en investissement, on n'a pas retenu pour 1976 de variations dans les stocks.

En plus des entreprises modernes, deux autres agents vont participer au financement de leurs investissements: les administrations, d'une part, et les entrepreneurs individuels dont les revenus ont été transférés aux ménages, d'autre part.

Le tableau 21 analyse ainsi les participations respectives de ces trois catégories d'agents au financement des investissements des entreprises.

Tout d'abord, les entrepreneurs individuels ont financés en 1970 pour près de 198 millions d'investissements, dont 50 millions de capitalisation du cheptel et 148 millions d'équipements et de constructions par les commerçants et les artisans.

La capitalisation du bétail augmentera de 3,1 % par an comme le troupeau et représentera 60 millions en 1976. Pour les investissements des commerçants et des artisans, on a estimé qu'ils augmenteraient comme les revenus monétaires des entrepreneurs individuels, soit 5 % par an; ce qui portera à 198 millions en 1976 leurs investissements.

On en outre ajouté, en 1976, pour près de 130 millions d'investissements réalisés par les paysans eux-mêmes, avant tout sous forme de plantations ou de travaux de défense et restauration des sols. Ces investissements auxquels ne correspond aucune rémunération effective, puisqu'il s'agit d'investissement en travail humain, sont en comptabilité nationale produits par les entreprises de bâtiment et de travaux publics, et leur contrevaieur, qui figure dans le solde de ces entreprises, est affectée aux entrepreneurs individuels qui constituent à ce nouveau titre les paysans qui les ont effectués.

Au total, les investissements financés par les entrepreneurs individuels en 1976 représenteront près de 388 millions de F.R.W.

Par ailleurs, les administrations publiques et privées ont financé en 1970 166,2 millions d'investissements pour l'équipement scolaire et sanitaire. D'après les programmes retenus, le montant de ces investissements devrait atteindre 222,5 millions en 1976, soit un rythme de croissance annuelle de 5 %.

Les administrations publiques ont, de plus, financé en 1970 près de 95 millions d'investissements ruraux et près de 44 millions d'investissements dans l'industrie, l'énergie et les services. Sur fonds avant tout extérieurs, les investissements augmenteront rapidement dans ces secteurs productifs, ceux pour le développement rural financés par les administrations représentant 220 millions en 1976 contre 95 en 1970 et ceux dans l'industrie, l'énergie et l'artisanat atteindront près de 492 millions en 1976 contre 44 en 1970.

Ainsi, les investissements financés par les administrations passeront de 305 millions en 1970 à 1.234 millions en 1976, soit un rythme de croissance annuelle de plus de 26 %.

Comme, d'après les Tableaux de Ressources-Emplois, les entreprises effectueront en 1970 584 millions d'investissements et 1.768 millions en 1976 et que les entrepreneurs individuels et les administrations financeront respectivement 503 et 1.622 millions d'investissements ces deux années là, les entreprises modernes ne financeront finalement, sur leurs fonds propres ou empruntés, que 81 millions d'investissements en 1970 et 146 millions en 1976, soit respectivement 14 et 8% du total des investissements des entreprises.

Cette faible participation des entreprises modernes au financement de leurs propres investissements a pour conséquence directe qu'en 1970, sur 823 millions d'épargne brute, elles n'en ont utilisé à cet effet que 81 millions, soit moins de 10% de leur épargne.

Une partie de cette dernière a sans doute permis aux banques d'accorder aux entrepreneurs individuels et aux ménages des prêts pour financer leurs investissements et leurs achats de véhicules. Les ménages qui absorbent les revenus bruts des entrepreneurs individuels, ont eu, en effet, en 1970 un besoin de financement de 259 millions (cf. le compte des ménages) et ont dû faire appel au concours financier des banques.

Il est resté alors aux entreprises modernes, financières et non financières, une capacité de financement inemployée de 515 millions de F.RW.

Seul l'établissement d'un tableau des opérations financières permettrait de préciser quelles utilisations ont été faites de cette capacité de financement. Il faudrait pour cela qu'on puisse étudier de façon directe les modalités concrètes de financement adoptées par les différents types d'entreprises, et en particulier les concours bancaires, à court, moyen et long terme, qu'elles ont obtenus sur place ou à l'étranger.

En 1976, en tout cas, les entreprises modernes n'utiliseront toujours qu'un peu plus de 10% de leur épargne brute au financement de leurs propres investissements. Les entrepreneurs individuels et les ménages n'ayant plus cette année-là de besoins de financement (cf. le compte des ménages), la capacité de financement inemployée des entreprises modernes atteindra 1.261 millions de F.RW. Elle aura donc été multipliée par 2,4 entre 1970 et 1976.

Même en l'absence d'un tableau des opérations financières, l'importance des fonds dont les entreprises ne trouvent pas l'utilisation sur place souligne assez que les occasions d'investir avec profit sont encore trop rares au Rwanda. Le marché local est dans de nombreux cas trop étroit pour permettre l'implantation d'unités de production rentables. Et la très lente croissance des revenus par tête, prévus pour les prochaines années, ne modifiera pas sensiblement cette situation.

Du simple point de vue financier, par contre, les comptes des entreprises devraient se trouver en sur-équilibre de 1970 à 1976, et le financement de leurs investissements, grâce aux concours extérieurs, ne devrait pas poser de sérieuses difficultés.

./.. Tableau 19, 20 et 21

en milliers de F.fw	E M P L O I S				TOTAL	R E S S O U R C E S			
	Opérations	Entre-prises	Adminis-tration	Ména-ges		Exté-rieur	Entre-prises	Adminis-tration	Ména-ges
1 9 7 0									
Intérêts versés aux entreprises financières	71	24	9		104	104			
aux administra- tions		16			16		16		
à l'extérieur		21			21				21
Dividendes	13				13			13	
Total	84	61	9		154	104	16	13	21
1 9 7 6									
Intérêts versés :									
aux entreprises financières	127	33	14		174	174			
aux administrations		216			216		216		
à l'extérieur		20			20				20
Dividendes	23				23			23	
Total	150	269	14		433	174	216	23	20

Revenus d'Affectation en millions de F.Rw	Valeur		Taux croissance	Structure	
	1970	1976		1970	1976
<u>Entrepreneurs individuels</u>					
Exploitations rurales	11.602	14.452	3,7	68,7	65,8
Entreprises artisanales	2.287	2.698	2,8	13,5	12,3
Services ménagers	170	203	3,0	1,0	0,9
Commerce traditionnel	1.655	2.508	7,2	9,8	11,4
Total Entrepreneurs individuels	15.714	19.861	4,0	93,0	90,4
<u>Entreprises modernes</u>	1.180	2.100	10,1	7,0	9,6
Total Ressources d'Affectation	16.894	21.961	4,5	100,0	100,0
<u>Impôts directs</u>					
<u>Entrepreneurs individuels</u>					
Impôts sur revenus	24	30	4,0		
Impôts sur bétail	59	71	3,1		
Total Impôts entrepreneurs individuels	83	101	3,3		
<u>Entreprises modernes</u>					
Impôts sur revenus	199	354	10,1		
Total Impôts Entreprises	282	455	8,3		
<u>Ménages</u>					
Impôt de capitation	206	243	2,8		
Impôts sur revenus	91	143	7,8		
Divers	9	14	7,8		
Total Impôts Ménages	306	400	4,6		
TOTAL IMPOTS DIRECTS	588	855	6,4		
<u>Revenus bruts d'affectation</u>					
Entrepreneurs individuels	15.631	19.760	4,0		
Entreprises modernes	981	1.746	10,1		
Total Revenus bruts entre- prises	16.612	21.506	4,4		

Tableau 21.

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES

en millions de F.Rw	1970	1976	Taux croissance
<u>Par Entrepreneurs individuels</u>			
Travail Humain	-	129,7	
Capitalisation du bétail	50,0	60,0	3,1
Equipements	128,1	172,0	5,0
Constructions	19,8	26,0	5,0
Total par entrepreneurs individuels	197,9	387,7	11,9
<u>Par Administrations</u>			
Enseignement - Santé Publique	166,2	222,5	5,0
Agriculture, élevage, forêts, pêche	94,8	520,3	32,8
Industrie - commerce, services	43,8	491,5	50,0
Total par Administrations	304,8	1.234,3	26,2
<u>Par entreprises modernes</u>	81,6	146,0	10,2
Total Investissements des Entreprises	584,3	1.768,0	20,1

Section II. Le compte des administrations.

Le compte des administrations agrège en fait ceux de l'Etat, des communes, des organismes publics (O.C.I.R., Banque Nationale, Caisse sociale et Caisse d'épargne) et des administrations privées.

Il est donc nécessaire d'analyser les ressources et les dépenses de chacun d'entre eux.

I) Le compte d'affectation.

A) Les ressources des administrations.

Les deux sources principales de revenus pour les administrations sont, d'une part, les impôts directs et indirects et, d'autre part, l'aide extérieure publique et privée.

a) Les ressources fiscales.

Les impôts indirects payés par les entreprises sont donnés par branche dans les tableaux de Ressources-Emplois de 1970 et 1976. Ils atteindront à cette date 2.442 millions de F.RW contre 1.565 millions en 1970, soit 7,7 % d'augmentation annuelle.

Le tableau 20 détaille les impôts directs versés par les entrepreneurs individuels et les entreprises modernes, d'une part, dont le total passera, on l'a vu, de 282 millions en 1970 à 455 millions en 1976, soit 8,3 % de croissance par an et, d'autre part, ceux payés par les ménages: impôt de capitation qui augmentera comme la population (2,8 % par an) et atteindra 243 millions en 1976 contre 206 en 1970, impôts sur les revenus et impôts divers qui croîtront au même rythme que les traitements et les salaires reçus par les ménages (7,8 % par an), passant de 100 millions en 1970 à 157 millions en 1976.

Globalement, les ménages paieront 400 millions d'impôts directs en 1976 au lieu de 306 millions en 1970, soit 4,6 % d'augmentation annuelle.

Le total des impôts directs atteindra ainsi 855 millions en 1976 contre 588 millions en 1970, ce qui représente une croissance annuelle de 6,4 %.

Les ressources fiscales que percevra l'Etat en 1976 représenteront, de la sorte, 3.297 millions de F.RW contre 2.153 millions en 1970, soit 7,4 % d'augmentation par an.

b) L'aide extérieure publique et privée.

Le tableau 22 présente, pour les différents agents économiques, le montant de leurs recettes et de leurs dépenses extérieures publiques et privées.

Les administrations privées, tout d'abord, ont reçu en 1970 233 millions d'aide extérieure privée, dont 88 pour des subventions à l'enseignement et à la santé publique, 23 pour des oeuvres d'assistance et 122 pour des investissements (59,5 dans l'enseignement et la santé et 62,5 pour des constructions: édifices culturels, bâtiments de mission etc...).

On a estimé que cette aide augmenterait de 5 % par an d'ici 1976 et attendrait à cette date 313 millions de F.RW dont 118 pour des subventions à la santé et l'enseignement, 31 pour l'assistance privée et 164 pour des investissements. D'après les prévisions des administrations privées, les dépenses pour les édifices culturels et autres ne devraient représenter que 32 millions en 1976, il resterait donc 132 millions pour des investissements dans l'enseignement et la santé.

Les administrations publiques ont reçu, en 1970, 1.768 millions d'aide extérieure, dont 525 pour des investissements, 285 pour des aides à la production et 958 comme aide au fonctionnement. D'après les programmes prévus pour 1976, l'aide extérieure en capital devrait représenter à cette date près de 2.292 millions et l'aide à la production 349. On a estimé, par ailleurs, que l'aide au fonctionnement augmenterait de 5,5% par an, atteignant plus de 1.323 millions en 1976.

Au total, les ressources des administrations publiques sur aide extérieure seront de 3.964 millions en 1976 contre 1.768 millions en 1970, soit un rythme de croissance annuelle de 14,4 %.

c) Les autres ressources.

Parmi les autres ressources, figurent tout d'abord 72 millions de cotisations sociales payées par les ménages. En fonction de l'augmentation des salaires et traitements, elles devraient atteindre 114 millions en 1976.

Par ailleurs, l'Etat a versé en 1970 aux organismes publics 16 millions d'intérêts sur les bons de développement et les bons du Trésor souscrits par eux. En fonction des prévisions sur la croissance de la dette publique intérieure,

le service de cette dernière au profit des organismes publics devrait représenter 216 millions en 1976 (cf. le tableau 19). On a déjà vu que les administrations verseront, en outre, 33 millions pour le service de leur dette vis à vis des organismes financiers privés.

Enfin, les ménages ont versé en 1970 12 millions de redevances aux administrations publiques; celles-ci augmenteront avec les salaires et traitements et devraient atteindre 19 millions en 1976 (cf. le tableau 23). Par contre, les administrations publiques ont subventionné les administrations privées (I.P.S.B.L.) pour un montant de 46 millions en 1970; ces subventions devraient se développer avec l'activités des administrations privées et atteindre 62 millions en 1976. Comme les administrations privées font partie des administrations, les subventions figurent à la fois en recettes et en emplois de leur compte.

Au total, les transferts et subventions passeront de 58 à 81 millions de 1970 à 1976 (cf. le tableau 23).

La somme des ressources perçues par les administrations a donc représenté 4.300 millions en 1970 et elle devrait être de 7.985 en 1976 (cf. les tableaux 25 et 26).

On doit remarquer que les ressources fiscales représentaient en 1970 la moitié des ressources totales des administrations et qu'elles n'en fourniront plus que 41 % en 1976; au contraire, l'aide extérieure procurera aux administrations près de 54 % de leurs ressources en 1976 contre 46,5 % en 1970. Ceci souligne la place prépondérante que jouera l'aide extérieure dans le financement des investissements et des opérations de production et, par suite, la dépendance accrue du pays à l'égard de celle-ci.

Les tableaux 25 et 26 ventilent ces ressources entre les différentes administrations. Les cotisations sociales, les intérêts et les redevances vont aux organismes publics, de même que les droit sur exportations. Les autres impôts indirects et directs sont ensuite ventilés entre les communes et l'Etat. Les communes perçoivent une partie des impôts sur le bétail et de la taxe de capitation; on a fait croître leurs ressources comme ces impôts payés par les ménages (cf. le tableau 20). D'après l'évolution constatée au cours des années passées, les taxes communales devraient augmenter d'un peu plus de 4 % par an; elles atteindraient ainsi 32 millions en 1976 contre 25 en 1970.

Au total, les ressources des communes passeront de 118 millions en 1970 à 143 millions en 1976, soit 3,3 % d'augmentation annuelle. Celles des organismes publics devraient être de 611 millions en 1976 contre 312 millions en 1970, soit 11,8 % de croissance par an. De leur côté, celles des administrations privées (subventions et aide extérieure) atteindront 375 millions en 1976 contre 279 millions en 1970 (5,1 % de croissance par an) et celles de l'Etat représentera 6.856 millions en 1976 contre 3.591 en 1970, ce qui constitue une augmentation de 11,3 % par an.

B) Les dépenses des administrations.

a) Le Budget de l'Etat.

Les dépenses de l'Etat constituent de beaucoup le poste le plus important des dépenses des administrations.

Pour extrapoler à 1976 les différentes rubriques du Budget général de 1970, on a tenu compte à la fois de la croissance des ressources de l'Etat et des charges récurrentes qu'entraînera, pour les différents services, la réalisation des programmes d'investissements retenus pour la période.

Le tableau 24 présente de façon fonctionnelle les différents postes des budgets de 1970 et 1976.

Si l'ensemble du budget général doit croître de près de 8 % par an et atteindre 2.775 millions en 1976 contre 1.757 millions en 1970, les rythmes de croissance des différents postes seront fort variés. Les services concernant la production économique et sociale connaîtront une croissance particulièrement rapide, 8,6 % en moyenne par an, dont 10,2 % pour l'agriculture, 9,8 et 9,4 % pour l'énergie et les mines, près de 15 % pour l'industrie et plus de 9 % en moyenne pour l'enseignement.

Par contre, les dépenses de la santé publique n'augmenteront que de 6,4 % par an.

Quant à la croissance très rapide des services sociaux, (y compris les affaires sociales) qui sera de 15,8 % par an en moyenne au cours de la période, elle se justifie par la nécessité d'étoffer leur moyens d'intervention, jusqu'ici des plus réduits. Au reste, leurs dépenses globales ne représenteront en 1976 que 3 % du total du budget contre moins de 2 % en 1970.

De leur côté, les services responsables des travaux d'infrastructure économique : routes et ponts, P.T.T., aéronautique, tourisme et urbanisme augmenteront un peu moins rapidement que l'ensemble du budget, 7,5 % par an. Le budget des Ponts et chaussées, en particulier, ne croîtra que de 5,7 % par an, ce qui s'explique par l'importance des programmes routiers qui seront réalisés au cours de la période sur le budget d'équipement et dont l'exécution sera confiée à des entreprises privées. Seuls les services des télécommunications, du tourisme et du cadastre connaîtront des rythmes de croissance rapide (9,9, 19,7 et 15,7 %), mais pour les deux derniers les sommes allouées par le budget resteront modiques.

Quant à l'administration générale, les différents services, sauf les ambassades et l'assistance technique, augmenteront assez lentement, qu'il s'agisse des services de souveraineté et de sécurité, des services financiers et de la gestion administrative. Si l'on met à part le service de la dette publique, le rythme de croissance des budgets d'administration générale ne dépassera pas 4,2 % par an au cours de la période 1970-1976.

Par contre, le service de la dette publique augmentera à un rythme particulièrement élevé, 27 % par an, passant de 61 millions en 1970 à 269 millions en 1976. Toutefois, la majeure partie de cette dernière somme est constituée par des dettes de l'Etat à l'égard des organismes publics, et tout particulièrement de l'O.C.I.R. et de la Caisse sociale. En 1976, en effet, 216 millions sur 269 seront versés à des organismes publics contre seulement 16 millions en 1970 (cf. le tableau 19).

L'analyse de la composition de la dette publique permet de comprendre les fluctuations que connaîtront les charges d'amortissement et d'intérêts sur ses différents postes.

La dette publique comprend, tout d'abord, les Bons de Développement, souscrits essentiellement par des organismes publics (O.C.I.R., Caisse Sociale, Caisse d'Epargne). Il s'agit de bons d'une durée de 3 à 5 ans, leur taux d'intérêt moyen est de 4,5 % par an.

Les premières émissions de Bons de développement datent de 1968; aucun amortissement n'a dû être effectué en 1970, puisque les premiers Bons ne venaient à échéance qu'en 1971. Par contre, en 1976, leur amortissement représentera plus de la moitié de la dette publique.

Toutefois, comme la majeure partie des charges d'amortissement et d'intérêt ira à des organismes publics, une partie de cette somme devrait, sous des formes diverses, revenir à l'Etat ou servir au financement des investissements publics.

En second lieu, la dette publique comprend les Bons du Trésor, souscrits essentiellement par les banques, par le Trésor belge ou par le "Fonds de liquidation de la Tutelle".

Il s'agit de bons à court terme (4 mois en moyenne) et à faible taux d'intérêt (en moyenne 2% par an). Leur remboursement en cours d'exercice est enregistré dans les "Comptes Hors Budget" et ne fait pas partie de la Dette publique qui ne comptabilise que les intérêts dus par le Trésor.

Les autres éléments de la Dette publique intérieure se rapportent à la "Dette consolidée" et au "Découvert auprès de la Banque Nationale". Ce dernier traduit les variations du déficit du Budget ordinaire.

Le service de la Dette extérieure reste dans des limites modestes : le remboursement des emprunts contractés aux Pays-Bas et en Belgique touche à sa fin, les paiements restant concernant les intérêts dus sur les prêts consentis par la Kreditanstalt für Wiederaufbau et l'/.I.D.

Le tableau suivant retrace cette évolution :

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

en millions de F.R.W.

	1970	1972	1973	1974	1975	1976
<u>Amortissement</u>						
Bons de Dévelop.	-	50,0	219,0	102,0	100,0	135,0
Dette Extérieure	21,1	33,8	25,6	1,4	6,8	7,0
<u>Intérêts.</u>						
Bons de Dévelop.	7,3	22,0	26,0	32,0	39,0	50,0
Dette Consolidée	5,0	5,0	8,0	8,0	8,0	8,0
Bons Trésor	13,3	15,0	16,0	17,0	19,0	25,0
Découvert	14,5	16,0	19,0	19,0	23,0	36,0
Dette Extérieure		6,1	6,1	6,4	7,2	7,6
	61,2	147,9	319,7	185,8	203,0	268,6

Par grands postes, enfin, l'évolution du Budget Général au cours de la période souligne l'effort qui sera fait en matière de développement de la production : les dépenses des services concernant la production et l'infrastructure économiques et sociales représenteront, en effet, 53 % du Budget en 1976 contre un peu plus de 51 % en 1970. A l'inverse, celles de l'administration générale et des services sociaux passeront de moins de 49 % du total en 1970 à 47 % seulement en 1976.

b) Le budget des autres administrations.

Quant aux communes, aux organismes publics et aux administrations privées, pour déterminer leurs différentes dépenses en 1976, on a tenu compte à la fois de la structure de celles-ci en 1970 et de la croissance des ressources de chacune de ces administrations (cf. les tableaux 25 et 26).

La structure des dépenses des communes et des administrations privées restera pratiquement la même en 1970 et en 1976. Par contre, le gonflement considérable du service de la dette publique intérieure (216 millions en 1976 contre 16 en 1970) fera plus que doubler l'épargne des organismes publics, qui atteindra 499 millions en 1976 contre 229 millions en 1970.

c) Les dépenses du compte des administrations.

A partir du budget général et des comptes des autres administrations, on était en mesure d'établir pour 1976 les opérations de répartition effectuées par les administrations.

Pour les traitements et salaires versés par celles-ci, on a fait croître de 6 % par an ceux des nationaux. Quant aux expatriés, on a maintenu en 1976 le même pourcentage de salaires qu'en 1970 dans l'aide à la production et l'aide au fonctionnement. Les salaires des nationaux passeront ainsi de 762 à 1.081 millions et ceux des expatriés de 542 à 729 millions entre 1970 et 1976. Au total, ils seront donc de 1.810 millions en 1976 contre 1.304 millions en 1970, soit 5,6 % de croissance annuelle (cf. le tableau 23).

Les prestations sociales suivront la croissance des traitements et salaires versés par les administrations, passant de 8 à 11 millions entre 1970 et 1976 (5,6 % de croissance annuelle). Les dépenses courantes extérieures augmenteront comme le budget des ambassades (7,4 % par an) et atteindront 190 millions en 1976 contre 124 millions en 1970.

Le service de la dette publique atteindra 269 millions en 1976, dont 20 pour la dette extérieure, 216 pour les organismes publics et 33 pour les banques privées, contre 61 millions en 1970, dont 21 à l'extérieur, 16 aux organismes publics et 24 aux banques.

../...

Après les traitements et les salaires, le plus gros poste des dépenses administratives est constitué par des transferts et des subventions (cf. le tableau 23).

Ces dernières comprennent, d'abord, les subventions d'exploitation aux entreprises (44 millions en 1970 et 62 en 1976) et les subventions aux administrations privées (46 millions en 1970 et 62 millions en 1976) dont on a déjà parlé.

Par ailleurs, les dépenses d'assistance des administrations ont représenté en 1970 44 millions pour les administrations publiques et 23 millions pour les administrations privées (cf. les tableaux 25 et 26 ; ces dernières accroîtront leurs dépenses d'assistance au même rythme qu'augmenteront leurs ressources et les administrations publiques feront croître les leurs comme les autres dépenses sociales, de 6 % par an. Les premières représenteront 31 millions en 1976 et les secondes 62 millions. Les dépenses globales d'assistance passeront ainsi de 67 millions en 1970 à 93 millions en 1976, soit 5,6 % de croissance annuelle.

Enfin, les administrations publiques et privées subventionneront les ménages pour les dépenses d'enseignement et de santé publique. On a vu que ces subventions aux ménages sont en réalité fictives puisque ce sont les administrations qui couvrent directement ces dépenses d'enseignement et de santé publique. Elles n'ont été introduites que pour répondre aux exigences de la comptabilité nationale.

Les administrations privées ont versé de la sorte 88 millions de subventions en 1970 et, en tenant compte de la croissance de leurs ressources, ces subventions devraient représenter 118 millions en 1976 (cf. les tableaux 25 et 26).

Pour calculer, alors, le montant de celles qu'ont eu ou qu'auront à verser les administrations publiques, on est parti du total de la production des branches Santé publique et Enseignement dans les tableaux de Ressources-Emplois de 1970 et 1976, qui sont respectivement de 1.279 et de 1.949 millions pour ces deux années-là. On a déduit de ces sommes, d'une part, les subventions versées par les administrations privées (88 et 118 millions) et, d'autre part, les contributions des ménages eux-mêmes à ces dépenses qui devraient augmenter plus rapidement que ces dernières et atteindre environ 32 millions en 1976 contre 20 millions en 1970, soit près de 8,2 % de croissance annuelle.

.../...

L'Etat a donc eu à verser en 1970 1.171 millions pour la santé publique et pour l'enseignement; cette somme sera portée à 1.799 millions en 1976 soit :

<u>Financement des dépenses d'enseignement et de santé publique.</u>		
	en millions de F.Rw	
	<u>1970</u>	<u>1976</u>
Contribution des ménages	20	32
Subventions des adminis. privées	88	118
Subventions de l'Etat	<u>1.171</u>	<u>1.799</u>
Total des dépenses	1.279	1.949

Au total, les subventions et les transferts des administrations publiques et privées atteindront ainsi 2.134 millions en 1976 contre 1.416 millions en 1970, soit un rythme de croissance de 7,1 % par an au cours de la période (cf. le tableau 23).

En tenant compte des achats de biens et services par les administrations : 469 millions en 1970 et 665 millions en 1976, d'après les Tableaux de Ressources-Emplois pour ces deux années, (soit 6 % de croissance annuelle), les dépenses totales d'affectation des administrations ont été de 3.382 millions en 1970 et seront de 5.079 millions en 1976 (ci. les tableaux 25 et 26). Leur rythme d'augmentation annuelle sera donc de 7 % au cours de la période.

L'épargne brute des administrations passera, de la sorte, de 918 millions en 1970 à 2.906 millions en 1976, elle fera plus que tripler entre ces deux dates (coefficient 3,2). Mais il faut signaler que, pendant la même période, l'aide extérieure aux investissements qui était de 647 millions en 1970 atteindra 2.456 millions en 1976 (coefficient 3,8). Le plus clair des efforts d'investissements restera financé par l'aide extérieure.

2) Le compte de capital.

L'épargne brute des administrations est portée en ressources de leur compte de capital.

D'après le tableau 7, les investissements effectués par les administrations ont représenté 465 millions en 1970 et devraient atteindre 1.442 millions en 1976, soit plus d'un triplement en 6 années.

En outre, on a vu que les administrations ont financé, en 1970, à concurrence de 305 millions, les investissements des entreprises et qu'elles en financeront pour 1.234 millions en 1976 (cf. le tableau 21). Mais elles ont également accordé, en 1970, 20 millions de subventions en capital aux ménages pour la construction de logements et cette subvention pourrait atteindre 65 millions en 1976.

La participation des administrations au financement des investissements des entreprises et des ménages passera donc de 325 millions en 1970 à 1.299 millions, elle aura ainsi quadruplé au cours de la période.

Les dépenses en capital des administrations ont, de la sorte, atteint 790 millions en 1970 et devraient être de 2.741 millions en 1976 (coefficient 3,5).

Une capacité de financement de 128 millions est restée aux administrations en 1970 et elle devrait être de 165 millions en 1976. Toutefois, une partie des 128 millions a été utilisée en 1970 pour financer des achats immobiliers à l'extérieur (nouvelles ambassades) et régler des frais d'expropriation à l'intérieur du pays. Ces dépenses n'ont pas, en effet, été considérées comme des investissements. Il en ira de même en 1976.

Il reste que, malgré l'importance de l'aide extérieure qu'elles recevront pour les investissements, la production et le fonctionnement, les administrations devront accroître la rigueur de leur gestion pour équilibrer leurs comptes d'affectation et de capital.

Les conditions qui ont prévalu en 1970 et qui ont permis, pour la première fois, de dégager un excédent budgétaire semblent assez exceptionnelles, si l'on en juge par les résultats déjà connus des exercices ultérieurs.

Or, au cours des prochaines années, les administrations auront à supporter les charges récurrentes des réalisations prévues par le Plan, qui s'ajouteront aux frais d'entretien des équipements existants.

Il importe, par suite, qu'une discipline rigoureuse soit imposée aux différents départements ministériels pour qu'ils respectent les normes d'évolution budgétaires retenues pour chacun d'eux.

En même temps, les services responsables devront faire preuve d'un dynamisme accru pour mobiliser, en temps utile, les concours extérieurs qui doivent être obtenus.

A ces conditions, le financement des investissements publics et le bon fonctionnement des services administratifs devraient pouvoir être assurés, sans difficultés majeures, pendant la durée du second quinquennal.

Tableaux 22,23,24,25 et 26

en millions de F.Rw

Recettes et Dépenses Privées	E M P L O I S				TOTAL	R E S S O U R C E S			
	Entre-prises	Adminis-trations	Ména-ges	Inté-rieur		Entre-prises	Adminis-trations	Ména-ges	Exté-rieur
1970									
Transferts à entre-prises financières				16,0	16	16			
Transferts courants revenus	106		503		609				609
Subvention Santé - enseignement				88,0	88		88,0		
Assistance				23,0	23		23,0		
Aide en capital : Enseignement-Santé Infrastructure				59,5 62,5	59,5 62,5		59,5 62,5		
Total	106		503	249	858	16	233		609
1976									
Transferts à entre-prises financières				27	27	27			
Transferts courants revenus	250		788		1038				1038
Subvention Santé - Enseignement				18	118		118		
Assistance				31	31		31		
Aide en capital : Enseignement - Santé Infrastructure				132 32	132 32		132 32		
Total	250		788	340	1378	27	313		1038
<u>Recettes et Dépenses Publiques</u>									
1970									
Aide en capital									
Agriculture				90,1	90,1		90,1		
Enseignement-Santé				98,6	98,6		98,6		
Infrastructure				302,3	302,3		302,3		
Industrie-commerce				34,0	34,0		34,0		
Total aide en capital				525,0	525,0		525,0		
Aide à production				285,1	285,1		285,1		
Aide à fonctionnement				957,9	957,9		957,9		
Dépenses courantes		124			124,0				124
Total		124		1768	1892		1768		124
1976									
Aide en capital									
Agriculture				506,4	506,4		506,4		
Enseignement-Santé				61,2	61,2		61,2		
Infrastructure				1237,5	1237,5		1237,5		
Industrie -Commerce				486,5	486,5		486,5		
Total aide en capital				2291,6	2291,6		2291,6		
Aide à production				349,1	349,1		349,1		
Aide à fonctionnement				1323,3	1323,3		1323,3		
Dépenses courantes		190			190,0				190
Total		190		3964,0	4154,0		3964,0		190

Tableau 23.

TRAITEMENTS ET SALAIRES.

Opérations de Répartition.

en millions de F.Rw	1970	1976	Taux croissance
Entreprises (1)			
aux nationaux	1.649	2.758	9,0
aux expatriés	695	1.151	8,8
Total Entreprises	2.344	3.909	8,9
Administrations			
aux nationaux	762	1.081	6,0
aux expatriés	542	729	5,1
Total Administrations	1.304	1.810	5,6
Total Salaires et Traitements	3.648	5.719	7,8
(1) y compris Santé - Enseignement et radio			

en millions de F.Rw

SUBVENTIONS ET TRANSFERTS.

Opérations	E M P L O I S				TOTAL	R E S S O U R C E S			
	Entre- prises	Adminis- trations	Ménages	Exté- rieur		Entre- prises	Adminis- trations	Ménages	Exté- rieur
1970									
Subventions ex- ploitation		44			44	44			
Subventions Santé- Enseignement		1259			1259			1259	
Subventions à IPSBL		46			46		46		
Assistance		67			67			67	
Transferts			12		12		12		
Assurances	32				32	16			16
Total	32	1416	12		1460	60	58	1342	
1976									
Subventions exploi- tation		62			62	62			
Subventions Santé - Enseignement		1917			1917			1917	
Subventions à IPSBL		62			62		62		
Assistance		93			93			93	
Transferts			19		19		19		
Assurances	54				54	27			27
Total	54	2134	19		2207	89	81	2087	

Tableau 24.

BUDGET GENERAL

115

en milliers de F.Rw Secteurs dépensiers	en valeur		en pourcentages		Taux annuel de croissance
	1970	1976	1970	1976	
<u>Développement rural</u>					
Agronomie	46.300	81.000	2,63	2,99	10,2
Elevage	32.600	42.200	1,86	1,52	4,4
Energie-eau	12.700	20.300	0,72	0,80	9,8
Mines et Géologie	3.800	6.500	0,22	0,23	9,4
Industrie	1.700	4.800	0,10	0,17	18,9
Commerce extérieur	1.000	2.500	0,06	0,09	16,5
Commerce intérieur	1.800	2.600	0,10	0,09	6,3
<u>Education Nationale</u>					
Services généraux	21.700	36.400	1,23	1,67	9,0
Enseignement primaire	326.100	552.300	18,56	19,90	9,2
Enseignement secondaire	92.200	146.400	5,25	5,28	8,0
Enseignement supérieur	48.600	87.000	2,77	3,14	10,2
<u>Santé et Services sociaux</u>					
Santé	119.200	173.000	6,78	6,24	6,4
Affaires Sociales	19.100	32.600	1,09	1,18	5,3
<u>Total Services production économique et sociale</u>					
	726.800	1.191.600	41,37	43,30	8,6
Postes	16.600	23.500	0,94	0,85	6,0
Télécommunications	33.500	59.000	1,91	2,13	9,9
Ponts et Chaussées	57.600	80.200	3,28	2,89	11,7
Tourisme	3.300	9.700	0,19	0,35	18,7
Aéronautique et Météo	8.900	25.200	1,08	0,91	4,9
Urbanisme - Habitat					
Service Urbanisme	38.500	58.300	2,19	2,10	7,2
Cadastre	5.000	13.400	0,32	0,48	15,7
<u>Total Services Infrastruc-ture économique</u>					
	174.000	269.300	9,91	9,71	7,5
Jeunesse et Sports	7.300	36.000	0,42	1,30	30,5
Presse	2.300	5.700	0,13	0,20	16,3
Radio	6.000	9.400	0,34	0,34	7,8
<u>Total Services sociaux</u>					
	15.600	51.100	0,89	1,84	21,9
<u>Souveraineté - Sécurité</u>					
Présidence République	6.900	6.000	0,39	0,22	-
Assemblée Nationale	20.400	24.000	1,16	0,86	2,7
Cour Suprême	7.800	9.400	0,44	0,34	3,2
Intérieur	29.200	36.000	1,66	1,30	3,6
Justice	88.900	103.500	5,06	3,37	2,6
Garde Nationale	332.300	402.800	18,92	14,52	3,3
Police	86.800	107.900	4,94	3,89	3,7
Voyages à étranger	17.400	22.000	0,99	0,79	4,0
Ambassades	65.400	100.300	3,72	3,61	7,4
Minicoop.Kigali	6.100	6.600	0,35	0,24	1,3
<u>Services financiers</u>					
Ministère Finances	49.800	55.000	2,83	1,90	1,7
Dette publique	64.100	238.600	3,65	0,68	27,0
Organisations internationales	22.100	30.000	1,26	1,08	5,2
Assistances techniques	4.200	15.000	0,24	0,54	23,6
<u>Gestion - Administration</u>					
Ministres coordinateurs	-	2.900	-	0,10	-
Fonction Publique	5.400	7.200	0,31	0,26	4,9
Plan	7.100	10.800	0,40	0,39	7,3
Cabinets ministériels	26.100	30.000	1,49	1,08	2,4
Assurance -Equipements	300	25.000	0,02	0,90	-
<u>Total Administration Générale</u>					
	840.300	1.263.000	47,83	45,15	7,0
<u>GRAND TOTAL</u>					
	1.756.700	2.775.000	100,00	100,00	7,9

Tableau 25.

ADMINISTRATIONS - COMPTE D'AFFECTATION1970

en millions F.Rw

Ressources	Etat	Communes	Organismes publics	Administrations privées	Total	en %
Cotisations sociales			72		72	1,7
Intérêts et dividendes			16		16	0,4
Impôts directs sur revenus	370	76			446	10,4
Autres impôts directs	125	17			142	3,3
Impôts indirects	1.328	25	212		1.565	36,4
Subventions et Transferts			12	46	58	1,3
Aide extérieure publique et privée						
aide aux investissements	525			122	647	15,0
aide à production	285				285	6,6
aide à fonctionnement	958			111	1.069	24,9
Total Ressources	3.591	118	312	279	4.300	100,0
Emplois						
Achats biens et services	404	9	11	45	469	10,9
Salaires et Traitements	1.156	80	27	41	1.304	30,3
Prestations sociales			8		8	0,2
Transferts Administrations privées	46				46	1,1
Intérêts Dette publique :						
intérieure	40				40	0,9
extérieure	21				21	0,5
Assistance	44			23	67	1,6
Subvention exploitation	13		31		44	1,0
Subvention ménages : Santé - Enseignement	1.171			88	1.259	29,3
Dépenses extérieures	118		6		124	2,9
Epargne	578	29	229	82	918	21,3
TOTAL EMPLOIS	3.591	118	312	279	4.300	100,0

Tableau 26.

ADMINISTRATIONS - COMPTE D'AFFECTIONATION

117

1 9 7 6.

en millions de F.Rw

RESSOURCES	Etat	Communes	Organismes publics	Administrations privées	TOTAL	en %
Cotisations sociales			114		114	1,41
Intérêts et dividendes			216		216	2,71
Impôts directs	744	111			855	10,71
Impôts indirects	2.148	32	262		2.442	30,53
Subventions et Transferts			19	62	81	1,01
Aide extérieure publique et privée						
aide aux investissements	2.292			164	2.456	30,75
aide à production	349				349	4,37
aide à fonctionnement	1.323			149	1.472	18,43
TOTAL RESSOURCES	6.856	143	611	375	7.985	100,00
EMPLOIS						
Achats Biens et Services	578	11	16	60	665	8,33
Salaires et Traitements	1.618	97	40	55	1.810	22,67
Prestations sociales			11		11	0,14
Transferts à Administrations privées	62				62	0,78
Intérêt Dette publique :						
intérieure	249				249	3,12
extérieure	20				20	0,25
Assistance	62			31	93	1,16
Subvention Exploitation	17		45		62	0,77
Subvention ménages : Santé - Enseignement	1.799			118	1.917	24,01
Dépenses extérieures	190				190	2,38
Epargne	2.261	35	499	111	2.906	36,39
TOTAL EMPLOIS	6.856	143	611	375	7.985	100,00

Section III. Le compte des ménages.

Les ménages recevant la totalité de leurs ressources des entreprises et des administrations, les différents postes en sont à présent déterminés pour 1970 et pour 1976.

a) Le compte d'affectation.

En ressources, tout d'abord, le montant des salaires et des traitements versés par les entreprises et les administrations est connu (cf. le tableau 23) : il passera de 3.648 millions en 1970 à 5.719 millions en 1976 (7,8 % de croissance annuelle).

Il en va de même de celui des prestations sociales et des dividendes : les premières reçues des entreprises et des administrations augmenteront comme les salaires et les traitements et atteindront 23 millions en 1976 contre 15 millions en 1970. Les dividendes versés par les entreprises croîtront comme les revenus des entreprises modernes et passeront de 13 à 23 millions entre 1970 et 1976 (cf. le tableau 15).

Quant aux subventions et transferts, on a vu que les ménages ont reçu des administrations publiques et privées 1.259 millions de subventions pour l'enseignement et la santé et qu'ils en toucheront 1.917 millions en 1976. Les administrations ont également dépensé 67 millions en 1970 et en consacreront 93 en 1976 pour l'assistance aux ménages. Enfin, les compagnies d'assurance leur ont versé 16 millions pour dommages en 1970 et auront à payer 27 millions en 1976 pour le même motif.

Au total, les subventions et transferts ont représenté 1.342 millions en 1970 et atteindront 2.037 millions en 1976, soit 7,2 % d'augmentation annuelle (cf. le tableau 15).

On a également analysé la composition des revenus bruts des entrepreneurs individuels : exploitants ruraux, personnel domestique, artisans et commerçants, qui passeront de 15.631 millions en 1970 à 19.760 millions en 1976, 4 % de croissance annuelle (cf. le tableau 15).

Les revenus globaux des ménages atteindront donc 27.562 millions en 1976 contre 20.649 millions en 1970, soit un rythme de croissance annuelle de 4,9 %.

En dépenses, le poste le plus important est constitué par les achats de biens et services, dont le montant est donné dans les tableaux de Ressources-Emplois pour 1970 et 1976. Ils passeront de 19.231 à 25.088 millions de F.R.W. entre ces deux dates.

Parmi les autres dépenses, on a vu que les ménages ont versé en 1970 72 millions de cotisations sociales aux administrations, 9 millions d'intérêts aux entreprises bancaires, et 12 millions de redevances aux administrations ;

ces sommes deviendront respectivement 114, 14 et 19 millions en 1976.

En outre, les impôts directs payés par les ménages, en fonction de la croissance de leurs revenus, atteindront 400 millions en 1976 contre 306 millions en 1970 (4,6 % de croissance annuelle) (cf. le tableau 20).

Enfin, l'augmentation des transferts courants de revenus par les ménages suivra celle des salaires et traitements et atteindra 788 millions en 1976 contre 503 millions en 1970 (7,8 % d'augmentation annuelle).

Les dépenses globales des ménages ont été de 20.133 millions en 1970 et s'élèveront à 26.423 millions en 1976, soit 4,7 % de croissance annuelle. L'épargne brute des ménages passera ainsi de 516 millions en 1970 à 1.139 millions en 1976; elle se trouvera multipliée par 2,2 au cours de la période.

b) Le compte de capital.

A l'épargne brute des ménages portée en ressources du compte de capital, s'ajoutent les subventions en capital des administrations: 20 millions en 1970 et 65 millions en 1976.

Les ressources du compte de capital passeront ainsi de 536 millions en 1970 à 1.204 millions en 1976, soit 14,4 % d'augmentation annuelle.

En 1970, les ménages ont effectué pour 597 millions d'investissements, dont 504,5 de constructions traditionnelles, 27,6 de logements modernes et 65 d'achats de véhicules (cf. le tableau 7). En 1976, ces investissements atteindront 816 millions : 640 de constructions traditionnelles, 86 de logements modernes, et 90 d'achats de véhicules.

En outre, on a vu que les entrepreneurs individuels ont financé en 1970 pour 198 millions d'investissements des entreprises et qu'ils en financeront 388 millions en 1976 (cf. le tableau 21).

De la sorte, les dépenses d'investissement des ménages en 1970 ont atteint 795 millions de F.Rw; comme leurs ressources cette année-là n'étaient que de 536 millions, elles ont eu un besoin de financement de 259 millions, qui a été couvert par des prêts d'organismes financiers.

.../....

Par contre, en 1976, le total des investissements 1.204 millions pourra être intégralement financé sur les ressources propres des ménages. Il est toutefois probable qu'une partie de ces investissements sera en fait financée sur prêts bancaires, ce qui laissera aux ménages une capacité de financement inemployée. En l'absence d'un tableau des opérations financières, il n'est pas possible d'en prévoir l'importance.

En tout cas, comme les entreprises et les administrations, il ne semble pas que les ménages doivent avoir du mal, au cours des prochaines années, à équilibrer leurs comptes d'affectation et de capital.

Section IV. Le compte de l'extérieur.

Finalement le compte de l'extérieur retrace les opérations, sur biens et services et celles de répartition, entre les différents agents économiques et l'étranger.

En ressources tout d'abord, figurent les importations effectuées par le Rwanda, qui constituent un gain pour l'étranger. Elles ont été de 3.292 millions en 1970 et atteindront, d'après le tableau de Ressources-Emplois, 5.770 millions en 1976 (9,8 % de croissance annuelle).

Par ailleurs, le service de la dette publique extérieure a été de 21 millions en 1970 et ne devrait être que de 20 millions en 1976. Et les dépenses courantes des administrations à l'extérieur passeront de 124 millions en 1970 à 190 millions en 1976.

Enfin, les entreprises ont effectué, en 1970, 106 millions de transferts courants et les ménages 503, soit 609 millions au total (cf. le tableau 22). Ces mêmes transferts atteindront respectivement 250 et 788 millions en 1976, soit en tout 1.038 millions.

Les ressources globales du compte extérieur ont donc été de 4.046 millions en 1970 et s'élèveront à 7.018 millions en 1976, soit un rythme de croissance de 9,6 % par an.

Du côté des dépenses, les exportations du Rwanda qui constituent une dépense pour l'étranger, ont été de 2.672 millions en 1970 et devraient atteindre 4.140 millions en 1976 (7,6 % d'augmentation annuelle).

En outre, l'aide privée extérieure a été de 249 millions en 1970 et devrait être de 340 millions en 1976. Quant à l'aide publique, elle a atteint 1.768 millions en 1970 et devrait s'élever à 3.964 millions en 1976 (cf. le tableau 22).

Au total, les dépenses de l'extérieur qui ont été de 4.689 millions de F.Rw en 1970 devraient atteindre 8.444 millions en 1976 soit 10,3 % d'augmentation annuelle.

En 1970, les dépenses de l'extérieur ont donc dépassé de 643 millions les ressources de l'extérieur et cet excédent atteindra 1.426 millions en 1976. Ceci signifie que l'aide extérieure publique et privée suffit, ces deux années là, non seulement à compenser le déficit commercial (620 millions en 1970 et 1.630 millions en 1976), mais qu'elle couvre également les transferts courants des entreprises, des ménages et des administrations (754 millions en 1970 et 1.248 millions en 1976). En outre, les capacités de financement inemployées des entreprises et des administrations ont représenté en 1970 643 millions et atteindront 1.426 millions en 1976.

Par nécessité comptable, ces sommes non utilisées localement sont transférées à l'extérieur, où elles accroissent les avoirs du pays; elles sont donc inscrites en ressources du compte de l'extérieur. Il s'agit-là, toutefois, de soldes comptables et seul un tableau des opérations financières permettrait de connaître leur utilisation finale. Et de fait, on l'a vu, une partie de la capacité de financement des administrations, en 1970 et en 1976, a été et sera utilisée à des paiements locaux, en particulier pour des indemnités d'expropriation.

Il reste que faute de pouvoir trouver sur place des occasions d'investissements profitables, une partie importante de la capacité de financement inemployée des entreprises, en 1976 plus encore qu'en 1970, cherchera des placements à l'étranger.

L'analyse des conditions de financement des investissements bruts ne fera que souligner la place prépondérante tenue par l'aide extérieure privée et surtout publique dans le financement de la croissance.

Les tableaux 28 et 29 placés à la fin de ce chapitre présentent sous une forme synthétique le tableau économique d'ensemble du Rwanda pour les années 1970 et 1976, constitué par les comptes des entreprises, des administrations, des ménages et de l'extérieur. Ce tableau économique permet de saisir les échanges qu'effectuent entre eux les différents agents et de vérifier l'équilibre comptable global des flux de biens et de services et des flux de revenus auxquels ces échanges donnent naissance.

Section V. Le financement des investissements.

L'analyse des comptes d'agents montre qu'en 1976 comme en 1970 les entreprises, les administrations et les ménages seront en mesure d'assurer le financement de leurs investissements bruts.

Il reste toutefois à s'assurer que ces mêmes agents trouveront les financements nécessaires pour le total des investissements qu'ils doivent réaliser de 1972 à 1976.

Le tableau 7 donne par agent le montant des investissements que chacun doit effectuer de 1972 à 1976 : 9.608 millions de F.Rw par les entreprises, 7.648 par les administrations et 3.671 par les ménages, au total 20.927 millions pour la période. S'y ajouteront 1.839 millions d'opérations de production qui concernent les entreprises rurales et 445 millions d'études pour les entreprises et les administrations.

Globalement, les sommes dont il faudra assurer le financement représenteront 23.211 millions de 1972 à 1976.

Etant donné que le budget de développement ne disposera que de ressources limitées au cours de la période, les différents programmes d'investissements ont été arrêtés après une étude minutieuse des sources de financement privées ou publiques, locales ou extérieures, susceptibles de prendre en charge les différentes opérations projetées.

On a, de la sorte, été amené à reporter au-delà de la période 1972-1976, un certain nombre d'opérations souhaitables, mais dont le financement avait peu de chances d'être assuré d'ici 1976.

Le tableau 27 présente une ventilation fonctionnelle des investissements bruts, par agent économique et par source de financement, pour 1970 et 1976 et pour la période 1972-1976.

L'aide extérieure mentionnée concerne celle de l'O.N.U. et du F.E.D. et celle des pays suivants: Belgique, Allemagne, France, Suisse, Chine, U.S.A., Pays-Bas-Luxembourg, U.R.S.S., Israël et divers pays.

Sur 9.608 millions de F.Rw d'investissements bruts qu'effectueront les entreprises (y compris l'enseignement et la santé publique) 6.760 millions (70,3 %) seront financés par l'aide extérieure, 2.458 sur fonds privés (25,6 %) et seulement 390 millions par le budget de développement (4,1 %).

Pour les investissements ruraux, l'Etat ne financera que 2,4 % de ceux-ci, tandis que l'aide extérieure prendra en charge 70,5 % du total. Quant au secteur privé, ses investissements, 27,1 % du total, seront constitués par l'accroissement du cheptel, d'une part, et par le travail non rétribué des paysans d'autre part : plantations, travaux de défense et restauration des sols, etc...

Dans le secteur secondaire, de même, l'Etat ne financera que 2,8 % des investissements et l'aide extérieure 68,8 %, le secteur privé se chargeant de 28,4 % du total. Ce dernier ne financera, en effet, que 1,5 % des investissements destinés à la production d'énergie et d'eau, 33,9 % des investissements industriels proprement dits et 31,8 % de ceux destinés à l'artisanat. Par contre, les industries minières assureront 96,2 % du financement de leurs propres investissements. Le fait que le secteur privé ne finance que le tiers des investissements industriels est toutefois caractéristique de l'insuffisance des occasions d'investir avec profit existant dans le pays.

Si, par ailleurs, les entreprises de transport, les services et le commerce financent la quasi totalité de leurs investissements, ceux de l'enseignement et de la santé publique sont entièrement financés sur fonds publics, mais là encore l'aide extérieure en prend à sa charge 90,8 % et le budget de développement seulement 9,2 %.

Les seuls autres investissements financés sur fonds privés sont ceux des ménages : constructions traditionnelles et logements modernes, achats de véhicules. Nous avons d'ailleurs vu que la construction de logements modernes sera partiellement subventionnée par l'Etat.

Quant aux investissements des administrations, ils sont entièrement financés sur fonds publics. Mais ceux qui concernent l'infrastructure économique et sociale le seront à 93 % par l'aide extérieure, tandis que cette dernière ne prendra à sa charge que 65,5 % des investissements d'équipement administratif. Le budget de développement aura donc à supporter 34,5 % de ceux-ci. Et c'est précisément dans ce secteur que les investissements projetés par les différents services se trouvaient, dans un certain nombre de cas, sans sources prévisibles de financement.

Il a donc fallu ajuster le volume des investissements qu'effectueront les administrations publiques, au cours de la période, aux ressources locales et extérieures dont elles pourront disposer.

.../...

Au total, sur 23.211 millions de F.Rw d'investissements, d'opérations de production et d'études à financer, l'Etat n'en prendra à sa charge que 5,8 %, le secteur privé 27,7 % et l'aide extérieure 66,5 %, soit les deux tiers du total.

Etant donné la façon dont ont été arrêtés les programmes d'investissements, en tenant compte des différentes sources susceptibles d'en assurer le financement, il ne semble pas que l'exécution de ces programmes doivent rencontrer de sérieuses difficultés du point de vue financier.

La mobilisation des différentes aides extérieures prévues exigera toutefois des efforts accrus des différents services responsables, compte tenu de l'importance considérable que doivent prendre celles-ci au cours des prochaines années.

CONCLUSION.

Comme en d'autres pays d'Afrique, les obstacles que devra surmonter le Rwanda pour assurer son développement sont moins d'ordre financier qu'économiques et humains.

Grâce à une aide extérieure, relativement très importante, il ne semble pas, en tout cas, que le financement de la croissance, au cours des prochaines années, soit particulièrement difficile à assurer.

L'importance même de l'aide extérieure pose, toutefois, au point de vue économique et politique, des problèmes de dépendance et impose au pays des sujétions dont il lui faudra tenir compte.

A plus long terme, il est essentiel que le Rwanda devienne capable de financer sur ses ressources propres une partie de plus en plus importante de ses investissements, pour en mieux contrôler le choix et l'exécution.

Une plus large mobilisation de l'épargne locale, celle en particulier des entreprises, suppose, on l'a vu, que se multiplient considérablement les occasions d'investir offertes aux initiatives privées dans les secteurs productifs.

On se trouve alors ramené aux conclusions du chapitre précédent; les entreprises industrielles ne pourront se développer et en créer de nouvelles que lorsque le marché intérieur sera en mesure d'absorber leurs produits. La modernisation du monde rural, dont dépend l'élévation du pouvoir d'achat de la majeure partie de la population, demeure en définitive la clé de voûte du développement du pays : elle commande à la fois l'essor des industries, l'accroissement des exportations et celui des ressources propres de l'Etat.

Tableaux 27, 28 et 29

Tableau 27

VENTILATION FONCTIONNELLE DES INVESTISSEMENTS SUIVANT L'ORIGINE DU FINANCEMENT.

en milliers de F.Rw

Investissements des Entreprises	1 9 7 0				1 9 7 6				Période 1972 - 1976				En pourcent pages	
	Branches	Activités	Etat	Aide ex- térieure	Privé	Total	Etat	Aide ex- térieure	Privé	Total	Etat	Aide ex- térieure		Privé
Augmentation cheptel					50.027	50.027			60.000	60.000				
Cultures traditionnelles			2.446	20.312	-	22.758	2.600	53.000	92.500	148.100	17.000	270.300	263.400	282.700
Cultures Industrielles			1.096	56.300	-	58.296	-	388.900	37.200	426.100	12.600	1.438.700	255.500	550.700
Elevage			246	8.800	-	9.046	9.000	32.000	-	41.000	27.000	170.700	-	197.700
Forêt, pêche, agriculture pisciculture			-	4.700	-	4.700	1.200	2.400	-	3.600	7.000	44.000	-	51.000
Aménagements fonciers			-	-	-	-	1.000	30.100	-	31.200	8.000	164.300	-	172.300
Total secteur primaire			4.688	90.112	50.027	144.827	13.900	506.400	189.700	710.000	77.600	2.088.000	801.600	2.961.200
Electricité -Eau			-	4.500	8.640	13.140	5.000	181.500	6.000	192.500	52.100	1.795.300	28.000	1.875.400
Mines			-	-	14.000	14.000	-	-	160.000	160.000	22.750	-	575.850	598.600
Industrie			6.565	29.535	-	36.100	-	300.000	94.000	394.000	46.200	1.134.200	606.500	1.786.500
Artisanat			600	-	-	600	-	5.000	7.000	12.000	-	30.000	14.000	44.000
Total secteur secondaire			7.165	34.035	22.640	63.840	5.000	486.500	267.000	758.500	121.050	2.959.500	1.224.350	4.304.900
Commerce - Services			2.630	-	47.885	50.515	-	-	22.500	22.500	-	-	65.000	65.000
Transports			-	-	158.920	158.920	-	-	54.500	54.500	24.000	-	367.300	391.300
Total secteur tertiaire			2.630	-	206.805	209.435	-	-	77.000	77.000	24.000	-	432.300	456.300
Enseignement - Formation			5.706	126.994	-	132.700	9.300	168.200	-	177.500	50.300	1.557.950	-	1.608.250
Santé Publique - Affaires Sociales			2.330	31.170	-	33.500	20.000	25.000	-	45.000	123.200	154.200	-	277.400
Total production sociale			8.036	158.164	-	166.200	29.300	193.200	-	222.500	173.500	1.712.150	-	1.885.650
Total Investissements Entreprises			22.519	282.311	279.472	584.302	48.200	1.186.100	533.700	1.768.000	390.150	6.759.650	2.458.250	9.608.050

Tableau 27 bis

VENTILATION FONCTIONNELLE DES INVESTISSEMENTS SUIVANT L'ORIGINE DU FINANCEMENT.

en milliers de F.Rw		Période 1972 - 1976												En pour- centages
Investissements des Administrations		1 9 7 0				1 9 7 6				Etat Aide ex- Privé Total				
Branches d'activités		Etat	Aide ex- térieure	Privé	Total	Etat	Aide ex- térieure	Privé	Total	Etat	Aide ex- térieure	Privé	Total	
Postes et Télécommunica- tions	3.563	33.950	-	37.513	1.000	19.000	-	20.000	39.500	297.500	-	337.000	1,61	
Routes et Ponts	23.054	8.000	-	31.054	25.000	920.000	-	945.000	194.200	3.773.000	-	3.967.200	18,96	
Tourisme- construction	18.591	5.300	-	23.891	3.000	20.000	-	23.000	27.000	540.000	-	567.000	2,71	
Hôtels	506	43.300	-	43.806	9.000	21.000	-	30.000	31.550	349.950	-	381.500	1,82	
Aéronautique -Météorologie	-	24.910	-	24.910	-	38.000	-	38.000	-	246.600	-	246.600	1,18	
Hydraulique rurale	2.500	18.800	-	21.300	35.000	57.000	-	92.000	137.250	276.200	-	413.450	1,98	
Logements	11.586	17.100	-	28.686	6.000	41.000	-	47.000	25.500	558.900	-	584.400	2,73	
Urbanisme - voirie														
Total Infrastructure Econo- mique et Sociale	59.800	151.360	-	211.160	79.000	1.116.000	-	1.195.000	455.000	6.042.150	-	6.497.150	31,05	
Jeunesse et Sports	3.473	-	-	3.473	5.000	37.000	-	42.000	50.250	162.600	-	212.850	1,02	
Information - radio	-	300	-	300	500	17.500	-	18.000	1.800	130.400	-	132.200	0,63	
Administrations publiques	36.701	125.626	-	162.327	88.000	40.000	-	128.000	345.200	190.500	-	535.700	2,56	
Administrations privées	-	62.500	-	62.500	-	32.000	-	32.000	-	140.000	-	140.000	0,67	
Administrations étrangères	-	25.000	-	25.000	-	27.000	-	27.000	-	130.000	-	130.000	0,62	
Total Investissements Administratifs	40.174	213.426	-	253.600	93.500	153.500	-	247.000	397.250	753.500	-	1.150.750	5,50	
Total Invest. Administrations	99.974	364.786	-	464.760	172.500	1.269.500	-	1.442.000	852.250	6.795.650	-	7.647.900	36,55	
Investissements des Ménages														
Logements privés modernes	-	-	27.600	27.600	-	-	86.000	86.000	-	-	304.950	304.950	1,46	
Logements traditionnels	-	-	504.500	504.500	-	-	640.000	640.000	-	-	2.960.800	2.960.800	14,15	
Achats véhicules	-	-	65.000	65.000	-	-	90.000	90.000	-	-	405.000	405.000	1,93	
Total Investissements Ménages	-	-	597.100	597.100	-	-	816.000	816.000	-	-	3.670.750	3.670.750	17,54	
Total Investissements bruts	122.493	647.097	876.572	1.646.162	220.700	2.455.600	1.349.700	4.026.000	1.242.400	13.555.300	6.129.000	20.926.700	100,00	
Etudes		49.800		49.800		70.270		70.270		444.950		444.950		
Opérations production	3.800	285.100	-	288.900	19.100	349.100	66.800	435.000	104.900	1.424.200	309.900	1.839.000		
Total Financements	126.293	981.997	876.572	1.984.862	239.800	2.874.970	1.416.500	4.531.270	1.347.300	15.424.450	6.438.900	23.210.650		

en milliers de F.Cv

Investissements des Entreprises	Période 1972 - 1976 en pourcentages			
	Etat	Aide ex- térieure	Privé	Total
Branches d'activités				
Augmentation du cheptel			100,00	100,00
Cultures traditionnelles	3,09	49,08	47,83	100,00
Cultures Industrielles	0,74	84,29	14,97	100,00
Elevage	13,66	86,34	-	100,00
Forêt, pêche, agriculture, pisciculture	13,73	86,27	-	100,00
Aménagements fonciers	4,64	95,36	-	100,00
Total Secteur primaire	2,42	70,51	27,07	100,00
Electricité - Eau	2,78	95,73	1,49	100,00
Mines	3,80	-	96,20	100,00
Industrie	2,59	63,47	33,94	100,00
Artisanat	-	68,18	31,82	100,00
Total Secteur secondaire	2,81	68,75	28,44	100,00
Commerce - Services			100,00	100,00
Transports	6,13	-	93,87	100,00
Total Secteur tertiaire	5,26	-	94,74	100,00
Enseignement - Formation	3,13	96,87	-	100,00
Santé - Affaires Sociales	44,41	55,59	-	100,00
Total production sociale	9,20	90,80	-	100,00
Total Investissements entreprises	4,06	70,35	25,59	100,00
Investissements des Administrations				
Postes et Télécommunications	11,72	88,28	-	100,00
Routes et Ponts	4,90	95,10	-	100,00
Tourisme - Construction Hôtels	4,76	95,24	-	100,00
Aéronautique - Météorologie	8,27	91,73	-	100,00
Hydraulique rurale	-	100,00	-	100,00
Logements	33,20	66,80	-	100,00
Urbanisme - Voirie	4,36	95,64	-	100,00
Total Infrastructure économique et sociale	7,00	93,00	-	100,00
Jeunesse et Sports	23,61	76,39	-	100,00
Information - Radio	1,36	98,64	-	100,00
Administrations publiques	64,44	35,56	-	100,00
Administrations privées	-	100,00	-	100,00
Administrations étrangères	-	100,00	-	100,00
Total Investissements Administratifs	34,52	65,48	-	100,00
Total Investissements des Administrations	11,14	88,86	-	100,00
Investissements Ménages				
Logements privés modernes			100,00	100,00
Logements traditionnels			100,00	100,00
Achats véhicules			100,00	100,00
Total Investissements Ménages			100,00	100,00
Total Investissements bruts	5,94	64,77	27,29	100,00
Etudes		100,00	-	100,00
Opérations production	5,70	77,45	16,85	100,00
Total financements	5,81	66,45	27,74	100,00

en milliers de F.Rw		Période 1972 - 1976 en pourcentages			
Investissements des Entreprises					
Branches d'activités	E t a t	Aide ex- térieure	Privé	T o t a l	
Augmentation du cheptel			100,00	100,00	
Cultures traditionnelles	5,09	49,08	47,83	100,00	
Cultures Industrielles	0,74	84,29	14,97	100,00	
Elevage	13,66	86,34	-	100,00	
Forêt, pêche, agriculture, pisciculture	13,73	86,27	-	100,00	
Aménagements fonciers	4,64	95,36	-	100,00	
Total Secteur primaire	2,42	70,51	27,11	100,00	
Electricité - Eau	2,78	95,73	1,45	100,00	
Mines	3,80	-	96,20	100,00	
Industrie	2,59	63,47	33,94	100,00	
Artisanat	-	68,18	31,82	100,00	
Total Secteur secondaire	2,81	68,75	28,44	100,00	
Commerce - Services			100,00	100,00	
Transports	6,13	-	93,87	100,00	
Total Secteur tertiaire	5,26	-	94,74	100,00	
Enseignement - Formation	3,13	96,87	-	100,00	
Santé - Affaires Sociales	44,41	55,59	-	100,00	
Total production sociale	9,20	90,80	-	100,00	
Total Investissements entreprises	4,06	70,35	25,59	100,00	
Investissements des Administrations					
Postes et Télécommunications	11,72	38,28	-	100,00	
Routes et Ponts	4,90	95,10	-	100,00	
Tourisme - Construction Hôtels	4,76	95,24	-	100,00	
Aéronautique - Météorologie	8,27	91,73	-	100,00	
Hydraulique rurale	-	100,00	-	100,00	
Logements	33,20	66,80	-	100,00	
Urbanisme - Voirie	4,36	95,64	-	100,00	
Total Infrastructure économique et sociale	7,00	93,00	-	100,00	
Jeunesse et Sports	23,61	76,39	-	100,00	
Information - Radio	1,36	98,64	-	100,00	
Administrations publiques	64,44	35,56	-	100,00	
Administrations privées	-	100,00	-	100,00	
Administrations étrangères	-	100,00	-	100,00	
Total Investissements Administratifs	34,52	65,48	-	100,00	
Total Investissements des Administrations	11,14	88,86	-	100,00	
Investissements Ménages					
Logements privés modernes			100,00	100,00	
Logements traditionnels			100,00	100,00	
Achats véhicules			100,00	100,00	
Total Investissements Ménages			100,00	100,00	
Total Investissements bruts	5,94	64,77	27,39	100,00	
Etudes		100,00	-	100,00	
Opérations production	5,70	77,45	16,85	100,00	
Total financements	5,81	66,45	27,74	100,00	

ENTREPRISES

DEMANDE FINALE

3 T	24 50 M	25 63 M	26 71 M	27 72 M	28 81 M	29 82 M	30 831/	31 832/3M	32 95M	33 914	34 931	35 61/2 T	36 61/2 M	TOTAL Demande Intermedi.	Admi nistra tion	MENAGES		TOTAL Menages	F.B.C.F.	Export.	Augm. STOCKS	TOTAL Demande FINALE	TOTAL EMPLOIS		
																non Com.	Commerc						1	2	
		2000								8200	16.200			3.524.134 1.408.278	38.700	5.947.000	905.536	6.852.536				6891.236	10.415.370	1 x 1.111 T	
														138.301		562.696	8.381	571.083	50.027	121.620	14.661	14.661	14.229.39	2 x 1.111M	
											600		35	99.376		105.000		105.000				105.000	20.437.6	4 x 12 T	
														2.760		45.600	14.470	60.070				60.070	60.070	5 x 13 T	
																						204.150	204.150	20.415.0	7 x 23 T
																					685.340	11.200	696.540	696.540	8 x 23 M
	8.400													41.200									41.200	41.200	9 x 29 T
		2.100								4.300	500			6.900	4.200	2.448.700	3.515.481	5.964.181				5.968.381	5.975.281	10 x 31 T	
		17.670								56.300	27.000			204.846	16.100		1.677.904	1.677.904	1.596.851	-25.990	3.264.865	3.469.711	3.469.711	11 x 31 M	
														49.500			184.300	184.300				184.300	233.800	12 x 32 T	
		150								4.800	3.000		2.888	116.099	23.760		1.529.151	1.529.151				1.552.911	1.669.010	13 x 32 M	
														65.600								65.600	65.600	14 x 33 T	
	40.200			400										71.614	2.170		26.941	26.941			-125	28.986	100.600	100.600	15 x 33 M
	500	110	1.150	1.800	5.000					3.500	43.200		17.725	101.581	20.950		18.489	18.489			-20.790	18.649	120.230	120.230	16 x 34 M
	41.100		110.100	2.200		500				98.900	12.200		13.893	4.559.54	41.010		290.096	290.096		30.152	6.186	367.444	823.398	823.398	17 x 35 M
	13.000													94.900			21.200	21.200				21.200	116.100	116.100	18 x 36 T
	135.660			1.000									305	179.465	3.800						-305	3.495	182.960	182.960	19 x 36 M
	83.300	200	69.800	22.110	3.600	50				2.000	12.000		8.941	662.409	73.990		115.971	115.971	508.940			698.901	1.361.310	1.361.310	20 x 38 M
	24.480									8.800	13.800			74.280	54.180						-1.770	52.410	126.690	126.690	21 x 37-39 M
	1.300	640	250	500	1.200	50				2.000	12.400	5.000	4.821	105.015	4.300		17.725	17.725		18.760		40.785	145.800	145.800	22 x 41/2 M
												10.000		10.000					504.500			504.500	514.500	514.500	23 x 50 T
	1.000	1.130	350		3.200	140	22.200			5.000	19.950		7.500	107.255	94.700				582.695			677.395	784.650	784.650	24 x 50 M
																	36.260	36.260				36.260	36.260	36.260	25 x 63 M
	200	40	24.670	5.000						200	5.550		383.957	661.663	34.660		218.360	218.360				253.020	914.683	914.683	26 x 71 M

W. RESSOURCES

CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES D

PORTATION A. F.	DROIT et TAXE sur import.	MARGES commerciales	TOTAL Ressources	1 1.111T	2 1.111M	3 1.112T	4 12T	5 13T	6 22M	7 23T	8 23 M	9 29T	10 31 T	11 31M	12 32T	13 32M	14 33 T	15 33 M	16 34 M	17 35 M	18 36 T	19 36M	20 38 M	21 37-39M	22 41/2 M	
6.880	4.540	227.050	10415370	283.810									3.205.600	8.324												
		54023	1.422.939		1029									1385497						21.752						
2745	90	32.378	881.031										113.301	24.400		600										
-	-	500	204.376							2300	500			1.945			50.100	4.300		336	4.000	260				
710	430	5.200	60.070																							
-	-	-	2.760											2.760												
-	-	56.700	204.150																							
-	-	46.100	696.540																							
-	-	7.600	41.200																							
-	-	625.710	5.975.281																							
5.190	121.120	688.229	3.469.711																							
-	-	-	233.800		19.500									30000												
3.550	193.420	637.440	1.669.010								3.300			12.631		82.830										
-	-	-	65.600											3.000												
1.810	6.050	9.040	100.600											9.449			20.900			210			150			
2.410	3.200	8.080	120.230		65						100			2.785		200	400	23.550		66			900		530	
9.630	77.050	181.219	823.398		32.790	12.800			200	4.600	47.100			13.761		500	100	800		20.170		510	5300		38.430	
-	-	11.300	116.100											60.000												
1.470	20.430	37.210	182.960																	120		5.480			400	
8.680	79.060	206.320	1.361.310	65.644	9.996				1.100	7.400	60.800			60.909		2.450	850	3.000	2.070	1.279		1.050	65.040		7.120	
3.510	15.740	17.440	126.690								5.600														21.600	
1.600	-	-	145.800							4.600	28.800			6.544		620		1.000	880	110		300	1.810		32.190	
-	-	-	514.500																							
-	-	-	784.650		190						31.600			12.032		580		300	20	203			1.210		650	
-	-	-	36.260																							
6.700	-	-	914.683		1.170					1.300	11.500			1.286		740		900	1.70	550			1.770		630	

BRANCHES EN MILLIERS DE FR\$

		N°	PRODUCTION
1	AGRICULTURE VIVRIERE	1.111 T	10.146.900
2	AGRICULTURE MODERNE	1.111 M	1.368.916
3	ELEVAGE - CHASSE	1.112 T	845.818
4	FORET	12 T	203.876
5	PECHE	13 T	53.730
6	GAZ NATUREL	22 M	2.760
7	ARTISANAT MINIER	23 T	147.450
8	INDUSTRIES MINIERES	23 M	650.440
9	CARRIERES	29 T	33.600
10	ARTISANAT ALIMENTAIRE	31 T	5.349.571
11	INDUSTRIES ALIMENTAIRES	31 M	2.135.172
12	VANNERIE ARTISANALE	32 T	233.800
13	INDUSTRIES-TEXTILES-CHAUSSURES	32 M	124.600
14	MENUISERIE ARTISANALE	33 T	65.600
15	MENUISERIE MODERNE	33 M	43.700
16	IND. PAPIER IMPRIMERIE	34 M	46.540
17	INDUSTRIES CHIMIQUES	35 M	75.499
18	POTERIE ARTISANALE	36 T	104.800
19	IND. MINERAUX non METAL	36 M	13.850
20	INDUSTRIES MECAN. GARAGES	38 M	197.250
21	METAUX et aut. INDUSTRIES manufact.	37-39 M	-
22	EAU - ELECTRICITE	41/2 M	144.200
23	CONSTRUCTION TRADITIONNELLE	50 T	514.500
24	B. T. P.	50 M	784.650
25	RESTAURANTS-HOTEL	63 M	36.260
26	TRANSPORTS	71 M	667.983

		1.870		3800	200							10.484	26.488	15.280		43.182	43.182				58.462	84.950	27 x 72+941
2000										200	15.000	14.000	37.543	3.120		21.707	21.707				24.827	62.370	28 x 81M
600		10.050		2800	4800							5.680	32.924	4.500		13.056	13.056				17.556	50.480	29 x 82M
2.700	1.850	3.380		1.500	120					1000	20.000	38.019	77.291	18.780		15.029	15.029				33.809	111.100	30 x 831 M
	120	1.350	7.700		4.340					3000	15.400	5.000	14.201	97.084	14.700						14.700	111.784	31 x 832M
																170.000	170.000				170.000	170.000	32 x 95M
																359.360	359.360				359.360	359.360	33 x 914
																919.750	919.750				919.750	919.750	34 x 931

00	354.440	26.010	445.000	40.710	21.100	10.200	22.200	-	-	198.000	182.000	55.000	522.754	8.452.460	468.900	9.108.996	10.122.355	19.231.351	1.646.162	2.671.534	31.594	23.986.853	324.38.813
----	---------	--------	---------	--------	--------	--------	--------	---	---	---------	---------	--------	---------	-----------	---------	-----------	------------	------------	-----------	-----------	--------	------------	------------

00	263.000	3.170	48.000	44.920	18.800	6.330				80.460	391.150	35.000	83.781	1.622.322										
	50.000	500	17.580	8.800	16.200	2.700				80.900	346.600		54.638	694.964										
	6.000	100	1.400		3.000	70							4.733	26.752										
	300	560	18.960		500	160	213.60						27.325	541.247	1.564.994									
														-44.075										
	17.000	500	95.000		20.700	300							30.942	272.670										
	93.910	5.420	42.043	-9.480	-17.930	26.050	67.540	29.211	170.000				1.654.589	3.626.660	16.556.598									
00	430.210	10.250	222.983	44.240	41.270	35.610	88.900	29.211	170.000	161.360	787.750	1.716.914	1.078.001	20.694.225										
00	784.650	36.260	667.983	84.950	62.370	45.810	111.100	29.211	170.000	359.360	919.750	1.771.914	1.600.755	29.146.685										

R W A N D A
TABLEAU GENERAL DES RESSOURCES
EMPLOIS EN MILLIERS DE FRs RW.

1970

			62 370		86						3 000			940		300						17		1000		1000
1.670			50 480		301						400			1000		1000						253	40	500		5.500
			111 100		189									473		1690						80	200	4910		1.180
2.573			111 784		2093						20.000			17 410		870		300	160			330		2.570		2.240
			170 000																							
			359 360																							
			919 750																							
2.128	521.130	2851.539	32 438.813	349454	67.583	12.800	0	0	1300	20.200	221.300	-	3.411.901	1.664.062	-	92.440	50.950	31.200	27.650	48.136	4.000	7840	107.360	-	89870 30	
					39.466				12.50	90.000	219.100	15000		40.720		15.500		10.800	7050	2 615		2.400	35800		20.510 14	
					86						45.700			27.000		6.800		500	2720	500		1.200	26.200		6.340	
					111						3.100			2920		1.400		300	300	238			2.450		630	
					579.119	13.125				28.240	96.990			235.285		200			100	1 043		180	300			
					31.275	12.800																				
					2.664						37.800			37.980		3.400		200	5.500	2.694		9.60	8.010		9.020	
				9.797.446	711.162	832.693	203876	53730	210	9.010	26.450	18.600	1937.670	127.205	233800	4.860	14.650	700	3.220	20.273	100.800	1270	17.130		17.830	
				9.797.446	1.301.333	833.018	203876	53.730	14.60	127.250	429.140	33.600	1937.670	471.110	233800	32.160	14.650	12.500	18.890	27.363	100.800	6.010	89.890	-	54.330 14	
				10.146.900	1.368.916	845.818	203876	53.730	2.760	147.450	650.440	33.600	5349.571	2.135.172	233800	124.600	65.600	43.700	46.540	75.499	104.800	13.850	197.250	-	144.200 51	

28	BANQUES	81 M	62.370	
29	ASSURANCES	82 M	45.810	
30	LOCATIONS	831 M	111.100	
31	SERVICES ENTREPRISES	832/3 M	29.211	
32	SERVICES MENAGES	95 M	170.000	
33	SANTE	914	359.360	
34	ENSEIGNEMENT	931	919.750	
			25.774.016	3
	SALAIRES NATIONAUX + COTISATION SOCIALE SALAIRES EXPATRIES CHARGES SOCIALES IMPOTS SUBVENTION AMORTISSEMENT SOLDE			
	VALEUR AJOUTEE			
	PRODUCTION PRIX A LA PRODUCTION			

ENTREPRISES

DEMANDE FINALE

	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	TOTAL Demande Intermedi	Admi nistra tions	MENAGES non Comm erclal	Commer cialisée	TOTAL Ménages	Investis sement	Exporta tion	Augmen tation Stocks	TOTAL Demande Finale	TOTAL Emplois	Nº Branches
	50M	63M	71	72-94	81	82	831	833	95	914	931	61T	61M											
		3000								11174	25707			4.265.152	54.885	6.994.000	1.296.218	8.290.218		80.000		8.425.103	12.690.255	1 1111T
														2.067.613					31.200		31.200	2.098.813	2 1111M	
														1.860.25		6.650.000	11.896	6.768.996	60.000	157.300		8.941.996	10.802.21	3 1112T
6											952		55	1.371.65		124.000		124.000			124.000	2.611.65	4 12T	
																54.000	20.525	74.525			74.525	74.525	5 13T	
														6.120							6.120	6.120	6 22M	
																				251.880	251.880	251.880	7 23T	
																				915.840	915.840	915.840	8 23M	
02	21.529													75.531							75.531	75.531	9 29T	
		3150								5.860	793			9.803	5.956	2.893.000	3.992.881	6.885.881			6.891.837	6.901.640	10 31T	
		26.505								76.720	4.2845			35.6878	22.833		3.290.454	3.290.454	2.348.210		5.661.497	6.018.375	11 31M	
														6.3120			2.331.75	2.331.75			2.331.75	2.96.295	12 32T	
5		225								6.541	4.761		4.511	199.850	33.696		2.169.016	2.169.016	11.100		2.213.812	2.413.662	13 32M	
65														8.3000							8.3000	8.3000	14 33T	
	103.030			625									477	1.717.62	3.078		38.214	38.214			41.292	2.130.54	15 33M	
	1.281	165	1.796	2.812	7.810					4.769	68.552		2.7687	190.896	29.711		2.622.6	2.622.6			55.937	2.468.33	16 34M	
	105.336		1.719.76	3.437		781				13.4771	19.359		2.1701	8.218.94	58.161		4.114.85	4.114.85	2.573.00		7.269.46	15.488.40	17 35M	
0	3.3318													130.323			3.0072	3.0072			3.0072	1.603.95	18 36T	
4	3.476.87			1.562									477	4.269.47	5.389				75.000		8.0389	5.073.36	19 36M	
55	213.492	300	1.090.28	3.453.6	5.622	78				2.725	1.904.2		1.3966	1.063.376	10.4934		1.644.98	1.644.98	1.601.000		1.870.432	2.933.808	20 38M	
	6.2740									11.992	2.1898			14.552.8	7.6839						7.6839	2.223.67	21 37.39	
	3.332	960	390	781	1.874	78				2.725	1.9677	7.810	7.531	1.782.02	6.098		2.5140	2.5140	12.000		4.3238	2.214.40	22 41	
												13.990		13.990					64.0000		64.0000	65.3990	23 50T	
	2.563	1.695	547		4.998	219	3.2918			6.814	3.1658		11.715	1.606.76	13.4306			1.725.000			1.859.306	2.019.982	24 50M	
																	5.4390	5.4390			5.4390	5.4390	25 63	
	513	60	3.853.45	7.810						2.73	8.807		5.997.41	1.047.618	4.915.5		3.097.32	3.097.32			3.588.87	14.065.05	26 71	

S RW RESSOURCES

CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES DES

PORTATION A.F.	DROIT et TAXE SUR IMPORTAT.	MARGES commerciales	TOTAL Ressources	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
				1111T	1111M	1112T	12T	13T	22M	23T	23M	29T	31T	31M	32T	32M	33T	33M	34M	35M	36T	36M	38M	37.39	41M	
06035	11700	300,620	12,690,255	343,250									3706110	175911												
		79,418	209,8813		1518									1939415						126,680						
3,183	104	4,2734	1,080,221										133695	49,830	2500											
590	730	690	2,61,165						2840	662				8493		63390	7,911			2517	5528	531				
716	434	7,375	74,525																							
			6,120											6120												
		69,955	2,51,880																							
		60,615	915,840																							
		13,931	75,531																							12,500
		710,940	6,901,640																							
3,640	211,860	1,274,760	6,018,375											206,818						3,990						
			296,295		2,8765								34355													
2,692	2,63,665	906,155	2,413,662							4368				16,129	155090											
			83,000										3,535													
00,882	14,598	17,174	213,054											28,578			38450			315			287			
5,937	7,995	13,101	24,6,833		96						132			8,963	375		736	35320		13,462		16,000	172		768	
1,190	104,050	2,86,710	15,48,840		48,370	15,650			442	5,675	62,351			38,357	936		184	1200		121,984		3,542	10,142		55,700	
		15,520	160,395											69,295												
4,492	31,981	87,563	507,336											12080						180		18,197			580	
71,222	177,362	409,804	2,933,808	79,390	14,746				2,440	9,130	804,86			91,023	4,587	1,075	5,519	3,105		7,001		12,646	12,5864		10,320	
6,531	27,543	31,193	222,367								7,413														41,485	
40			221,440							5,675	38,125			14,520	1,161		1,840	1,320		12,171		8,113	3,464		46,655	
			653,990																							
			2,019,982		280						4,1832			19,425	1,086		552	30		1,086			2,316		942	
			54,390																							
3,115			14,06,505		1,726					1,605	15,224			4,992	1,386		1,656	255		925		13,000	3,387		913	
																						50	1148			

BRANCHES EN MILLIERS DE F

	N°	PRODUCTION
AGRICULTURE TRADITIONNELLE	1111T	12271900
AGRICULTURE MODERNE	1.111M	2019,395
ELEVAGE	1.112T	1,034,200
FORETS	12T	245,155
PECHE	13T	66,000
GAZ NATUREL	22M	6,120
ARTISANAT MINIER	23T	181,925
INDUSTRIES MINIERES	23M	855,225
CARRIERES	29T	61,600
ARTISANAT ALIMENTAIRE	31T	6,190,700
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	31M	3,613,115
VANNERIE ARTISANALE	32T	296,295
INDUSTRIES-TEXTILES-CHAUS.	32M	271,150
MENUISERIE ARTISANALE	33T	83,000
MENUISERIE MODERNE	33M	80,400
PAPIER- IMPRIMERIE	34M	69,800
INDUSTRIE CHIMIQUE	35M	4,96,890
POTERIE ARTISANALE	36T	14,4875
INDUSTRIE-MINERAUX _{non} METAL	36M	213,300
INDUST. MECAN. GARAGES	38M	375,420
METAUX et aut. Indust. Manufactu.	37.39	
EAU - ELECTRICITE	41	209,000
CONSTRUCTION TRADITIONNEL	50T	653,990
BATIMENTS - T. P.	50M	2,019,982
RESTAURANT-HOTEL	63	54,390
TRANSPORTS	71	1,043,390

5126									317	20990	17868	72427	4425	30790	30790					35215	107642	28	81
1538		15698		4373	7500						8872	57421	6382	18519	18519					24901	82322	29	82
6920	2775	5280		2343	187			1363		27985	54443	116778	26634	21318	21318					47952	164730	30	83
	180	2109	12027		6780			4088	24437	6995	22182	163401	20848							20848	184249	31	83
														203000	203000					203000	203000	32	95
														489700	489700					489700	489700	33	914
														1459500	1459500					1459500	1459500	34	931

27	908405	39015	695090	63590	32955	15935	32918	-	-	269815	288805	77770	816545	12261265	665000	10730000	14358000	25088000	4026000	4139830				33918830	46180095
----	--------	-------	--------	-------	-------	-------	-------	---	---	--------	--------	-------	--------	----------	--------	----------	----------	----------	---------	---------	--	--	--	----------	----------

3	674050	4755	74975	70160	29670	9905				109645	620695	53065	130865	2701110											
	128140	750	27460	13740	25000	4200				110240	550000		85345	1151369											
	15380	150	2190		4685	110							7390	56286											
	770	840	29615		780	250	31670					41425	883445	2442290											
	43570	750	148390		32330	470							48330	604040											
	249667	8130	65670	-14800	-17778	40685	100142	44080	203000			2507640	528460	21255821											
63	111577	15375	348300	69100	74687	55620	131812	44080	203000	219885	1170695	2602130	1683835	28149129											
0	2019982	54390	1043390	132690	107642	71555	164730	44080	203000	489700	1459500	2679900	2500380	40410394											

REPUBLIQUE RWANDAISE
 TABLEAU GENERAL DES RESSOURCES
 EMPLOIS EN MILLIERS DE FRS RW
 1976

			107.642		127					3971		5.620	5.62				4483	10000	1914		1449					
7			82.322		444					530		2991	1873				3641	1032	957		7972					
			164.730		279							334	3164				190	409	9396		1710					
59			184.249		3.087					26.476		41.961	1628		552	240	2.495		4918		3246					
			203.000																							
			489.700																							
			1459.500																							
9.701	85.2022	4.328258	46,180.095	422.640	99,695	15,650	-	-	2882	24925	292955	3946990	2,671,955	174,460	64,465	57,400	41,470	303,055	5,528	9,6020	20,5450	130,255	46			
					58,219				2,773	111,040	287,070		80,846	40,000	198,70	11,630	13,689		11,405	67,690		297,30	18			
					127						59,877		57,360	15,000	920	3,020	1,500		9,950	49,540		9,200				
					164						4,062		10,620	3,000	550	450	14,90		500	4,630		915				
					764,420	16,048			34,840	127,079		4,655,20	600			150	32,873		11,395	570						
					-46,136	-15,651																				
					3,930						49,527		92,666	10,400	370	8,250	69,887		66,960	15,140		13,070				
					11,849,260	1,138,976	1,018,153	245,155	66,000	465	11,120	34,655	61,600	2,243,710	234,148	296,295	27,690	18,535	12,90	4,830	74,396	139,347	17,070	32,400	258,30	
					11,849,260	1,919,700	1,018,550	245,155	66,000	3238	157,000	562,270	61,600	2,243,710	941,160	296,295	96,690	18,535	23,000	28,330	193,835	139,347	117,280	169,970	78,745	18
					12,271,900	2,019,395	1,034,200	245,155	66,000	6120	181,925	855,225	61,600	619,0700	3,613,115	296,295	271,150	83,000	80,400	69,800	496,890	14,4875	213,300	375,420	209,000	65

BANQUE	81	107,642	
ASSURANCES	82	71,555	10
LOCATIONS	831	164,730	
SERVICE ENTREPRISES	832	44,080	140
SERVICE MENAGES	95	203,000	
SANTE	914	489,700	
ENSEIGNEMENT	931	1,459,500	
TOTAL		35230,114	5.7
SALAIRES NATIONAUX			
SALAIRES EXPATRIES			
CHARGES SOCIALES			
IMPOTS			
SUBVENTION			
AMORTISSEMENT			
SOLDE			
VALEUR AJOUTEE			
PRODUCTION AUX PRIX A LA PRODUCTION			